

Etape 7

Les Temps Modernes

Introduction

XVI^e siècle : nous voilà à la porte des Temps Modernes (désignés comme tels en Occident), dernière étape - ou fin de la seconde phase - du cycle septénaire « naturel » du monde Pensant au cours de laquelle l'homme tend à se constituer sa propre loi qu'il ne reçoit plus de Dieu dont il s'est coupé : le « Moi », livré à lui-même, atteignant à ce stade son total développement, est confronté au risque que son hypertrophie le porte à croire qu'il est l'unique acteur du système et même le maître du monde, avec tous les excès et les dangers que cela comporte, comme on peut le constater en ce XXI^e siècle : la croissance exponentielle de la puissance accumulée depuis le début de l'ère du Pensant, il y a 15000 ans, ayant déjà produit deux guerres mondiales, fait peser à nouveau sur l'humanité une énorme menace pouvant mener au pire par exacerbation de l'*hubris* avant que l'homme fasse une « conversion » et utilise cette puissance d'une manière plus intelligente et plus subtile une fois le Pensant transcendé dans le Méditant (cf. Acte VI).

Il est vrai que depuis le Moyen-Age, la conscience et la représentation du monde ont beaucoup changé, et se sont considérablement élargies : passant du monde géocentrique de Ptolémée où l'homme est le centre de l'univers à celui de Copernic où l'homme occupe une planète existant parmi de nombreuses autres (pour finir par celle d'un univers fait de milliards de galaxies, d'étoiles et de planètes), on passe parallèlement de la pensée scolastique à la pensée rationnelle (suivie des deux chocs des révolutions darwinienne et freudienne du XIX^e siècle) qui exacerbe le libre arbitre occidental, établit ses propres lois remplaçant les lois du ciel et remet en cause le fonctionnement de la société. C'est la victoire de l'individu sur les instances religieuses et collectives qui fait suite à la lutte de l'inquisition contre les hérésies du Moyen-âge, aux schismes et aux conflits intra religieux et surtout entre les autorités religieuse et royale, la victoire du roi annonçant l'apothéose du « moi » des Temps Modernes.

Je commence la rédaction de cette étape relative aux Temps Modernes avec un sentiment de profonde lassitude devant ce qui se profile de violence et de guerres durant cinq siècles qui vont embraser la planète et notamment l'Europe – guerres d'Italie, de Religion, de Trente Ans, Révolutionnaires, Napoléoniennes, Franco-Prussienne, Guerres Mondiales et leurs dizaines de millions de victimes auxquelles s'ajoutent les millions de morts des Révolutions russe et chinoise-, sans parler du Viet Nam et des centaines d'autres conflits et génocides (Arménien ...), de la montée des

fascismes, de la colonisation mercantile et esclavagiste, du réarmement récent des nations, de la guerre de Russie en Ukraine, d'Israël et du Hamas palestinien ... posant la question de l'avenir de l'humanité, même si ces Temps Modernes nous ont apporté les grandes découvertes maritimes, le progrès des connaissances, les transformations de la vie économique et sociale, l'invention de l'imprimerie, l'humanisme, la renaissance artistique -avec un retour vers les canons antiques¹-, l'exigence de rigueur morale de la Réforme, le siècle des Lumières, le développement de l'esprit critique, les Droits de l'Homme, la révolution industrielle et l'avènement des Républiques ... démontrant s'il le fallait que les progrès scientifiques et techniques ainsi que les changements politiques ne garantissent aucunement une évolution vers la sagesse, le Moyen-Age nous ayant pourtant apporté une certaine intériorisation de l'être (avec notion de responsabilité et de culpabilité par rapport à la loi religieuse contrebalancées par l'apport du roman -d'amour en particulier, profane ou courtois) en comparaison du citoyen de l'antiquité grecque qui se réfère essentiellement aux critères qu'offre le monde extérieur et ses modèles, l'adéquation ou la non adéquation à ces modèles étant vécues essentiellement à travers l'honneur ou la honte.

On pourrait résumer l'épopée de cette dernière étape du cycle du Pensant s'étirant du XVI^e au XX^e siècle, ou de la Renaissance à la période contemporaine, de la manière suivante :

« On le sait, la Renaissance marque dans l'histoire de la pensée occidentale une rupture essentielle où le modèle du monde scolastique qui avait connu son apogée autour du XIII^e siècle avec la grande synthèse de Thomas d'Aquin et la sagesse de Maître Eckhard, devenu dogmatisé et perverti vers le XV^e siècle, a cédé la place à une approche non plus basée sur des textes traditionnels, mais sur l'observation des phénomènes naturels et leur modélisation théorique. Cette recherche de la "vérité objective" par l'usage de la mesure quantitative et de la pensée rationnelle, proposée entre autres par Galilée, Kepler, Descartes et Newton, a abouti au début du XIX^e siècle au modèle du monde déterministe soutenu par Laplace, puis à la science positiviste, bornée par les faits observables, d'Auguste Comte à la fin de ce XIX^e siècle »

http://www.unine.ch/autogenesis/CC_rerev.htm

© September 1996 by Ateliers Bartimée, André L. Braichet, abraichet@access.ch

Voyons d'abord ce qu'il en est de la situation du monde à l'entrée de ces Temps Modernes que représente pour l'Occident la Renaissance et la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb en 1492 (le nom Amérique étant dû à Amerigo Vespucci), c'est-à-dire au moment où l'humanité expérimente et confirme la rotondité de la Terre, prend conscience de son unité et de ses limites -et des possibilités d'explorer le hors-limite !

En ce passage du XV^e au XVI^e siècles que constitue la Renaissance pour l'Europe, les grandes découvertes astronomiques (Copernic...) et maritimes s'ajoutant aux progrès techniques de la navigation et des transports de la fin du Moyen-Age (qui rendent possibles tous les itinéraires, la reconquête de l'espace méditerranéen et de l'océan indien prenant à revers les musulmans qui dominent le commerce maritime), s'accompagnent de l'afflux de métaux précieux, du grand commerce, de l'apparition des banques et des manufactures, de la croissance démographique et de la formation des Etats -essentiellement monarchiques-, qui donnent au marché une dimension mondiale

et la preuve de la sphéricité terrestre. Mais les finalités de ces conquêtes, tant mercantiles -or, argent ...- que religieuses -commencées avec les Croisades-, ne prédisent pas que des bonnes choses puisqu'elles sont aussi le début d'une longue et violente exploitation des peuples dont le commerce triangulaire et la traite négrière qui croissent du XVI^e au XVIII^e s sont les exemples les plus parlants s'ajoutant aux guerres, aux famines, à la peste et autres épidémies, sans parler de la chasse aux sorcières prolongeant la césure profane-religieuse du Moyen Age, tous faits qui n'ont rien de nouveau en terme de férocité humaine et ne plaçant pas en ce domaine, l'homme moderne au-dessus de ses prédécesseurs. Fin du XX^e siècle et début du XXI^e siècles, les pays de l'Europe, comme tous les autres pays du globe, confrontés à la mondialisation, vont connaître une affirmation identitaire renforcée et une modification des alliances par une montée en puissance des pays de l'Asie face à l'Occident ayant jusque-là dominé la sphère politico-économique de la planète.

En Afrique le Maghreb littoral -le Maroc excepté- sous protectorat ottoman entre le XVI^e et le XIX^e siècle, connaît à cette date diverses interventions européennes ainsi que l'exploration systématique de l'Afrique subsaharienne, suivi par le mouvement d'émancipation du XX^e siècle freiné par les effets de la récession par détérioration des termes de l'échange matières premières-produits manufacturés, gonflement de la dette, tutelle du FMI et Banque Mondiale qui imposent des plans d'ajustement structurels et des politiques libérales ruineuses.

En l'Inde du XV^e et du début du XVI^e siècles, une nouvelle ère s'ouvre dans ses relations avec l'Occident avec Vasco de Gama qui aborde à Calicut en 1498, tandis que le pays connaît l'apogée de l'expansion musulmane et la domination de l'empire moghol (1526-1858) qui sera lui-même défait par les Anglais au XIX^e siècle, le XX^e siècle voyant s'aggraver la polarisation religieuse entre hindous et musulmans entraînant l'installation du parti nationaliste hindou prônant la suprématie hindoue.

En Chine, c'est aussi par mer qu'arrivent les premiers Européens au XVI^e siècle : les Portugais arrivent de Malacca à Canton vers 1520 suivis par les missionnaires jésuites dès les environs de l'an 1600 qui établissent de véritables contacts, date à laquelle approche la menace d'invasion des Mandchous qui fondent la dynastie Qing (1644-1911) où, vers sa fin de règne, la classe lettrée prépare le grand mouvement de réforme morale et de renaissance littéraire, suivi de la Révolution Culturelle de Mao Tsé Toung suivie elle-même d'un redressement et d'une période de croissance dans les dernières années XX^e siècle, faisant de la Chine du XXI^e siècle, la seconde puissance économique mondiale, avec le développement de ses « routes de la soie », ses démonstrations de force dans la mer de Chine et les menaces de l'armée contre le désir d'indépendance de l'île de Taïwan.

Voyons d'abord ce qui se passe dans les régions et chez les peuples occupant l'Axe Afroarctique.

AXE AFRO-ARCTIQUE

Egypte
Palestine hébraïque et diaspora
Arabie
Empire ottoman
Caucase
Russie

Egypte

Du XVI^e au XX^e siècle, après la victoire des Ottomans sur les Mamelouks qui ont contrôlé l'Égypte durant plus de 600 ans, l'Égypte est ottomane², bien qu'à partir du XIX^e siècle, la campagne de Bonaparte (qui veut couper la route des Indes à la Grande-Bretagne qui est finalement victorieuse) et la mise sous protectorat anglais en 1914, constituent des « artéfacts » qui mènent finalement l'Égypte vers une république.

Devenue une République en 1953, l'Égypte tenue par le général Muhammad Naguib, bientôt démis par le lieutenant-colonel Gamal Abdel Nasser qui, élu président de la République en 1956, met fin à la présence britannique commencée en 1882, par le traité d'évacuation de la zone du canal de Suez. Après son décès brutal, le vice-président Anouar el-Sadate devient président de l'Égypte, lance la politique d'ouverture (*Infitah*) et établit un plan de paix avec Israël. Après son assassinat (1981), Hosni Moubarak élu président de la République (réélu en 1997) poursuit la politique de libéralisation de l'économie, appuie la stratégie régionale des États-Unis mais n'en reconnaît pas moins les « principes de la charia » comme source principale de la législation. La révolution égyptienne de 2011 faisant suite à la révolution tunisienne, remplace le président Moubarak en 2012 par Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans qui, contesté un an après son arrivée au pouvoir, est remplacé à son tour en mai 2014 par Abdel Fattah al-Sissi, qui se donne la possibilité de rester au pouvoir jusqu'en 2030³.

Palestine hébraïque et diaspora

Au XVI^e s, en Palestine, deux tendances inverses existent dans les mouvements de populations juives : émigration axée sur l'émancipation et l'assimilation en d'autres terres, et immigration par retour en Terre Sainte.

L'immigration est croissante au XVI^e s : elle concerne des Juifs Séfarades expulsés d'Espagne en 1492, qui au XVIII^e siècle sont rejoints par des groupements Ashkénazes, Juifs du nord de l'Europe venus de Pologne notamment. Pour assister les nouvelles

communautés et les académies (de Jérusalem, Safed, Hébron et Tibériade), des émissaires visitent annuellement la Diaspora, recueillent des offrandes, dispensent des homélies et des consultations de droit, et renforcent ainsi les liens des communautés entre elles et avec la Terre sainte.

Côté diaspora, aux XVI^e et XVII^e siècles, les marranes qui fuient le Portugal et l'Espagne (Juifs convertis au catholicisme, souvent de force dans le cadre de l'Inquisition, et qui continuent à pratiquer le judaïsme en secret), bénéficient depuis 1550 de lettres patentes royales en tant que « nouveaux chrétiens », et participent à l'essor économique des autres pays d'Europe, et du Nouveau Monde⁴.

En fait, entre le XVII^e et le XIX^e siècles (entre la fin de la guerre de Trente Ans en 1648 et l'apparition en 1879 d'une idéologie et d'un parti antisémites en Autriche), le judaïsme connaît deux mouvements d'émancipation et tend à perdre sa spécificité nationale pour se transformer en un corps purement ecclésiastique.

Fin XVIII^e, c'est la première émancipation des Juifs (1782-1815) avec la notion d'« utilité sociale » définie par Montesquieu qui fait d'eux des citoyens utiles et les affranchit de leur statut médiéval les rendant responsables des tares économiques.

Au XIX^e a lieu la seconde émancipation (1815-1870) : le Congrès de Vienne (1815) envisage l'octroi de « droits de citoyens aux adeptes de la foi juive avec devoir d'assumer tous les devoirs de citoyens ». L'émancipation n'est pas pour autant réalisée partout⁵.

Fin XIX^e débute la « guerre contemporaine » de l'antisémitisme moderne qui aboutit à une guerre totale dont la « solution finale » est l'épisode le plus brutal, mais non le seul (pogroms russes du XIX^e siècle finissant et ceux de l'Ukraine naissante en 1919, de la Palestine juive de 1939 et des pays arabes après 1948). Trêves et armistices, traité de paix même, acceptés au Moyen-Orient de 1948 à 1983 ne font qu'amplifier et définir le judaïsme comme celui d'un peuple en guerre⁶.

Le sionisme politique⁷ préparé depuis une cinquantaine d'années, dégage la loi suivante : « la solution est dans l'octroi aux Juifs d'un territoire qui leur appartienne en propre » (Herzl). L'atmosphère haineuse de Paris lors de la dégradation de Dreyfus serait un facteur déterminant de l'évolution de Herzl.

Devenu une force politique durant la Première Guerre mondiale, le sionisme obtient la Déclaration Balfour (2 nov. 1917) prévoyant la création en Palestine d'un « foyer national juif ».

La « solution finale » d'Adolf Hitler précipite les choses : les lois racistes de Nuremberg (15 sept. 1935) mettent les Juifs au ban de la société. En Autriche, Tchécoslovaquie, Pologne, puis en France, en Belgique, aux Pays-Bas occupés par les troupes allemandes, des « statuts pour les Juifs » sont imposés aux gouvernements en place.

En 1945, l'acte effroyable de la « solution finale » se traduit par le génocide de six millions d'âmes, tandis que Staline fait fusiller les écrivains yiddish et supprime toute culture juive. Nommé holocauste par l'histoire contemporaine, ce génocide unique dans les quatre millénaires d'histoire juive, sans exemple dans l'histoire humaine, est suivi de l'exode des rescapés vers Israël créé en 1948⁸.

C'est avec les pays arabes environnants et les Palestiniens qu'Israël connaît alors ses plus grosses difficultés⁹, les conflits se perpétuant jusqu'au dernier en date, celui de l'attaque d'Israël par la Fatah le 7 Octobre 2023.

Arabie Iran, Irak

L'Arabie et les terres musulmanes sous l'influence en grande partie des Turcs musulmans depuis l'interruption de la période fatimide au XII^e siècle par le chef kurde sunnite Saladin, puis par les Mamelouks, puis par les Ottomans, autre tribu turque qui dès le début du XIV^e siècle remplace en Asie mineure les Turcs Seldjoukides turco-perses affaiblis, et détruit définitivement l'empire byzantin en 1453 pour fonder l'empire ottoman prenant possession de l'Arabie dans sa partie Ouest et de ses autres territoires.

Dans le domaine religieux, les choses changent au XVI^e siècle quand l'Iran à majorité sunnite, devient un Etat chiite sous l'impulsion de la dynastie des Safavides d'origine turque. Après la prise de pouvoir en 1501, les Safavides font appel à des oulémas chiites arabes venus du sud de l'Irak et du Liban pour mettre en place un clergé chiite autonome par rapport au pouvoir temporel hiérarchisé sous l'autorité d'un groupe d'ayatollahs appartenant à de grandes familles transnationales (persans, arabes, turcs), alors que chez les Ottomans où le sunnisme est de rigueur, le religieux dépend toujours des autorités politiques malgré la mise en place progressive à partir du XI^e siècle d'un système de madrasas destiné à garantir l'orthodoxie. Ainsi, au XVI^e siècle, les musulmans des différents Empires dirigés par des turcs ottomans, moghols, persans et ouzbaks, s'accusent réciproquement d'hérétiques.

Au XVIII^e siècle, un prêcheur, Ibn al Wahhab propose un pacte à Ibn Saoud seigneur de Diriya, une cité de Nadjd, un plateau au cœur de l'Arabie, en lui promettant de conquérir pour lui les territoires s'il lui laisse la possibilité de répandre la vision salafiste de l'Islam, les descendants de ces guerriers wahhabites qui ont participé à la création de l'Arabie Saoudite étant en quelque sorte les djihadistes actuels.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, dans le sillage du mouvement des nationalités en Europe, apparaît le nationalisme arabe contre l'occupation ottomane : s'élabore alors une pensée réformatrice qui progressivement s'oriente vers l'idée d'un Etat musulman régit par la charia, projet validé en 1928 par la confrérie des Frères Musulmans qui participent à la vie politique du roi Farouk (1936-1952) et jusqu'à nos jours.

Dans la période post coloniale, à partir des années 1950, le nationaliste arabe passe du champ culturel au champ politique qui inspire dans sa version laïque l'Algérie et le Fatah de Yasser Arafat, tandis que les prêcheurs wahhabites financés par l'argent du pétrole, répandent leur dogme mortifère¹⁰.

A la fin des années 1970 les éléments religieux radicaux adeptes du panislamisme dont l'Iran chiite est le chef de file depuis la victoire de la révolution islamique en 1979 (Khomeini), se lancent dans la violence politique qui ne peut aboutir à l'émergence d'une oumma unifiée du fait de l'opposition violente entre un axe chiite et un conglomérat sunnite¹¹ qui met en échec les idéologies panarabique et islamique qui s'identifient aujourd'hui au terrorisme antioccidental : en 2014 l'Etat Islamique (EI) reprenant le flambeau du djihad, se taille un territoire entre l'Irak et la Syrie qui fait s'étendre partout le champ de bataille, avec Internet comme lieu de recrutement et de propagande.

Caucase

Les civilisations caucasiennes, souvent brillantes, ne cessent, durant quinze siècles, de subir l'influence alternée des Turcs ottomans, de l'Iran et de la Russie qui accentuent les conflits entre régions et entre chrétiens et musulmans, jusqu'à récemment depuis 1988 entre Arménie et Azerbaïdjan (Guerre du Haut-Karabagh), entre Géorgie et Abkhazie et entre Géorgie et Ossétie.

Géorgie

Après la prise de Constantinople par les Ottomans, en 1453, la Géorgie (Imérétié) isolée de la chrétienté occidentale, est envahie en 1510 par les Turcs qui mettent à sac la capitale Koutaïssi (Koutaïs), ce qui marque le début de guerres et d'appropriations par les Perses, les Russes, les Turcs, jusqu'à l'annexion par la Russie à partir du XVIII^e siècle et sa soviétisation au XX^e siècle¹².

Arménie

L'Arménie chrétienne qui ne constitue avec la Géorgie qu'un seul royaume avant le XV^e siècle, est divisée ensuite entre les Turcs (les Ottomans lui laissent un certain degré d'autonomie entériné par le pacte de l'Aman en 1461), les Perses et les Russes, avec guerre arméno-géorgienne de 1918 et génocide arménien de 1915 à 1923 puis conflit avec Azerbaïdjan (conflit dans le Haut-Karabakh depuis 1989 où vivent 80% d'Arméniens).

Azerbaïdjan

La République d'Azerbaïdjan, indépendante depuis la chute de l'URSS, est l'une des seules anciennes républiques -avec le Kazakhstan- à avoir adopté une terminologie propre pour ses citoyens, indépendante de toute dimension ethnique : « azerbaïdjanais ». Avec les azéris en majorité chiites duodécimains, qui constituent l'ethnie principale d'Azerbaïdjan occupant aussi le nord-ouest de l'Iran, on trouve des Russes et de nombreux Arméniens qui fuient le pays à partir de 1989 après les pogroms de Soumgaït (près de Bakou) au moment du déclenchement du conflit dans le Haut-Karabakh (80% d'Arméniens). Le nord de l'Azerbaïdjan est habité par quelques ethnies du Daghestan (des Avars, des Tates, des Lesghiens), et au sud vivent les Talychs. On trouve également dans le Nakhitchevan (république autonome, 5500 km²) la quasi-totalité des Kurdes recensés en 1989.

Le Caucase et la Russie

Il est clair que la Russie tient une place importante dans la prise en main du Caucase. Depuis fin XVIII^e se produit la russification avec affrontements sociaux et ethniques, rivalités et guerres russo-persanes, russo-circassiennes (Circassie, ancienne région du Caucase située dans l'actuelle Russie), russo-turques et conquête du Caucase au XIX^e

(1800-1864) avec aussi abolition du servage en 1861, exploitation du pétrole (Bakou et Géorgie) fin du XIX^e, traçage de routes et de chemin de fer ...), l'ensemble comprenant la vice-royauté (1785-1798, 1881-1917) et le nettoyage ethnique des Circassiens (1858-1864).

Au XX^e siècle, après la Première guerre mondiale et la Campagne du Caucase (1914-1918), l'histoire de toute la région relève officiellement de l'histoire interne de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (1922-1991) avec invasion soviétique de la Géorgie (1921), création de la République socialiste soviétique abkhaze (1921-1931), de la République socialiste soviétique de Transcaucasie (1922-1936), soulèvement géorgien (1924), front transcaucasien et bataille du Caucase (1942-1944) ...

Les conflits interminables se perpétuent avec la Fédération de Russie (1991), tant dans le Nord (régions qui correspondent à ce qu'on appelle le « district fédéral du Caucase du Nord » où les conflits concernent surtout la Tchétchénie) que dans le Sud (la Géorgie étant ici aux prises avec des régions sécessionnistes, l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie), alors que l'Arménie et l'Azerbaïdjan se disputent le Haut-Karabagh.

Russie

Entre le XV^e et le XVI^e s, après la victoire écrasante sur les Tatars en 1480, le grand-prince de Moscou, Ivan III (1462-1505), s'intitulant « prince de toute la Russie » tout en se considérant comme le successeur de l'empereur byzantin, adopte comme armoiries l'aigle bicéphale et affirme l'indépendance du nouvel État moscovite, faisant de Moscou sa capitale qui sera celle d'Ivan IV « le Terrible » (1533-1584).

Ivan IV (1567-1584) prend le titre de Tsar (César), se pose en héritier des empereurs d'Orient après la chute de Constantinople, désigne Moscou comme la troisième Rome (La seconde = Constantinople) et réorganise complètement l'appareil d'État. Il établit le servage, reprend les territoires des Tatars restants, étend son pays à la Sibérie et ouvre la voie de la colonisation russe vers l'Est et le Sud.

Bien que la Russie orthodoxe de ce XVI^e siècle ne connaisse ni le mouvement de la Réforme, ni celui de la Renaissance (bien qu'elle lutte contre des doctrines hérétiques qui se renforcent au XVII^e siècle, « le temps des troubles »), elle connaît néanmoins l'ouverture vers l'Ouest avec envoi de missions diplomatiques en Europe occidentale (à la cour d'Espagne), échanges commerciaux avec l'Angleterre et la France ... avec contrôle rigoureux de ces activités étrangères qui sont indispensables à son développement.

La fin du règne d'Ivan IV est très difficile, marquée par la ruine économique due à la guerre livonienne pour le contrôle de l'Estonie et de la Lettonie (1558-1583), aux interventions polonaises, à l'agitation paysanne (interdiction pour le paysan de quitter le domaine) et à la rivalité des grandes familles à sa mort (1584) parmi lesquelles Boris Godounov, durant son règne (1598-1605), permet à la Russie d'affirmer son importance européenne, avec Moscou comme siège d'un patriarcat indépendant écartant les boyards ambitieux (aristocrates propriétaires terriens faisant travailler les serfs)¹³.

Après Boris Godounov, le XVII^e siècle voit l'avènement du tsar Michel Fédorovitch (1613-1645), premier de la dynastie des Romanov qui gouvernent la Russie jusqu'en 1917. Son règne est particulièrement agité nommé « le temps des Troubles »¹⁴

A la mi-siècle, sous le règne d'Alexis Mikhaïlovitch (1645-1676), la Russie reprend des territoires à la Pologne et devient un État mercantile¹⁵.

Au XVIII^e s, le règne de Pierre le Grand (1689-1725) colosse de plus de deux mètres, décidé à moderniser son pays, souvent avec violence, inaugure un siècle de nouvelle expansion territoriale, d'ouverture sur la mer (prise d'Azov sur les Turcs, Baltique en Suède), de développement économique rapide, de contrôle de l'église orthodoxe (patriarche remplacé par un collège d'évêques), de changements de mœurs (habillement à l'européenne), de proclamation de la Russie comme Empire en 1721, de l'entrée dans la voie du modernisme occidental et de prise de sa place parmi les monarchies éclairées du XVIII^e siècle qui influence sa vie culturelle : la Russie rejoint alors les États policés de l'Ouest tout en russifiant la culture. Ce XVIII^e siècle est aussi un siècle de mouvements sociaux plus graves et plus nombreux que dans les périodes précédentes qui n'affaiblissent pas pour autant la puissance de l'autocratie¹⁶.

Sous Catherine II (1762-1796)¹⁷, l'autocratie se renforce par les succès guerriers extérieurs (Ukraine, conquête de la Crimée sur les Turcs, partage de la Pologne) et l'appui d'une aristocratie qui renforce ses privilèges (renforcement du servage), de participation directe de la Russie à la politique européenne dans la voie du modernisme occidental. Grand siècle pour la Russie, le XVIII^e siècle russe garde néanmoins ses structures traditionnelles avec fortes résistances des grands seigneurs (boyards) et du haut clergé à la modernisation dans un pays où la base sociale est le servage.

Au passage des XVIII-XIX^e siècles correspondant à la Révolution française, devenue en Europe une puissance continentale prépondérante (avec la Prusse et l'Autriche comme voisines directes), la Russie, par son régime politique et social, représente, plus encore que ses voisins occidentaux, la tradition et le conservatisme, qui, dès la fin du règne de Catherine II, se défend de la contagion révolutionnaire en prenant position contre la France : elle participe aux coalitions contre la Révolution française et le Premier Empire. Ses armées vont jusqu'en Suisse et en Autriche (1799) ; une réconciliation apparente rapproche un moment Napoléon I^{er} et Alexandre I^{er} qui annexe la Finlande en 1809.

C'est parmi les membres les plus cultivés de la noblesse, imprégnés de l'influence des philosophes et des encyclopédistes, qu'apparaît une opposition enthousiasmée par la Révolution française, mais contrainte au silence dès avant la mort de Catherine II.

L'autocratie résistera pareillement sous Alexandre I^{er} au soulèvement des « décabristes » (14 décembre 1825).

Au XIX^e s, sous le règne d'Alexandre I^{er} (1801-1825), l'invasion en 1812 des troupes françaises en Russie et la retraite de l'armée napoléonienne qui amène les Russes à Paris (1815), font que le congrès de Vienne (1814-1815) est dominé par la Russie, membre prépondérant de la Sainte-Alliance, et fait d'Alexandre I^{er} l'arbitre de l'Europe pour trente ans.

La Russie du XIX^e siècle qui poursuit l'expansion du XVIII^e siècle au Caucase, en Géorgie et en Arménie, dans les Balkans où elle s'efforce de développer son influence après l'annexion de la Bessarabie (1812), et soutient les luttes d'indépendance contre l'Empire ottoman, demeure un régime autoritaire et policier : les révoltes sont jugulées, les opposants emprisonnés, déportés en Sibérie ou pendus (soulèvement des « décabristes » (14 décembre 1825)¹⁸. Les troubles paysans et les insurrections qui se multiplient ne modifient pas pour autant le problème du servage par attachement des nobles à leurs privilèges, ambiance propice au développement du sentiment national.

Après le règne d'Alexandre I^{er}, celui de Nicolas I^{er} (1825-1855) est pour l'État et la nation une période de progrès dans l'instruction qui est propice à des progrès économiques et à des transformations sociales¹⁹. Mais à l'extérieur, incapable de contrôler les Détroits, la Russie doit soutenir une guerre très dure contre une coalition européenne (Angleterre, Autriche, Turquie, Sardaigne), menée en Crimée de 1853 à 1855, qui s'achève par sa défaite.

Sous le règne d'Alexandre II (1855-1881), souverain plus libéral, les transformations sociales se prolongent dans la seconde moitié du siècle, et le gouvernement s'engage dans la voie des réformes²⁰ dont l'efficacité est limitée par le caractère policier du régime, alors que domine la politique financière de cette seconde moitié du siècle avec création de la Banque d'Empire (en 1860) et emprunt de capitaux étrangers pour soutenir la grandeur des desseins politiques qui se heurte à la faiblesse des moyens économiques et financiers. Avec le protectionnisme et les emprunts²¹, l'industrie fait des progrès rapides avec entre autre la flotte de guerre et la construction d'un réseau de voies ferrées.

Dans cette seconde moitié du XIX^e siècle, l'essor industriel crée un prolétariat ouvrier, en nombre croissant et pose un grave problème social : ainsi naît le populisme. Le parti socialiste révolutionnaire se réclame de la paysannerie et espère s'appuyer sur la tradition du *mir* (communauté agricole avec redistribution périodique des terres), et recourt au terrorisme (attentats contre le tsar et ses ministres) ; puis le parti social démocrate qui se réclame du marxisme rejette le terrorisme et prône l'action de masse, la poussée industrielle des années 1880-1890 mettant au premier plan l'agitation ouvrière et ses grandes grèves et poussant au socialisme scientifique²².

A l'extérieur, politiquement isolée, la Russie se rapproche de la France qui elle-même, après la défaite de 1870, cherche un appui à l'Est. Profitant de la guerre franco-allemande de 1870, le gouvernement russe met fin officiellement en mars 1871 aux clauses du traité de Paris sur la neutralité de la mer Noire, et se trouve alors absorbé par la question des Balkans, appuyant les mouvements nationaux contre l'Empire ottoman, impose à la Turquie le traité de San Stefano (1878), annexe des districts à sa frontière caucasienne²³.

La Russie s'expande dans le continent asiatique²⁴ dès la seconde partie du XIX^e siècle, puis dès la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les difficultés intérieures ne ralentissant pas l'expansion de l'aristocratie que renforce une bourgeoisie anoblie, protégée par sa police et son armée. Ainsi, la Russie mène une politique extérieure active.

La défaite russe face au Japon marque le début d'une phase nouvelle de l'histoire de ce pays, avec crise économique qui au début du XX^e s, favorise un terrain d'agitation sur lequel se greffe l'action des comités révolutionnaires. Une révolution éclate dans la capitale en janvier 1905, mitraillée par la troupe (« Dimanche rouge »), après quoi se développent des troubles à travers tout le pays, et malgré les concessions du gouvernement, des partis révolutionnaires travaillent à la chute du régime et préparent les événements de 1917²⁵.

Malgré la gravité de la situation intérieure, le tsarisme présente une façade brillante par la vie de cour, par les relations familiales et mondaines avec l'aristocratie internationale, et progrès notables avec son régime autocratique tempéré de libéralisme appuyé sur une armée de plus d'un million d'hommes, sur le capitalisme étranger source d'emprunts, sur un développement économique et intellectuel : universités, écoles supérieures,

participation au progrès scientifique international (Mendeleïev, Pavlov), musical (Borodine, Moussorgski, Rimski-Korsakov, Tchaïkovski), pictural, réaliste comme I. E. Répine, d'avant-garde comme Malevitch, Kandinski et Chagall.

A la veille de la Première Guerre mondiale, l'agitation sociale s'aggrave, favorisée par les excès du pouvoir : les partis révolutionnaires mencheviks et bolcheviks, sont maintenant définitivement séparés, les premiers largement ouverts, leurs revendications portant sur les libertés démocratiques et le suffrage universel et visant la constitution d'une république démocratique, les seconds qui constituent un Parti social-démocrate bolchevik en 1912 sous la direction de Lénine, plus intransigeants, préparent la Révolution de 1917²⁶.

C'est la Première Guerre mondiale qui, en mettant la Russie en état de crise, provoque la révolution d'Octobre 1917 suivie d'une guerre civile qui oppose pendant trois ans les Russes blancs (*mencheviks* républicains ou monarchistes, assistés par les puissances occidentales) aux *bolcheviks*, avec effondrement de l'économie russe et famine particulièrement meurtrière, le tout s'achevant par la victoire des bolcheviks qui regroupent, le 22 décembre 1922, les diverses républiques au sein de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS)²⁷.

Lénine meurt en 1924 et Staline lui succède, élimine Trotski et commence la collectivisation du pays dont il fait une dictature avec répression de masse sur les opposants (paysans riches ou koulaks ...), et les cadres du parti communiste, donnant à la Russie le prestige du modèle révolutionnaire qui a éliminé le capitalisme. Mais la peur du communisme entraîne la montée du fascisme (Allemagne, Italie, Autriche, Turquie, Espagne, Portugal, Roumanie) qui mènera à la Seconde guerre mondiale et d'abord à la renaissance des mouvements nationalistes en Europe en même temps que le développement d'un courant révolutionnaire qui se réclame de la III^e Internationale (Internationale communiste révolutionnaire) à laquelle se rallie le Parti communiste en Autriche dont se différencie le parti socialiste français SFIO (section française de l'internationale ouvrière). Le système socialiste fondé autour de l'URSS s'effondre dans les dernier quart du XX^e siècle.

A la mort de Staline en 1953, la révélation de ses crimes par Khrouchtchev marque un tournant et le système paraît bien consolidé et compétitif vis-à-vis de l'Occident (nucléaire, spatial). Mais la direction ultra-centralisée de plus en plus inadaptée et l'échec des tentatives de décentralisation de Khrouchtchev suscitent le mécontentement contre l'absence de liberté et les pénuries (dues entre autre à la compétition avec l'Occident).

Après 70 ans de communisme et 30 ans de « Guerre Froide » la décommunisation de l'URSS s'accélère à partir de 1985 avec la *perestroïka* (restructuration) décidée par le secrétaire général Mikhaïl Gorbatchev, avec déstalinisation et dislocation en 1991, la Russie retrouvant alors son indépendance en prenant le nom de Fédération de Russie²⁸.

Dès 1991, Boris Eltsine crée les institutions actuelles de l'État russe, il donne une inflexion libérale au régime en privatisant les biens nationaux et les terres, dans des conditions souvent obscures. Le fonctionnement de la société russe est profondément bouleversé et mène à l'enrichissement d'une minorité d'oligarques, au déclin de l'outil économique, à l'effondrement de l'économie²⁹.

Le désordre économique et politique se prolonge jusqu'en 1998 (excepté pour une infime minorité de nouveaux riches ou « nouveaux Russes »). Le 31 décembre 1999,

Boris Eltsine s'efface au profit de son successeur Vladimir Poutine qui en 2014 annexe la Crimée et le 24 février 2022 lance l'invasion de l'Ukraine³⁰.

Empire ottoman

Faisant suite à la conquête de la ville byzantine de Moadène en 1299 par Osman I^{er} (d'où Ottoman) marquant le commencement de l'Empire ottoman et le début de la formation de son armée, la prise de Constantinople au XV^e s, sous Constantin XI, par le sultan Mahomet II le 29 mai 1453, fait disparaître Byzance, c'est-à-dire 1000 ans d'existence et de conservation de l'héritage intellectuel du monde antique, et cela pour les six siècles environ (1299-1923) d'un Empire ottoman, connaissant son apogée dès les XV^e et XVI^e siècles (de Mahomet II à Soliman le Magnifique en 1566) et recouvrant bientôt toute l'Asie occidentale : Asie mineure, Syrie, Palestine, Mésopotamie, Arabie occidentale, Egypte (où les Mamelouks acceptent la domination ottomane), Balkans, Hongrie. Le sunnisme devenu religion officielle de cet Empire depuis 1517 contrairement à l'Iran et à l'Irak chiites pourtant à l'origine de l'islamisation de l'Anatolie et des Balkans mais désormais considérés comme hérétiques, leurs ressortissants étant exécutés et déportés. Quant aux chrétiens, ils sont considérés comme des « protégés » -comme les juifs chassés d'Espagne qui trouvent accueil dans l'Empire ottoman- dispensés du service militaire, mais sont soumis à l'enlèvement des garçons pour les janissaires -soldats esclaves recrutés parmi les jeunes chrétiens convertis à l'islam-, pour se battre au côté des spahis ou cavaliers turcs titulaires de domaines attribués à titre viager.

Au moyen d'une administration centralisée sous la direction du grand vizir (premier ministre) dirigeant les pays par l'intermédiaire des pachas et de leurs gardes turques, et d'une solide organisation militaire, l'Empire regagne bientôt le rôle d'emporium majeur de la zone méditerranéenne où la marine turque harcèle la navigation chrétienne, refoulée vers l'Ouest, jusqu'à la victoire des flottes espagnole et vénitienne à Lépante en 1571 qui arrête son expansion. Gènes et Venise qui avaient néanmoins poursuivi le commerce avec l'Empire, malgré la perte de leurs comptoirs, reprennent le flambeau une fois devenus les importateurs intermédiaires des richesses liées à l'afflux de l'argent des Amériques et au commerce des Portugais dans l'océan indien, l'Occident dominant bientôt à nouveau par ses exportations et importations.

Aux XVI^e-XVII^e siècles, dans le jeu diplomatique européen et allié de la France de François I^{er} contre les Habsbourg, l'Empire connaît le début de sa décadence aux XVII^e-XVIII^e siècles après que les Ottomans aient été refoulés de nouveau devant Vienne, que les Autrichiens aient repris la Hongrie, que les puissances européennes en rivalité en profitent pour grignoter son territoire, le pouvoir étant de surcroît affaibli par l'absence de règles de succession, autorisant le meurtre des proches prétendants pour éviter les prétentions familiales rivales.

Au XIX^e siècle, l'Empire — surnommé « l'homme malade de l'Europe » par l'empereur russe Nicolas I^{er} en 1853-, diminue territorialement mais reste un des plus grands Etats du monde alors que les pachas (gouverneurs) se comportent en souverains (cf. Egypte). Une série de pays se soulèvent alors comme la Grèce qui obtient son indépendance en 1829 suivie par la Serbie, la Roumanie, la Bulgarie et le Monténégro, tandis que l'Autriche annexe la Bosnie-Herzégovine, que la conquête

française en 1830 met fin à la vassalité du dey d'Alger, que l'Autriche et la Russie souhaitent s'agrandir à ses dépens alors que la Grande Bretagne qui fait de l'Empire une dépendance commerciale, est favorable à son intégrité.

Au XX^e siècle, la Turquie qui ne garde en Europe qu'Istanbul et un petit territoire voisin, organise une politique de déportation et de massacre des Arméniens ottomans (premier génocide du XX^e siècle) avant que se produise le démembrement de l'Empire -allié aux Austro-Hongrois et aux Allemands- à la Première Guerre mondiale : à la suite du traité de Sèvres, ses territoires arabes (Syrie, Palestine, Liban, Irak, Arabie) sont placés sous mandats britannique et français (accord Sykes-Picot 1916) par décision de la Société des Nations, après quoi le maréchal Mustafa Kemal Atatürk, entouré d'anciens combattants qui chassent les Européens d'Anatolie, met fin au califat et fonde la République de Turquie en 1923.

L'après-guerre et les décennies qui suivent se caractérisent par un lent abandon des principes de Mustafa Kemal, le retour graduel et de manière légale des forces religieuses qui peu à peu réinvestissent l'espace public, ce mouvement général n'étant freiné que par les coups d'État successifs de l'armée (27 mai 1960, 12 mars 1971, 12 décembre 1980, et 28 février 1997), qui se pose comme la gardienne des valeurs kémalistes et la garante des principes fondateurs de la république.

Le 18 février 1952, la Turquie devient membre de l'OTAN ; En décembre 1963 la première crise chypriote a lieu. En avril 1987, la Turquie demande son adhésion à l'Union Européenne. En décembre 1989, la Commission européenne déclare la Turquie éligible à la candidature, mais elle diffère l'examen du dossier.

La politique du « retour à l'islam » voit le développement des premiers mouvements islamistes (alors qu'ils étaient absents en 1950). En 1990, une vague d'assassinats politiques attribués aux islamistes contre les intellectuels laïcistes (universitaires, journalistes, écrivains, députés), islamistes du Parti du Bien-Être (Refah Partisi, créé en 1983) qui en 1994, remportent les élections municipales, avec Recep Tayyip Erdogan qui devient le premier maire islamiste d'Istanbul.

L'arrivée au pouvoir du parti AKP (2002) et de Recep Tayyip Erdogan qui devient Premier ministre consacre le succès de la stratégie liant libéralisme constitutionnel et économique et valeurs traditionnelles de l'islam sunnite. Le 10 août 2014, Recep Tayyip Erdogan est élu douzième président de la République, pour la première fois au suffrage universel. Le 15 juillet 2016, une tentative de coup d'État militaire rudement réprimé menace son pouvoir.

MATRICES

Afrique

Afrique du Nord

Le Maghreb littoral -le Maroc excepté- sous protectorat ottoman entre le XVI^e et le XIX^e siècle, connaît à partir de cette date diverses interventions européennes : conquête française de l'Algérie, implantation britannique en Egypte, Tunisie placée sous protectorat français en 1881, le Maroc en 1912, une partie sous protectorat espagnol (le Rif), une partie sous administration internationale (Tanger). L'intervention française au Maroc en 1911 provoque une riposte allemande (incident d'Agadir) qui fait craindre la guerre, mais la France cède en échange une partie de l'Afrique Equatoriale. L'Italie, à l'issue d'une guerre italo-turque, s'empare de la Lybie en 1912 (Voir aussi dans le paragraphe réservé à l'Egypte, ce qui se passe au Soudan).

Comme en Afrique subsaharienne, c'est au XX^e siècle que le mouvement d'émancipation amorcé avant la Seconde Guerre mondiale s'accélère : de 1955 à 1966, la plupart des colonies françaises et britanniques accèdent à l'indépendance, parfois à la suite de conflits sanglants (guerre d'Algérie).

Afrique subsaharienne et Egypte

Après les premiers comptoirs européens fondés par les Portugais à la fin du XV^e siècle qui n'auront pas de suite, c'est à partir de la moitié du XVII^e s que le commerce européen sur les côtes africaines devient celui des esclaves destiné à fournir en main d'œuvre des plantations tropicales d'Amérique : Antilles, Brésil, Sud des Etats Unis, puis îles Mascareignes au XVIII^e (Ile Bourbon -La Réunion- et Ile de France – Ile Maurice) dans l'Océan indien. C'est le commerce dit " triangulaire " fondé sur la traite des Noirs, qui connaît son apogée au XVIII^e siècle marqué simultanément par l'épanouissement, dans le golfe de Guinée, de l'aristocratie de plusieurs États (royaume Wolof au Sénégal, Royaume Achanti au Dahomey) qui tire profit de la traite mais coupe le contact avec les peuples de l'intérieur et ruine les Etats du Mali et l' Empire de Gao par le déplacement du commerce transsaharien vers le littoral.

Au tournant du XVIII-XIX^e siècles, à l'interdiction de la traite puis à l'abolition progressive de l'esclavage en Amérique, se substitue la « troque » (commerce par échange de quincaillerie, d'alcool, de tabac et d'armes à feu avec les produits locaux comme huile de palme, arachide et gomme), tandis que l'Europe commence au XIX^e siècle l'exploration systématique du continent se terminant par celle du bassin du Congo, en même temps que se produit l'émergence d'Etats musulmans (Futa Dialon en Guinée, Macina au Mali, émirat de Socoto au Nigeria). Les puissances européennes en compétition, l'empire ottoman et les Etats Unis qui veulent maintenir des zones de libre-

échange menacées par les appropriations, contribuent au partage de l'Afrique, en posant le principe du droit des puissances européennes de disposer des territoires africains (conférence de Berlin 1884), avec création de l'Etat belge indépendant du Congo. Le partage définitif s'effectue dans les années 1890, avec constitution des empires coloniaux britannique (Afrique du Sud, colonies de Rhodésie -Zambie et Zimbabwe actuelles-, républiques Boers)³¹, français (AOF et AEF unies à l'Algérie), néerlandais, italien, belge, allemand (Togo, Cameroun, Sud-Ouest africain -Namibie-, Afrique australe-Tanzanie), auxquels il faut ajouter ce qui reste des empires espagnol et portugais (cf. Europe et note 55).

Dans la corne de l'Afrique, les Français s'installent à Obock et Djibouti, les Anglais à Zeila et Berbera, les Italiens en Erythrée et en Somalie, tandis que l'Ethiopie et le Libéria restent indépendants, l'Ethiopie avec le Negus Ménélik I^{er} qui constitue l'unité du pays et l'agrandit au Sud et à l'Est, alors que les Italiens qui veulent le conquérir subissent à Adoua en 1896 une défaite cuisante, le Libéria sur la côte Ouest étant lui, une création sous tutelle américaine tenue par d'anciens esclaves américains rapatriés.

Dans le Haut-Nil égyptien, le Soudan développe lui, l'exploitation esclavagiste au milieu du XIX^e pour l'ivoire (boules de billard, touches de piano, manches de couteau, bijouterie), ou pour les plantations de giroflier de l'île de Zanzibar ou pour les pays arabes. Voulant s'émanciper de l'autorité égyptienne, le Soudan et son chef, le Mahdi (dernier prophète annoncé par le Coran), acquièrent leur indépendance pendant 18 ans, jusqu'à ce que les Anglais réagissent en 1898, et fassent du Soudan un condominium anglo-égyptien (en fait une colonie anglaise) après s'être heurtés à la mission française à Fachoda qui tentait de relier ses possessions d'Afrique Equatoriale à Djibouti et qui finalement a renoncé et a cédé la place.

Au XX^e s, le mouvement d'émancipation amorcé avant la Seconde Guerre mondiale s'accélère pour connaître son aboutissement vers 1990 : de 1955 à 1966, la plupart des colonies françaises et britanniques accèdent à l'indépendance, parfois à la suite de conflits sanglants (soulèvement des Mau-Mau au Kenya, guerre d'Algérie). Puis en 1975 c'est au tour des colonies portugaises (Angola, Mozambique) tandis qu'au Zimbabwe la minorité blanche reste au pouvoir jusqu'en 1980, la Namibie ne s'émancipant de la tutelle sud-africaine qu'en 1990, après quoi l'Érythrée accède à l'indépendance en 1993. À partir des années 1990, la plupart des régimes autoritaires s'engagent -difficilement- sur la voie du multipartisme et de la démocratie, avec maintien des pouvoirs en place, impasses (Angola, Nigeria) ou explosions de violence (Burundi, Ruanda) tandis qu'en 1994, une démocratie multiraciale s'instaure en Afrique du Sud.

Concernant l'implantation du christianisme et de l'islam, après la disparition des royaumes chrétiens – sauf d'Ethiopie- sous la poussée de l'islam, le christianisme ne s'implante en Afrique qu'à partir du XIX^e siècle, époque où de nombreux missionnaires prennent part à l'exploration de ce continent devenu un enjeu territorial après notamment l'abolition de la traite esclavagiste (1815), tandis que de son côté l'islam qui s'est répandu depuis les VIII^e siècle (avec vagues aux X^e, XI^e et XIV^e siècles) en servant souvent d'unification aux empires, poursuit au XVI^e siècle son expansion avec les conquêtes marocaines dans l'Ouest africain (commencées au XI^e s.), au XVIII^e et XIX^e siècles avec la guerre sainte des Peul et des Toucouleur en pays Hausa (Hattousa) et au Soudan dont l'Égypte entreprend la conquête³².

Fin du XX^e - début du XXI^e siècles, avec la Troisième Révolution industrielle, les pays de l'Afrique subissent fortement les effets de la récession par détérioration des termes de l'échange matières premières-produits manufacturés, gonflement de la dette, tutelle du FMI et Banque Mondiale qui imposent des plans d'ajustement structurels et des politiques libérales ruineuses (suppression des protections douanières, diminution massive des crédits sociaux et diminution de la masse salariale ...), accentuation du fossé N-S, avec la crise capitaliste, avec début de réaction à l'emprise politico-économique de l'Occident et tentatives d'autonomisation des pays avec aussi montée en puissance de l'islamisme et multiplication des factions pour la conquête de territoires riches en terres rares.

Europe

On peut diviser les Temps Modernes européens en deux grandes périodes : les Temps Modernes proprement dits jusqu'à la Révolution Française y compris, avec mise en place d'États dotés d'une organisation politique plus moderne faisant suite à l'indépendance et à la naissance des Etats Unis d'Amérique, et l'Epoque contemporaine suivant la Révolution Française.

Les Temps Modernes

Qu'en est-il alors de la première période dans ses prémisses que représentent la Renaissance et le développement des États modernes (constitués à partir du XV^e siècle, dont l'Angleterre, la France, puis l'Espagne reconquise et le Portugal sont les premiers modèles, cependant encore encombrés de survivances féodales et seigneuriales), où apparaissent les administrations organisées qui se substituent aux simples serviteurs personnels du roi, simultanément aux progrès techniques (poudre à canon, boussole, gouvernail, etc.) qui permettent les grandes découvertes et le déplacement vers l'Atlantique du grand commerce jusque-là axé sur la Méditerranée³³.

L'afflux de métaux précieux (Or, Argent) en Europe enrichit les marchands et les banquiers (et appauvrit le reste de la population : inflation par dépréciation de la valeur de l'argent à cause de sa quantité), avec développement des armées et des flottes des pays pour leurs conquêtes et les guerres qu'ils se livrent à cause de la concurrence (guerres d'Italie de François I^{er} ...), exhibition des richesses (les produits de luxe arrivent de l'Orient ...) et intérêt pour les canons de l'Antiquité initié par la Pré-Renaissance italienne, exaltation progressive de l'individu (cf plus loin), ensemble de faits entraînant une série de changements dans les sociétés qui se laïcisent et passent progressivement du féodal au monarchique, avec consolidation des grandes dynasties d'Europe, expansion démographique et crises sociales (jaqueries, banditisme, appauvrissement) qui vont s'aggraver avec les Guerres de Religions : on se trouve là à la naissance d'un monde que l'on continue à vivre aujourd'hui sous forme complexifiée et mondialisée.

Face à la montée en puissance des Etats et au danger qu'ils représentent pour chacun d'eux, ces derniers cherchent à établir au cours des siècles des règles de droit dans la recherche de l'« équilibre européen » ou de découvrir « la méthode pour empêcher tout monarque de s'élever à un degré de puissance qui serait incompatible avec la liberté générale » (William Robertson, *History of the Reign of Charles V* ; 1770)³⁴ alors que les nombreux traités qui concluent les conflits et annoncent leur but de restaurer « la paix de l'Europe », se soldent par une paix bien difficile à obtenir dans la contexte de l'exclusivisme ambiant, paix qui reste très précaire quatre siècles plus tard encore après deux Guerres mondiales.

Parallèlement, alors que la prédominance du clergé et de la noblesse entretiennent les valeurs traditionnelles qui s'imposent comme idéologie dominante (l'honneur et la réputation des nobles, l'honnêteté, l'obéissance et la chasteté des vœux monastiques), apparaît un nouvel acteur social que représente en gros la bourgeoisie à laquelle on peut associer les nouvelles valeurs idéologiques que sont l'individualisme, le travail, le marché, le progrès ...

Ainsi avec l'importance croissante de l'individu, apparaît un ensemble de règles qu'on appelle « le droit des gens » (à partir du *De jure belli ac pacis : Le Droit de la guerre et de la paix* de Grotius ; 1625), droits humains que certains veulent prolonger par des projets d'organisation européenne qu'on appelle des *utopies*³⁵ qui aboutissent à la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen) de la Révolution Française de 1789.

A partir de là, dans ce monde où l'émotionnel est de plus en plus sous contrôle, on vit dans une sorte de schizophrénie entre idéal et hypocrisie : en Amérique les conquérants avides d'or et désireux de ne pas informer leurs rivaux, entretiennent la légende du « bon sauvage » que pourtant l'on maltraite pendant que Ronsard rêve de se rendre aux *Iles fortunées* « Loin de l'Europe et loin de ses combats », thème repris par Jean-Jacques Rousseau au XVIII^e siècle jusqu'au culte de l'américanisme des milieux intellectuels européens qui après l'accaparement de l'Amérique (Nouvelle-France, Nouvelle-Espagne, Nouvelle-Angleterre, Nouvelle-Grenade, Nova Scotia, Nouvelle-Amsterdam ou New York, etc.) en feront « l'asile de la liberté » à la fin du XVIII^e siècle, grâce à la révolution américaine.

XVI^e siècle : La Renaissance

Commençons par le XVI^e siècle européen, ou siècle de la Renaissance.

La Renaissance qui, par les signes que nous venons de citer, se caractérise par « les changements de représentation du monde, le renouveau des échanges commerciaux, l'apparition de nouveaux modes de diffusion de l'information, la remise à l'honneur de la culture antique (littérature, arts, techniques), la lecture scientifique des textes fondamentaux et les réformes religieuses qui suivent » (René Rémond) ... changements qui s'accompagnent de l'exaltation de l'individu, de la raison et de l'esprit critique par les humanistes que concrétise la Renaissance artistique³⁶ où l'art se laïcise et s'inspire de l'Antiquité qui ignore le péché, exalte la beauté des corps, la gloire, l'orgueil, la recherche du bonheur -contrairement à l'idéal de la chrétienté qui condamne la jouissance, prône austérité et humilité ... Tous ces faits préparent la Réforme Protestante³⁷ (avec scission entre l'Eglise catholique romaine et les Eglises

protestantes), les Guerres de Religion et la Contre Réforme, mais aussi l'État moderne du siècle des Lumières et de la Révolution Française de 1789.

Politiquement, au XVI^e s, suite à la dislocation de la Chrétienté médiévale et à la formation des États modernes, l'Angleterre, la France, le Saint Empire romain-germanique se fortifient tandis que l'Italie et l'Allemagne sont émiettés en une centaine d'États alors que domine le conflit entre la France et l'Empire romain germanique (entre François I^{er} et Charles Quint notamment) : entourée de trois côtés par l'énorme royaume catholique de Charles Quint, la France catholique de François I^{er} s'allie aux Turcs pour lutter contre lui, alors que face à ces Turcs, l'Europe est incapable de s'unir, seul Charles Quint et ses successeurs, permet le reflux ottoman à partir duquel la Turquie ne cesse de reculer (La victoire de Lépante en 1571 est à ce sujet décisive).

En France les monarques, Charles VIII, Louis XII, François I^{er} et Henri II son fils s'engagent dans les Guerres d'Italie pour la conquête de Naples et autres duchés de Milan au cours desquelles ils se heurtent aux rois d'Aragon, aux Habsbourg, aux papes, aux Suisses et aux différentes bandes armées des « *condottieri* » puis à Charles Quint³⁸.

XVII^e siècle : Le Grand Siècle

Au XVII^e siècle nommé le Grand Siècle (à cause de Louis XIV essentiellement), le principe de la gouvernance c'est le pouvoir absolu du souverain : les rois sont les ministres de Dieu sur la terre, leur autorité est sainte et absolue comme celle de Dieu, bien que l'Angleterre donne au monde le premier exemple de « monarchie modérée » selon laquelle le monarque ne peut pratiquement pas prendre de mesure sans l'approbation du Parlement, premier pas fait par le peuple anglais vers le régime actuel de monarchie parlementaire (Première révolution anglaise en ce XVII^e s où Charles 1^{er} est condamné à mort par le Parlement comme « traître et tyran » en 1649, et Glorieuse révolution de 1688 où le Parlement s'adjudge le pouvoir de contrôler l'exécution des lois et de voter les impôts, premier exemple de « monarchie modérée » menant vers le régime actuel de monarchie parlementaire).

L'Europe dominée par les Habsbourg et la France, est déchirée par la Réforme qui divise les chrétiens d'Europe occidentale en deux groupes : au Sud les catholiques fidèles à l'autorité du pape (Espagne, Portugal, Italie, France...), et au Nord les protestants apparus au milieu du XVI^e (dans les États du Saint- Empire Germanique, et en Angleterre avec l'anglicanisme) qui rejettent le pouvoir pontifical mais conservent la hiérarchie épiscopale qui est sous l'autorité du roi, chef de l'église, tandis que le christianisme orthodoxe s'étend en Russie où le Patriarche demeure le chef incontesté de l'Église depuis le Moyen Âge.

Les vieilles dynasties qui dominent et s'imposent dans l'ensemble de Europe, se combattent ainsi pour raisons religieuses, politiques et commerciales pendant de longues années, et bouleversent l'Europe par une série presque ininterrompue de guerres³⁹ et notamment par la guerre de Trente Ans (1618 et 1648)⁴⁰ (Le Saint Empire s'oppose à la France, le Royaume Uni s'oppose aux Provinces Unies ...), alors que se poursuivent la colonisation des Amériques et de l'Asie⁴¹, l'Europe tirant une partie de sa puissance des colonies américaines, du commerce triangulaire basé sur la traite négrière, puis des comptoirs, et devenant le cœur économique du monde, le commerce international prenant lui une dimension sans précédent.

Ce XVII^e siècle représente un tournant dans l'histoire des lettres européennes et davantage encore dans celle des sciences de la nature (Galilée, Descartes, Pascal, Shakespeare, Hobbes ...) alors que se développent les deux courants artistiques du Baroque et du Classicisme⁴².

Globalement, la vie des Européens du XVII^e siècle est cependant difficile et incertaine. Aux nombreuses guerres qui désolent des régions entières, aux ravages des épidémies mortelles (comme la peste) s'ajoutent les effets de la famine quand une récolte est mauvaise, les nombreux impôts qu'imposent les monarques et les bandes de soldats ou de brigands qui parcourent les campagnes et s'attaquent aux villages, pillent et torturent ...

Le XVIII^e siècle ou siècle des Lumières

Au XVIII^e siècle ou siècle des Lumières (1715-1789, philosophie, sciences), l'Europe est composée de nombreux Etats qui sont pour la plupart des monarchies absolues (avec quelques exceptions : despotisme éclairé, monarchie parlementaire ...), monarchies qui continuent à se livrer à une foire d'empoigne et à rivaliser entre elles, se recomposent, s'affaiblissent pour les unes (Portugal ou Espagne), se renforcent pour les autres (Angleterre ...) grâce notamment aux empires coloniaux et à l'essor du commerce maritime. Les possessions coloniales françaises tombent en effet aux mains des Britanniques (traités d'Utrecht en 1713 à la fin du règne de Louis XIV (cf Note n° 38 § Amérique), puis traité de Paris en 1763 sous Louis XV : c'est la fin du premier empire colonial français tandis que l'Angleterre consolide sa puissance sur mer, et est désormais en possession d'un très vaste domaine colonial⁴³. En Allemagne et en Angleterre où la littérature annonce le Romantisme, l'influence jusque-là majeure de la littérature classique et de la langue française décline à partir de 1760.

Sur le plan économique où l'Angleterre est dominante, la situation est liée aux importations et exportations à l'échelle mondiale (le grand commerce atlantique est en expansion depuis sa mise en place au XVII^e), à l'évolution démographique, à la révolution agricole, à l'artisanat, à l'augmentation des différentes productions, aux linéaments de la grande industrie, aux échanges intra-européens où les banquiers jouent un rôle de plus en plus grand⁴⁴.

Le mouvement des « Lumières » qui caractérise ce siècle français, est lancé en Europe par des philosophes et des intellectuels (Leibniz, Newton, Montesquieu, Buffon, J.J. Rousseau, Voltaire, Diderot et d'Alambert ...) qui encouragent la science par la confiance en la raison, en l'échange intellectuel, et s'opposent à la superstition, à l'intolérance et aux abus des Églises et des États⁴⁵.

La notion d'individualité et de droits humains se renforce et va être officiellement reconnue en 1789 (NPC individualisme qui relève de la construction de l'individu et égoïsme, qui est le culte de personne).

La Révolution française

A la fin du XVIII^e s, la conjonction de trois crises (économique, sociale et politique) est à l'origine de la Révolution française⁴⁶ de 1789 (année où Watt met au point la machine à vapeur !), ensemble d'événements conduisant à la chute de l'Ancien Régime (reposant sur trois classes distinctes : Tiers-Etat, Noblesse, Clergé dont les droits devant la loi et devant l'impôt sont inégaux), et à l'établissement d'un nouvel ordre politico-sociétal

influencé par les idées du mouvement des Lumières et des révolutions démocratiques d'Angleterre et d'Amérique⁴⁷, ce qui exacerbe les nationalismes (qui vont s'accroître et déclencher tant de guerres aux XIX^e et XX^e siècles et mettent en péril la paix en Europe), et d'abord l'inquiétude des monarchies européennes, la Révolution française les poussant à se coaliser contre la France (Guerres de la Révolution)⁴⁸. Entre la France révolutionnaire et l'Europe contre-révolutionnaire, le conflit va se poursuivre tout au long du XIX^e siècle.

L'époque contemporaine

XIX^e-XXI^e siècles : De la Révolution française à nos jours

De la Révolution française à nos jours (XIX^e-XXI^e siècles), l'époque est marquée par la création de nouveaux États, par la mondialisation de l'économie et des guerres, par l'affirmation puis le déclin progressif de la puissance de l'Europe et l'essor des États-Unis d'Amérique dont la suprématie est remise en question dans les derniers temps, avec celle de l'Occident, face à la montée en puissance de la Chine.

Le XIX^e siècle, siècle du romantisme

Commençons par le XIX^e siècle qui est le siècle du romantisme, du nationalisme, de la démocratisation, des guerres, des révolutions, de la modification des frontières et de la réflexion sur l'idée d'Europe, auxquelles s'ajoutent l'industrialisation (avec apparition du capitalisme industriel, du salariat et du prolétariat), le progrès dans les transports et les communications, la révolution démographique, la mutation des villes (apparition des centres-villes, immeubles de plus en plus hauts, beaux quartiers de la bourgeoisie aisée mais aussi quartiers insalubres où commence à s'entasser un prolétariat miséreux, l'urbanisme n'apparaissant qu'au Second Empire).

Suite à la Révolution française, pendant plus d'un siècle, de 1799 à 1919, de l'arrivée de Napoléon Bonaparte au pouvoir jusqu'à la Première Guerre mondiale de 1914, les passions nationalistes⁴⁹, exacerbées par le nationalisme révolutionnaire expansionniste de la France qui bouleverse le droit international, suscitent de nombreuses guerres et révolutions faisant suite aux Guerres de la Révolution (cf. note ⁴⁷).

Tout au long de la première moitié du XIX^e siècle, la peur des mouvements révolutionnaires incite les aristocrates à réorganiser l'Europe. En France, après la chute de la monarchie en 1792 et la mort de la I^{er} République en 1799, la monarchie fait son retour avec Napoléon Bonaparte qui, d'abord consul (1799), est proclamé empereur en 1804, ses guerres menées contre les différents pays d'Europe (Italie, Angleterre, Autriche, Prusse, Russie) qu'il domine au début, finissant par l'écraser (défaite à Waterloo en 1815) et à lui faire connaître sa chute en 1815⁵⁰.

Les souverains vainqueurs de Napoléon organisent la Restauration de l'empire (Louis XVIII, Bourbon, suivi par Charles X) et se réunissent au Congrès de Vienne⁵¹ pour refaire l'Europe après tant de troubles en établissant deux principes : la légitimité dynastique (le droit fondé sur l'hérédité de la couronne) et l'équilibre entre les grandes puissances, tandis que les réformateurs utopistes tels que Saint-Simon veulent

« rassembler les peuples d'Europe en un seul corps politique en conservant à chacun son indépendance nationale ».

Mais les aspirations des peuples à disposer d'eux-mêmes et les revendications nationales étant refusées par la Sainte Alliance, des mouvements populaires secouent par deux fois l'équilibre conservateur avec l'appui des Romantiques⁵² qui s'engagent dans des combats pour la liberté : en 1830, « les Trois Glorieuses », les Parisiens républicains en révolte mettent fin à la Restauration alors que la bourgeoisie libérale avec Thiers et La Fayette placent sur le trône le duc d'Orléans, Louis-Philippe I^{er} et la Monarchie de Juillet, avec retentissement sur les Pays Bas qui voient l'indépendance de la Belgique sous forme d'un Royaume constitutionnel ; et en 1848, la révolution de février qui oblige le roi à abdiquer sous la pression populaire et se propage dans toute l'Europe en un « Printemps des Peuples » obligeant les souverains à accorder des régimes constitutionnels. Ainsi, à la mi-siècle, l'ancien ordre se désagrège avec exacerbation des consciences nationales et des sentiments patriotiques : les députés proclament la République (Seconde République), avec libertés accordées, suffrage universel rétabli, esclavage aboli. Mais le soulèvement est réprimé quatre mois après par la bourgeoisie libérale qui élit un président de la République : Louis Napoléon Bonaparte, neveu de l'empereur, les Bonapartistes se reconnaissant en lui. La contestation ouvrière est ainsi anéantie pour longtemps par cette répression sanglante. Finalement, tous les mouvements révolutionnaires du « Printemps des Peuples » de 1848 sont écrasés. Ainsi la Révolution de février 1848 est la dernière utopie de la première moitié du XIX^e siècle et sonne le glas du Romantisme⁵³.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle en France, Louis Napoléon Bonaparte de la Seconde République (1848-1852) abolit l'esclavage aux colonies, fait un coup d'Etat, rétablit l'Empire (Second Empire, Napoléon III, 1852-1870, sous un régime autoritaire puis libéral puis parlementaire) avec expansion économique, guerres de Crimée et d'Italie (qui ramène la Savoie à la France), expédition du Mexique qui est un échec total. Sa défaite contre la Prusse (1870) entraîne la formation d'un gouvernement de défense nationale qui proclame la III^e République (1870-1940), mais l'armistice signé en 1871 avec les Prussiens (Bismarck) qui assiègent Paris pendant six mois, considéré comme une trahison par le peuple de Paris qui résiste et qui s'arme, entraîne la « Commune de Paris » qui est écrasée par le gouvernement installé à Versailles.

La victoire de l'Allemagne sur la France, en 1871, arrête toute tentative d'union pacifique européenne : en Europe où l'Allemagne et l'Angleterre dominent⁵⁴, les pays européens se divisent en deux systèmes d'alliances et c'est la paix armée. « Qui parle d'Europe a tort », dit Bismarck.

Les provinces balkaniques quant à elles, se libèrent de l'Empire ottoman qui se désagrège en Europe (cf. Empire ottoman) : Grèce, États de Serbie, Monténégro, Roumanie, Bulgarie se libèrent tour à tour, l'Autriche annexe la Bosnie-Herzégovine en 1908. C'est là le germe des terribles luttes du XX^e siècle avec la Première Guerre Mondiale, affrontement sanglant de deux groupes d'États.

Ce siècle est encore celui de la colonisation de l'Afrique et de l'Asie du Sud-Est, l'Afrique étant partagée entre puissances européennes, l'Asie conservant elle les anciennes structures géopolitiques tout en étant contrôlée et mise sous dépendance économique et politique⁵⁵ (et cf. note 31)

Comme dit plus haut, le XIX^e s'est aussi pour l'Europe, le siècle des révolutions industrielles venues d'Angleterre qui apportent d'immenses richesses et cassent les

anciennes structures sociales⁵⁶ tout en s'accompagnant du développement de la recherche portée à un très haut niveau, qu'elle soit technologique, scientifique, artistique, ou philosophique. C'est ainsi que dans les domaines des sciences, des techniques et des arts, se distinguent une pléthore d'avancées et de découvertes qu'accompagne toute une série d'idées nouvelles⁵⁷.

Le XX^e siècle

Suite à la montée du nationalisme, du sentiment patriotique et des alliances politiques de la fin du XIX^e siècle, le début du XX^e siècle voit deux coalitions entrer en guerre : la Triple Alliance regroupant l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, et la Triple Entente associant la France, le Royaume-Uni et la Russie, entente cordiale pour faire face à l'expansion allemande maritime et en Alsace-Lorraine : c'est la Première Guerre Mondiale qui pendant 5 ans (1914-1918) entraîne les principales puissances européennes dans un conflit aussi sanglant qu'inutile, « crime contre l'Europe » (Romain Rolland) par lequel les Européens s'entre-tuent, se ruinent et ont besoin de l'intervention américaine pour sortir du conflit (armistice signé à Versailles donnant la victoire à la Triple Entente, à la France et ses alliés, avec substitution du vieux « concert européen » générateur de guerre par la Société des Nations).

Vingt ans plus tard, ce « crime contre l'Europe » se répète après une terrible crise économique de 1929 à 1933, motivé surtout par le désir de revanche de l'Allemagne et le désir de la Russie bolchevique de détruire les régimes bourgeois. Hitler qui entrevoit le Grand Reich allemand dominer l'« Europe nouvelle », lance la « croisade antibolchevique », l'extermination des juifs, l'annexion de l'Autriche en violant le traité de Versailles, occupe les Sudètes et la Pologne le 1^{er} septembre 1939, ce qui pousse la France et l'Angleterre à lui déclarer la guerre : c'est le début de la Seconde Guerre mondiale qui finit par porter la décadence de l'Europe à son comble. En 1945, ruinée, dévastée, l'Europe⁵⁸ fait à nouveau appel aux Etats Unis d'Amérique (plan Marshall de juin 1947, voté en avril 1948), aide que refusent les pays socialistes situés de l'autre côté du « rideau de fer » (ligne de partage idéologique et politique qui divise l'Europe de part et d'autre de l'Elbe et de l'Adriatique), division marquant le début de la Guerre Froide entre les deux puissances extérieures à l'Europe que sont les États-Unis et l'U.R.S.S. Alors que la plupart des États adhèrent à partir d'avril 1949 à l'« alliance atlantique » (OTAN), les régimes socialistes, s'allient eux -sauf la Yougoslavie- à l'U.R.S.S (pacte de Varsovie de mai 1955, suite à l'intervention de l'Armée rouge entre 1945 et 1948).

La seconde moitié du XX^e s qui correspond à l'après- guerre, est dominée par la Guerre Froide entre puissances occidentales et l'URSS, par les guerres coloniales qui remplacent les guerres continentales, par l'émergence des pays du Sud qui aspirent à l'indépendance, par les tentatives d'union européenne, et surtout par l'expansion économique des pays de l'Ouest (les Trente Glorieuses, 1944-1974), la croissance rapide et continue dans les pays industrialisés capitalistes jusqu'aux années 1970 se faisant notamment par intervention massive des Etats dans l'économie (crédit, expansion monétaire ...) : c'est l'avènement de la « société de consommation ».

Quant à la Guerre Froide -ou le conflit Ouest-Est- entre les puissances occidentales et l'URSS (le début : le 3 mai 1946, Churchill dénonce le *rideau de fer* établi par l'URSS en Europe de l'Est), les communistes européens sont expulsés des gouvernements, et en

Europe de l'Est, les régimes communistes se substituent aux gouvernements d'union nationale. La Guerre Froide prend une dimension mondiale (cf. Amérique), avec la Chine et la Guerre de Corée qui font craindre une Troisième guerre Mondiale.

Au conflit Est-Ouest s'ajoute un conflit Nord-Sud du fait que les puissances coloniales refusant l'application des principes des peuples à disposer d'eux-mêmes pour leurs colonies fait que ces dernières demandent leur indépendance à partir des années 1950, essaient de s'unir (Asie-Afrique), puis s'inscrivent dans le mouvement des non alignés alors qu'au Moyen-Orient, les anciens territoires sous mandat accèdent eux aussi à l'indépendance⁵⁹.

La période d'après-guerre connaît aussi de nombreuses tentatives d'union européenne qui se heurtent à la difficulté de réunir sous un pouvoir supranational des pays qui tiennent à leur souveraineté, mais néanmoins peuvent établir en 1957 la Communauté économique européenne (C.E.E., ou Marché commun au traité de Rome) qui en 1992 devient l'Union Européenne malgré le rejet du traité de Maastricht par les peuples⁶⁰.

Au début des années 1970, tout change : la crise pétrolière de 1973-1974 (prix multiplié par 4, crise de l'énergie mondiale) entraîne la récession de l'économie capitaliste mondiale avec hausse du chômage, utilisation spéculative de l'argent au détriment du productif, crise contemporaine de la troisième révolution industrielle⁶¹.

A l'inverse, le monde communiste poursuit sa croissance : en Russie et hors d'Europe en Chine, au Viet-Nam, en Corée du Nord et à Cuba. Ayant échappé à la crise de 1975, la Russie progresse sur les plans économique, militaire, nucléaire et spatial avant que la croissance s'essouffle dans les années 80 et que l'URSS disparaisse en 1991 (En 1990, l'Allemagne de l'Est est incorporée à l'Allemagne fédérale), avec évolution parallèle dans les différents pays socialistes de l'Europe qui se libèrent et se réclament du marché, de la libre entreprise et de la démocratie. La disparition du communisme européen bouleverse les données politiques : à l'antagonisme E-O se substitue un antagonisme N-S illustré par la Guerre du Golfe contre l'Irak (1990-1991) et l'intervention en Somalie (1992-1993), avec tendance à la domination unipolaire des USA qui avec leurs alliés, se font les gendarmes contestables du monde, époque où se décide l'Union Européenne (1992).

Le XX^e siècle européen connaît aussi une révolution scientifique qui s'accompagne d'une révolution des consciences avec retour au mysticisme et dans certains cas à la religion : théorie de la relativité par Einstein et des quanta par Planck et remise en cause de la physique classique héritée de Newton ; radioactivité artificielle (Irène et Frédéric Joliot Curie 1934), isotopes radioactifs conduisant à la fission et fusion nucléaire (actuellement maîtrisée) ; les galaxies sont vues comme des amas d'étoiles qui s'éloignent, expansion de l'univers à partir d'une explosion initiale, le Big-Bang (Hubble, 1929), conquête de l'espace, questions éthiques de la génétique (années 50, évoluant vers le génie génétique) dans ses applications au vivant et à l'homme faisant suite à l'évolution des lois de l'hérédité issues de Mendel (1865), révolution électronique et informatique (avec Internet et le Web fin du XX^e siècle).

Dans le domaine de l'Art, Matisse, Vlaminck et le fauvisme du début XX^e siècle passent au cubisme de Picasso, avec évolution vers l'abstraction, tandis que les surréalistes Lautréamont, Paul Eluard, Aragon ... s'inspirent de la psychanalyse.

Avant d'aborder le XXI^e siècle, autorisons-nous à dire quelques mots concernant la façon dont évolue la Chrétienté au cours de cette période des Temps Modernes depuis la Réforme protestante de la Renaissance européenne (cf. note 38) .

Les réformes religieuses de la Renaissance européenne et de la Réforme protestante qui expriment la volonté d'un retour aux sources du christianisme et le besoin d'un changement dans la pratique religieuse et la vie sociale entraînent la scission entre l'Eglise catholique romaine et les Eglises protestantes, avec guerres civiles et conflits qui culminent pendant la guerre de Trente ans au XVII^e siècle, mais participent aussi à la formation de l'Etat moderne (indépendance des princes face à la papauté, et possibilité de rejet pour les populations d'un souverain mal accepté), ainsi qu'à celle du siècle des Lumières du XVIII^e siècle et de la Révolution Française de 1789.

Au XIX^e s, l'église catholique encore très influente, surtout dans les campagnes, se raidit sur des positions ultraconservatrices⁶² que favorisent ses liens avec les régimes conservateurs (monarchie austro-hongroise, Napoléon III et monarchistes au début de la III^e République en France ...), ainsi que les heurts du pape Pie IX avec les mouvements révolutionnaires de 1848 et avec le mouvement national italien. Mais au XIX^e, XX^e à XXI^e siècles, le religieux dogmatique disparaît progressivement au bénéfice du rationalisme puis du sentiment religieux et des théories post-modernes incluant la notion d'interaction et les théories quantiques.

Le XXI^e siècle : le Post Moderne

Au début du XXI^e s, à partir des années 2000, alors que les difficultés du capitalisme s'aggravent, la révolution informatique ou numérique, la mondialisation, la transmission instantanée des données et des fluctuations des marchés sur toute la Terre à cause d'Internet, ouvre la période du Post Moderne qui pose à l'humanité des questions d'un ordre nouveau impliquant une nouvelle organisation du monde.

La crise économique de 2008 et ses répercussions sur l'économie européenne montre la difficulté des États membres de l'Union Européenne à être unis dans la difficulté (cf. la Grèce) liée entre autre à la paralysie des institutions (droit de veto des États ...), présageant de la difficulté à envisager une nouvelle organisation du monde incluant les États-Unis d'Amérique et les grandes puissances émergentes (Chine).

Le fossé séparant nantis et exclus s'approfondit, les ex pays socialistes déçus du retour du capitalisme, avec la montée d'un affairisme maffieux et le développement des conflits ethniques (Yougoslavie, russo-tchéchènes) qui annihilent les espoirs du libre marché, du progrès et de la démocratie qui piétine, pendant que l'Allemagne -et le Japon- consolident leur position économique, et que l'Union Européenne résiste comme elle peut aux USA auxquels elle est en partie inféodée et qui se fragilisent à cause notamment de la dette.

Émerge alors la prise de conscience de l'intervention négative de l'homme sur la planète et d'une révolution écologique nécessaire face au problème qui se pose de la survie de l'humanité, les gouvernants restant non seulement impuissants mais ayant tendance à attiser et à aggraver le problème par leurs attitudes menaçantes, exclusives et leur politique de la puissance ... témoignant encore une fois s'il le fallait de la difficulté à envisager une nouvelle organisation du monde. C'est que nous entrons avec le XXI^e siècle et Internet dans un autre temps qui pourrait être la troisième phase du cycle du Pensant - ou phase de transcendance- faisant la transition avec le monde suivant. Cependant pour des raisons que j'expliquerai à la fin, je considère qu'à partir de là, les conditions sont réunies pour entrer directement dans le monde suivant que je nomme Méditant, avec les conséquences que cela implique.

ASIE

Inde

Fin du XV^e et début du XVI^e siècles, alors que hindous brahmaniques et musulmans - venus du NO occupant les vallées de l'Indus et du Gange surtout⁶³- se vouent déjà une haine féroce, une nouvelle ère s'ouvre dans les relations entre l'Inde et l'Occident avec Vasco de Gama qui aborde à Calicut en 1498, et effectue la première liaison maritime directe entre l'Inde et l'Europe⁶⁴, tandis que le riche royaume hindouiste de Vijayanagar tenu par Ibrahim Lodi, dernier sultan de Dehli (cf. étape précédente), est bientôt vaincu à la bataille de Pânipat en 1526, par le turco-mongol « persanisé » Moghol Babur descendant de Tamerlan, qui fonde la dynastie des « Grands Moghols » et l'empire moghol (1526-1858) qui sera lui-même défait par les Anglais au XIX^e siècle.

L'âge moghol

L'Empire moghol qui jette les bases d'une culture indo-persane, constitue l'apogée de l'expansion musulmane qui se développe considérablement sous Akbar, et se poursuit jusqu'à la fin du règne d'Aurangzeb⁶⁵, au XVII^e siècle, date à partir de laquelle l'Empire connaît un lent et continu déclin pour être défait au XIX^e s par les Anglais.

C'est donc avec les derniers souverains de l'empire hindouiste de Vijayanagar puis ceux de l'empire moghol et de la résistance marathe que les premiers Européens traitent en Inde. Le commerce de l'océan Indien, jusqu'alors entièrement dominé par les musulmans, s'en trouve bientôt bouleversé tandis que l'Inde devient un espace d'affrontements entre les Européens par leurs tentatives de colonisations et le désir de domination territoriale, par leur diplomatie trouble et l'usage de la force pour établir les compagnies européennes des Indes avec leurs comptoirs et leurs factoreries fortifiées, où les Britanniques dominent progressivement, le sort politique de l'Inde se jouant ensuite sur les côtes et les champs de bataille européens.

Ainsi, pas plus que les autres occupants, les Européens n'apportent la pacification et l'autodétermination en ce pays⁶⁶, la philosophie de l'Inde, pacifique et dévotionnelle facilitant l'accueil et l'intrusion étrangère, comme il en est aujourd'hui encore dans la relation de l'Inde avec la Chine. L'intrusion occidentale, comme d'ailleurs l'hostilité irréductible de l'aristocratie hindoue contre l'islam, ne soulève donc pas de véritable résistance populaire, la vie quotidienne de la masse paysanne indienne étant en effet peu affectée par les vicissitudes de l'histoire politique et militaire, sauf quand les spéculateurs font grandir l'affermage de l'impôt des provinces, comme dit plus haut.

L'Inde britannique

Ainsi, après la concurrence et les conflits entre les comptoirs et les Compagnies portugaises, hollandaises, anglaises et françaises, le Traité de Paris de 1763 qui met fin à la guerre de Sept ans (1756-1763) et à la concurrence franco-anglaise en Inde ne laissant à la France que cinq comptoirs (Pondichéry, Yanaon, Karikal, Mahé, Chandernagor), donne aux Anglais les coudées franches pour établir le dernier Empire indien, l'Empire britannique des Indes ou Raj britannique. Maniant le sabre et le tiroir caisse, jouant des divisions et des alliances, ils défont au XIX^e s la dynastie des Grands Moghols, font capituler les Sikhs en 1849 et s'assurent le contrôle du sous-continent.

L'entreprise anglaise essentiellement commerciale par l'intermédiaire de l'East India Company, impliquant administration, logistique et régiments pour l'exploitation du marché, entraîne des rancœurs, avivées par l'antagonisme racial sous-jacent, par les victimes économiques du régime colonial ou heurtées dans leurs convictions, déclenchent la mutinerie des cipayes (soldats indigènes armés à l'européenne) en mai 1857, évènement à partir duquel l'Inde passe directement sous l'administration britannique et devient un Empire directement rattaché à la Couronne. On restaure l'aristocratie foncière, on intervient le moins possible chez les princes que l'on couvre de décorations ... Mais les inégalités sociales se creusent et commence la marche vers l'indépendance⁶⁷.

Malgré la fondation du Congrès national indien en 1885, le mouvement nationaliste ne trouve sa force qu'après la Première Guerre mondiale. Mohandas Gandhi (1869-1948) change la donne puisqu'à la répression, il oppose le boycott et la désobéissance civile. Il n'est plus question d'autonomie octroyée par l'Angleterre, mais d'indépendance, pendant que Jawaharlal Nehru prend la tête du parti du Congrès.

Mais la question de l'indépendance avive les tensions entre hindous et musulmans et la Ligue musulmane réclame à partir des années 1930 la création d'un État musulman distinct, le Pakistan : l'indépendance est proclamée le 15 août 1947, sous la forme de deux dominions séparés, l'Inde et le Pakistan, séparation qui aggrave les relations déjà difficiles entre hindous et musulmans qui aboutit à l'assassinat de Gandhi par un fanatique hindou en janvier 1948⁶⁸.

Dans l'Inde indépendante se réalise malgré tout la construction de l'État, la naissance d'une nation et la proclamation de la République tout en se maintenant dans le Commonwealth.

Avec l'élection de Indira Gandhi, fille de Nehru, aux élections de janvier 1980, malgré l'accentuation des heurts entre communautés religieuses et ethniques, malgré les réactions hindoues aux conversions d'Intouchables et les mouvements particularistes, le système politique affirme progressivement sa solidité en survivant à plusieurs vagues de traumatismes internes et à tous les problèmes de succession (mort de Nehru en 1964, mort de Lal Bahadur Shastri à Tachkent en 1966, assassinat d'Indira Gandhi elle-même par ses gardes du corps sikhs le 31 octobre 1984, le moment le plus dramatique), tandis qu'à l'extérieur, après avoir connu des conflits avec la Chine en 1962 et 1965, l'intervention soviétique en Afghanistan en 1979 l'amène à resserrer ses relations avec l'Europe, à la suite de quoi Rajiv Gandhi est nommé Premier ministre⁶⁹.

Avant d'aborder l'Inde Moderne en quelques traits, rappelons que l'Inde est façonnée par la religion, le Vedanta⁷⁰ s'imposant dès le XVII^e siècle et gagnant sur toutes les approches métaphysiques en réalisant la synthèse et le couronnement de tous les

darsanas (point de vue doctrinal, école de pensée, système philosophique), cependant que les autres systèmes ne sont plus considérés que comme des approches préliminaires -ou des aspects spécialisés- de la doctrine brahmanique par excellence. Avec l'hindouisme (82%), sont pratiqués l'islam (12%) et le christianisme, le bouddhisme originaire du nord de l'Inde, n'ayant plus d'adeptes que parmi les populations proches de la frontière tibétaine.

L'Inde moderne

Aujourd'hui, la population indienne, estimée à plus d'un milliard de personnes (deuxième population mondiale après la Chine), est composée de plusieurs milliers d'éthnies différentes qui peuvent être divisées en deux grands groupes, les Indo-Aryens et les Dravidiens, ces derniers étant ceux qui ont établi la première civilisation indienne, la civilisation de l'Indus, et qui furent refoulés vers le sud à l'arrivée des Aryens venus d'Asie Centrale au cours du IInd millénaire avant J.-C. Il existe aussi beaucoup de langues régionales et une pléthore de dialectes, mais la Constitution de l'Inde reconnaît 18 langues officielles avec le hindi comme langue nationale.

Devenue une authentique puissance spatiale en 1980 après le lancement du premier satellite de télécommunications Apple, de même qu'une puissance océanique par la modernisation de sa marine et le développement des explorations dans l'Antarctique et dans l'océan Indien, l'Inde ajoute à cela, malgré une polarisation religieuse grandissante -existant d'ailleurs un peu partout dans le monde-, une étonnante révolution informatique avec renforcement du fédéralisme, libéralisation économique, politique de discrimination positive pour les basses castes, élargissement des relations internationales, tout cela modifiant le visage du sous-continent que confirment l'urbanisation croissante, la transition démographique, ainsi que l'effort de défense nationale accru.

L'Inde contemporaine se montre ainsi à la fois comme " la plus grande démocratie du monde " et une grande puissance émergente avec laquelle il faut désormais compter, l'identité indienne se forgeant tant par une politique extérieure orientée vers la coexistence pacifique, dont le non-alignement sert de moyen, que par la consolidation progressive d'un système politique authentiquement démocratique et réformateur⁷¹.

En fait, depuis les années 1950, il existe une polarisation religieuse grandissante avec émeutes intercommunautaires entre hindous et musulmans correspondant à des cycles électoraux, et développement de l'ultranationalisme hindou, exactions par des groupes miliciens ultra militants (émeutes de 2002, pogroms à visée génocidaire) face à une nouvelle guerre sainte lancée par les musulmans censés vouloir conquérir le pays par le mariage mixte⁷².

Arrivé au pouvoir en 2014, Narendra Modi, le premier ministre, leader du BJP, le parti nationaliste hindou, prône la suprématie hindoue. Ancien chef de l'Etat du Gujarat, issu du RSS, émanation d'une milice fondée en 1925, dont l'idéologie dominante est que « l'Inde est un pays hindou », Narendra Modi est aujourd'hui à la tête de l'Etat indien, menant une politique qui diffère de tout ce qu'a fait la parti du Progrès (Congrès) depuis 1885.

Comment l'Inde douée pour le service va-t-elle évoluer et se positionner concernant la nouvelle organisation du Monde ?

Chine

La dynastie Ming (1368-1644)

Après la dynastie Song (960-1279) qui peu avant l'an mille arrive au pouvoir (et qui pour certains ouvre la Chine aux Temps Modernes), et la fragmentation de l'empire de la dynastie mongole à la suite des insurrections populaires des Turbans rouges dans la plaine Centrale, un chef de guerre originaire du Sud, Zhu Yuanzhang fonde en 1368 la dynastie des Ming à Nankin, fait tomber Pékin, la capitale des Yuan, et, prend le nom de règne de Hongwu (1368-1399).

D'énormes projets de construction sont réalisés, dont la restauration du Grand Canal et de la Grande Muraille ainsi que la fondation de Pékin avec la Cité Interdite durant le premier quart du XV^e siècle.

L'empereur Yongle (1403-1424) déplace sa capitale à Pékin, l'embellit de palais, de terrasses de marbre et de jardins, tandis que les genres vulgaires, le roman et le théâtre sont cultivés avec succès, comme à l'époque mongole, que les arts mineurs connaissent une période de renouveau à la fin du XIV^e siècle et au XV^e siècle (création et matières précieuses, apogée des laques et céramiques -bleu de cobalt)⁷³.

Zheng He, l'amiral icône des nouvelles routes de la soie réalise sept voyages (1405-1434) qui le conduisent en Asie du SO, en Inde, en Perse, dans le golfe persique, à la Mecque, sur la côte Est de l'Afrique qui ouvre la Chine sur le monde occidental, après quoi la navigation qui conduit les marchands chinois au XV^e s vers toutes ces destinations est brutalement interrompue sur ordre impérial en 1433, le commerce étant jugé déficitaire, avec interdiction de construction de navires de haute mer.

La période Ming est remarquable du point de vue de la création littéraire. Stimulée par l'essor de l'impression qui entraîne celui du marché du livre, la production d'ouvrages explose en quantité. Se met en place dès cette époque une civilisation raffinée (peintures, bronze, céramiques, chef d'œuvres) qui se rattache à la tradition des Tang (ce qui pourrait rapprocher cette période de notre Renaissance intéressée par l'Antiquité).

L'époque des Ming qui apparaît sinon comme l'entrée dans les Temps Modernes, comme une des périodes de transition, notamment du point de vue littéraire., voit après Marco Polo au XIII^e siècle, arriver au XVI^e siècle les premiers Européens. C'est en effet par mer qu'arrivent au XVI^e s les premiers Européens (Portugais venus de Malacca à Canton vers 1520) : bien accueillis au début, ils se font ensuite haïr par leur cruauté et leur cupidité et sont parqués dans un îlot près de Canton, à Macao d'où Espagnols, Hollandais (des îles philippines de la Sonde), Anglais, Français ramènent soieries, laques, thé et porcelaine, les marchands chinois apportant eux à Manille leurs soieries que les galions espagnols transportent jusqu'à la côte occidentale du Mexique d'où elles parviennent en Europe⁷⁴.

La religion dont les germes remontent en partie à la dynastie mongole des Yuan, au XIII^e siècle, prend au XV^e siècle sous les Ming l'aspect d'un mélange entre le bouddhisme et le taoïsme tenant en partie dans leurs luttes passées⁷⁵.

C'est seulement à la fin de la dynastie Ming que l'intelligentsia se réveille lorsque les eunuques, et à travers eux les femmes, dirigent tout à la Cour : se prépare alors le grand mouvement de réforme au milieu d'une effervescence stimulée et par l'activité de clubs littéraires où l'on conspire contre les eunuques, et par les premiers contacts avec le monde européen qui se révèle aux Chinois surtout par les missionnaires jésuites dès les environs de l'an 1600, date à laquelle approche une nouvelle menace d'invasion étrangère, celle des Mandchous : quelques fortes personnalités s'affirment alors dans la classe lettrée, et préparent le grand mouvement de réforme morale et de renaissance littéraire qui se développe à l'époque mandchoue de la dynastie Qing (1644-1911).

La dynastie Qing (1644-1911).

Au XVII^e (1644), les Ming succombent sous les nomades mandchous originaires du Nord de la Chine incorporés dans l'armée : les Mandchous constituent la dynastie Qing qui gouverne la Chine pendant plus de 300 ans jusqu'en 1912. Les Qing s'emparent du Xinjiang (Turkestan chinois), du Tibet, de Taïwan et de la Mongolie, au prix de beaucoup d'or et de sang tout en faisant connaître à la culture chinoise une de ses périodes les plus brillantes (compilation des œuvres importantes de la culture chinoise, développement de la littérature populaire), culture néanmoins progressivement décadente à cause de l'atmosphère contraignante des Mandchous qui pratiquent l'inquisition et les procès littéraires et ne favorisent pas une véritable création artistique qui est alors laissée aux artistes isolés méprisant les envahisseurs.

Fin XVII^e se développent les contacts avec le monde européen par les missionnaires jésuites présents dès les environs de l'an 1600. Mais considérés comme trop tolérants vis-à-vis du régime chinois, ils sont condamnés par la papauté et le christianisme finit par être interdit par les empereurs. Se prépare alors le grand mouvement de réforme morale et de renaissance littéraire tandis que se développent la réforme et les progrès agricoles, l'implantation de plus en plus forte des Européens dans l'océan indien et leur supériorité technique dans les domaines des armes ou des navires notamment, préparant des lendemains moins heureux.

Au XVIII^e s. l'Empire chinois est le plus étendu du monde avec la Corée, la Mandchourie, la Mongolie, le Turkestan oriental et le Tibet. En revanche, il ne s'étend plus à l'Ouest sur l'Indochine où se trouvent les Annamites, les Siamois et les Birmans.

Au cours du XIX^e siècle, le pouvoir des Qing s'affaiblit et la prospérité diminue. La Chine subit une forte agitation sociale, une stagnation économique, une croissance démographique explosive, et des ingérences de plus en plus marquées de la part des puissances occidentales. Les Britanniques veulent en effet ouvrir le commerce et poursuivre leurs exportations d'opium rendues illégales par les édits impériaux, ce qui est à l'origine de la première guerre de l'opium (1839-1842) et de la défaite chinoise, ce qui donne Hong Kong aux Anglais au traité de Nankin en 1842, ainsi que l'ouverture d'autres ports au commerce européen. A la seconde guerre de l'opium (1856-1860), les troupes franco-britanniques marchent sur Pékin, puis pillent et incendient le Palais d'Été en Octobre 1860. Les souffrances subies par la paysannerie sont la cause de la révolte des Taiping⁷⁶ (1851-1864) qui compte 20 à 30 millions de morts, l'une des plus grandes guerres civiles de l'histoire de l'humanité, vaincue avec l'appui des Occidentaux. L'impératrice douairière conservatrice Cixi qui assume le pouvoir de 1860 à 1908 entame la modernisation du pays, mais ses armées sont

défaites par la France (guerre franco-chinoise pour le contrôle de l'Indochine, 1881-1885) puis par le Japon (première guerre sino-japonaise pour le contrôle de la Corée, 1894-1895).

Au début du XX^e siècle, la dynastie Qing s'aliène tout son peuple par une politique ambiguë, en soutenant notamment la révolte des Boxers⁷⁷.

En ce début de XX^e siècle, inspirés par les idées révolutionnaires de Sun Yat sen, de jeunes fonctionnaires, officiers et étudiants frustrés par les résistances de la cour impériale aux réformes, commencent à envisager le renversement de la dynastie Qing au profit d'une république. Une révolte militaire le 10 Octobre 1911 à Wuhan, déclenche la révolution Xinhai qui entraîne l'abdication du dernier empereur Qing, Aixinjueluo Puyi. Un gouvernement provisoire est formé à Nankin le 12 mars 1912, présidé par Sun Yat-sen qui doit céder le pouvoir au général Yuan Shikai qui abolit les assemblées nationales et provinciales, et suscite des luttes qui ravagent la Chine et chassent Sun Yat-Sen qui se réfugie au Japon.

En 1917, la Chine participe à l'effort de guerre de la Première Guerre mondiale (matières premières, vivres et travailleurs volontaires), mais le contrôle et l'emprise des puissances étrangères de l'après-guerre suscitent des grèves dans les entreprises occidentales qui répriment violemment ces mouvements en 1922, alors que le parti révolutionnaire de Sun Yat-Sen est lui-même réprimé par les commerçants liés aux intérêts britanniques. Après sa mort en 1925, Tchang Kai-chek prend le contrôle de son parti, le Kuomintang (KMT « parti national du peuple ») et se retourne contre les communistes, ce qui déclenche la guerre civile chinoise qui se poursuit en 1934 par la *Longue Marche* des communistes qui se réorganisent autour de Mao Zedong.

Mao Zedong fonde le PCC (Parti Communiste chinois), redistribue les terres, poursuit la lutte contre le KMT, occupe l'essentiel du pays, pousse Tchang Kai-chek à se réfugier dans l'île de Taïwan où Taipei est proclamée capitale provisoire de la République de Chine, en attendant de pouvoir reconquérir le continent.

Avec Mao Zedong et les maoïstes qui contrôlent l'ensemble du continent et proclament la République populaire de Chine à Pékin, sont posées les bases de la politique culturelle de la future République populaire de Chine⁷⁸ : le PCC sur le continent et la République de Chine à Taïwan se considèrent alors chacun comme le gouvernement chinois légitime.

Sur le continent communiste, le PCC vote en 1954 la Constitution chinoise et lance le *Grand Bond en avant* en 1958 : si l'appel à la création chez le peuple conduit à la production extraordinaire dans l'art et de la littérature⁷⁹, l'embauche des paysans dans la sidérurgie, conduit par contre au désastre, à la famine et à l'hécatombe de vingt à trente millions de Chinois. En 1966 c'est le début de la *Révolution culturelle* (les étudiants deviennent les gardes rouges de la révolution, bannissent les écrivains ...), et 10 ans plus tard, à la mort de Mao Zedong (9 septembre 1976), on dénonce les misères endurées pendant dix ou vingt ans⁸⁰. Deng Xiaoping lance alors la phase de réformes avec proposition de l'idée d'« un pays, deux systèmes » (socialiste et capitaliste) comme pouvant parfaitement coexister. En 1979 les étudiants de Pékin manifestent en faveur de réformes démocratiques et occupent la place Tian'anmen où ils sont écrasés par les chars (10 000 morts). Les événements de la place Tienanmen et le massacre du 4 juin 1989 marquent un coup d'arrêt à la production littéraire. Les grands de la veille vivent à l'étranger ou terrés dans leur « base ». Ils attendent un nouveau réveil.

En 2010, la Chine devient la seconde puissance économique mondiale après 30 ans de croissance, alors que Pékin utilise la menace de l'armée contre le désir d'indépendance de l'île de Taïwan par certains partis taïwanais.

Japon

Au Japon, l'empereur, le Mikado, est un souverain absolu, alors que tout le pouvoir est aux mains du Shogun, le plus riche des possesseurs de fiefs du pays.

Avec l'arrivée des Européens au XVI^e siècle, le Japon où les objets sont dotés d'une âme (ce qui favorisera une relation particulière de type « empathique » avec les robots !), connaît un début de la christianisation (mission de St François Xavier) : les Japonais font un bon accueil aux Européens et aux missionnaires jésuites que conduit vers 1550 Saint François Xavier, l'un des premiers disciples d'Ignace de Loyola : des centaines de milliers de Japonais se convertissent au christianisme. Mais très vite Portugais et Espagnols se font haïr par leur avidité, leurs intrigues et leur fanatisme religieux et des mesures très dures sont prises contre les missionnaires et les Japonais convertis. Au XVII^e siècle (1639) le christianisme est interdit sous peine de mort : on attribue au christianisme la responsabilité des révoltes paysannes, tandis que le comportement brutal et le mépris des usages locaux des commerçants européens aboutit à la fermeture du Japon et de ses ports au commerce : nul européen ne peut pénétrer au Japon, sauf les Chinois et les Hollandais qui s'interdisent tout prosélytisme religieux, et peuvent embarquer dans la rade de Nagasaki quelques marchandises. Pendant plus de deux siècles, le Japon vit replié sur lui-même (1638-1854) sans qu'aucun véritable progrès technique ne soit réalisé au début, pour ensuite assimiler progressivement des progrès techniques (armes à feu, techniques de navigation) et les médecines hollandaises.

Au XIX^e s, le Japon connaît la pression des puissances européennes qui entreprennent, comme en Chine, de se faire ouvrir le marché japonais, à la suite des Etats Unis d'Amérique, qui en partant de la Californie, menacent Edo (Tokyo) siège du gouvernement du shogun, obtiennent l'ouverture de deux ports, mais le comportement brutal, le bouleversement économique qu'il entraîne et la hausse vertigineuse des prix, suscitent le mécontentement des peuples qui poussent le Japon à se préparer à rivaliser avec les puissances occidentales.

Les modernistes misent alors sur l'empereur, le Mikado, relégué depuis le XII^e siècle dans son palais de Kyoto. C'est le début de l'ère Meiji ou « ère des lumières »: après la guerre civile de 1867-1868, l'empereur Mitsu-Hito élimine le shogun et conduit une révolution autocratique, s'établit à Edo qui prend le nom de Tokyo, supprime les féodalités des *daimios* qui se partageaient les provinces avec des pouvoirs régaliens. Se mettent en place l'administration et l'armée conseillée par les Prussiens, des industries modernes (qui seront cédées au capital privé), une ligne de chemin de fer (1872), une monnaie, le yen, des impôts perçus en monnaie et non plus en nature. L'Instruction devient obligatoire pour les cadres avec écoles techniques, une constitution est établie en 1889 sur le modèle prussien (régime non parlementaire) avec libertés limitées. Le

capital marchand et bancaire du Japon concentré, prend l'industrie en mains avec conglomérats (mines, banques, services : *zaibatsus*) qui deviennent des multinationales (Mitsui mentionné dès le XII^e s.), tandis que la bourgeoisie financière associée à l'ancienne aristocratie, recasée dans l'administration, l'armée et les affaires, forme la nouvelle classe dirigeante.

En moins de 25 ans le Japon impérialiste devient ainsi une grande puissance (marine, capital industriel et financier) en même temps que les États Unis et les grandes puissances européennes.

Dans sa course à l'occidentalisation, le nouveau cabinet de Meiji se persuade que pour être pris au sérieux par les grandes puissances étrangères, le Japon doit lui aussi se lancer dans des conquêtes coloniales. La première est Taiwan, l'île étant prise à la Chine des Qing en 1895 ; la guerre russo-japonaise (1904-1905) lui donne ensuite la base de Port Arthur en Chine, le Sud de l'île de Sakhaline et le champ libre en Corée annexée en 1910.

Entré en guerre au cours de la première guerre mondiale, le Japon s'approprie les bases et les archipels allemands de Micronésie (îles Mariannes, îles Carolines, îles Marchall dans le Pacifique).

Le Japon autoritaire continue de rêver à un Empire, et souhaite pour se faire gagner le contrôle du Pacifique. Il attaque la Chine en 1937 (avec la complicité des autres pays agresseurs ; départ de la SDN) qui signent le pacte anti-Komintern. En 1939, de durs combats sont menés en Mongolie par les Russes contre l'armée japonaise d'invasion, avec défaite des Japonais⁸¹.

Alors que la Seconde Guerre Mondiale éclate, les Japonais alliés à l'Allemagne subissent la défaite en 1945. Dans le pacifique, les Américains attaqués dans leur flotte, prennent pied dans les îles proches du Japon, bombardent les villes japonaises, puis larguent les deux premières bombes nucléaires sur Nagasaki et Hiroshima, alors que dans le même temps, l'URSS entre en guerre contre le Japon, occupe la Chine du Nord-Est et le Nord de la Corée. Le Japon demande l'armistice et signe sa capitulation le 2 sept 1945⁸².

De 1945 à 1952, les USA occupent le Japon, dans le but de lui faire appliquer le traité de Postdam. Le pays traverse alors une période de grande dépression.

L'Amérique rend son pouvoir au Japon en Septembre 1951 mais signe avec elle un pacte de défense : l'Amérique protège le Japon militairement, le Japon surveille le pacifique créant un premier écran entre la Russie, la Chine et les USA⁸³. Le Japon se jette alors dans la production industrielle de masse que lui ont transmise les USA.

A Partir de de 2010, le chômage continue à sévir là où les technologies de pointe remplacent la main d'œuvre humaine. Le taux de natalité est faible, la population est vieillissante, le yen peine à remonter. Le pays est aussi touché par diverses catastrophes naturelles : après le Grand tremblement de terre d'Hanshin-Awaji de 1995, il y a le Tsunami de Sendai de 2011– et le risque nucléaire de Fukushima – le tremblement de terre qui touche Kumamoto en 2016, les pluies diluviennes à Hiroshima ainsi que les typhons et tremblement de terre de 2018 (année catastrophe).

En revanche, les mangas, jeux vidéo et animés trouvent un public à l'international propulsant la culture nipponne à travers le globe et le Japon voit de plus sa population de touristes exploser ! En 2019 le Japon accueille la coupe du monde de rugby et les jeux olympiques de 2020.

AXE AMERICAIN

Le continent américain isolé de l'ancien monde jusqu'au premier voyage de Christophe Colomb en 1492 qui cherche à rejoindre l'Inde par l'Ouest, fait redécouvrir l'ancienne idée de sphéricité terrestre que confirme Magellan au XVI^e siècle : de 1519 à 1522, contournant l'Amérique par le Sud (détroit de Magellan), Magellan, Portugais passé au service du roi d'Espagne, traverse le Pacifique et atteint l'Indonésie, après quoi les Portugais s'implantent au Brésil où ils remplacent l'exploitation du bois de teinture (Brazil couleur de braise) par celle de la canne à sucre pendant que les Espagnols se mettent à rechercher l'or puis l'argent au Mexique et au Pérou, conquièrent l'Amérique de la Floride au Chili et détruisent brutalement les Empires Aztèque et Inca : à partir de là, l'Amérique espagnole, monopole royal, échange avec l'Espagne par une flotte de galions qui apportent en Amérique produits manufacturés et ramènent l'argent pouvant être utilisé pour le commerce avec la Chine se faisant aux Philippines.

Si fin du XVI^e s le Portugal et l'Espagne possèdent des territoires en Amérique (le Brésil au Portugal, le reste de l'Amérique du Sud, l'Amérique Centrale, les Grandes Antilles, le Mexique et la Floride à l'Espagne), trois autres Etats européens, Angleterre, France, Provinces Unies (Hollande) s'établissent dans les premières années du XVII^e siècle aux Antilles et sur la côte orientale de l'Amérique du Nord. Très vite, une fois les Hollandais mis hors de cause par les Anglais qui occupent l'Amérique du Nord dans sa partie Est (entre la côte atlantique et les Appalaches), Anglais et Français (qui eux occupent les rives du St Laurent, le Canada, la plaine du Mississipi et la Louisiane), s'opposent féroceement et se disputent le marché des fourrures, l'exploitation de la côte méridionale de la baie d'Hudson, le monopole de la pêche sur les côtes de l'île de Terre Neuve, et la presqu'île de l'Acadie. Mais au traité d'Utrecht en 1713 (relatif à la guerre de succession d'Espagne)⁸⁴ (cf XVIII^e siècle Europe) la France, écartée du commerce avec l'Amérique espagnole, renonce à l'Acadie, à Terre Neuve et aux territoires de la baie d'Hudson. Les colons anglais et français augmentent alors leurs forces et entament la guerre (Guerre de Sept Ans, 1754-1760), construisent des forts sur les rives de l'Ohio, et l'Angleterre qui veut occuper toute que toute le Canada et la vallée de l'Ohio, appelée à l'aide, leur envoie tous les secours possibles -plus de 30 000 hommes- qui finissent par triompher alors que la France tournée vers la guerre d'Allemagne contre Frédéric II, envoie quelques centaines d'hommes en renfort au Canada : la France perd le Canada, la vallée de l'Ohio, la partie de la Louisiane située à

l'est du Mississipi, à l'exception de la ville de la Nouvelle Orléans, et recouvre à peine la Martinique, la Guadeloupe et les îlots de St Pierre et Miquelon. Louis XV donne à l'Espagne à titre de compensation la ville de la Nouvelle Orléans et la Louisiane. Au Québec, le gouvernement anglais permet aux colons français de conserver leur langue, leur religion, l'usage de la loi française dans les tribunaux. Les descendants de ces colons sont aujourd'hui des Canadiens français, 1/3 de la population du Canada.

Après la Guerre de Sept Ans (1756-1763) et la défaite française, l'Angleterre de George III veut imposer des impôts aux colonies et faire appliquer plus vigoureusement l'exclusif. Les colonies protestent, c'est la Révolution américaine⁸⁵. L'Angleterre réprime ces mouvements. En 1776, le Congrès (colonies) vote la déclaration d'Indépendance des Etats Unis d'Amérique et le roi de France Louis XVI qui voit là une occasion de revanche de l'humiliation de 1763, soutient le mouvement de révolte, et des volontaires s'engagent comme le marquis de Lafayette. Les Anglais se résignent à traiter, la paix est signée en 1783 à Versailles et les Etats Unis voient leur indépendance reconnue par la Grande Bretagne qui conserve le Canada.

Les États-Unis apparaissent peu à peu sur la scène internationale à partir des 13 petits États de la côte Est, les autres Etats se constituant à partir du nombre d'habitants (60 000). La Déclaration d'Indépendance des Etats Unis obtient un grand écho en Europe et la Révolution américaine prépare la Révolution française avec aussi un grand écho dans les autres colonies d'Amérique espagnole et portugaise qui s'en inspirent au début du XIX^e siècle pour obtenir à leur tour leur indépendance⁸⁶.

Fin XVIII^e et au XIX^e siècle, pendant la célèbre conquête de l'Ouest (Far West) tandis que les Amérindiens autochtones n'ont aucun droit politique, sont ignorés et continuent d'être massacrés et refoulés dans des réserves, que les esclaves noirs sont exploités dans les plantations, les Etats Unis pays libre esclavagiste, sont confrontés au problème de l'esclavage qui déclenche la Guerre de sécession avec victoire du Nord et interdiction de l'esclavage⁸⁷.

A la fin du siècle, les Etats Unis passent à une politique interventionniste impérialiste. En 1917 ils interviennent dans la Première Guerre Mondiale. En décembre 1941, le Japon entre en guerre contre les Etats Unis sans déclaration de guerre préalable, et détruit la flotte américaine basée à Pearl Harbour (Hawaï). Les 5 et 9 Aout 1945, les Américains lancent sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki les deux premières bombes atomiques et leurs milliers de morts, et l'URSS entre en guerre contre le Japon et occupe la Chine du NE et le nord de la Corée⁸⁸.

En 1945 est créé l'ONU par les vainqueurs à San Francisco, pour le règlement pacifique des conflits et le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Un tribunal international à Nuremberg juge et condamne les principaux dirigeants nazis pour crime de guerre et contre l'humanité.

A la mi XX^e siècle, après la seconde Guerre mondiale, débute la Guerre Froide (cf. Europe du XX^e siècle)⁸⁹ avec mise en place en 1949, par les Etats Unis, de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui réunit dix Etats européens dont l'Allemagne fédérale et le Canada. L'URSS crée face à l'OTAN avec les « démocraties populaires » de l'Europe de l'Est, l'Organisation du Pacte de Varsovie en 1955.

L'après guerre est aussi marquée par les guerres coloniales des puissances européennes qui n'admettent pas le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes de l'ONU, justifiant volontiers leur action au titre de l'anticommunisme plutôt que de combattre

ouvertement les mouvements d'indépendance. Mais les colonies accèdent finalement à leur indépendance, et les années 60 sont aux USA marquées par un puissant mouvement de déségrégation de la population noire⁹⁰.

Jusqu'aux années 1970, les pays industriels développés dont les Etats Unis sont le modèle, connaissent une croissance rapide (les *Trente Glorieuses*), après quoi il y a un changement de conjoncture avec crises cycliques (crise céréalière provoquée par les Etats Unis dans les années 72-73, puis crise pétrolière de 73-74, crise de l'énergie, crises spéculatives consécutives d'une récession de l'économie capitaliste mondiale ...) avec intervention massive des Etats dans l'économie pour atténuer l'effet de ces crises. qui précèdent la Troisième Révolution Industrielle (cf. fin de Pensant ci-après).

Au début du XXI^e siècle, les USA se retirent de la plupart des zones de leurs interventions extérieures et entrent dans une période de tension économique et stratégique avec la Chine.

FIN DE PENSANT

Vers l'intérieur de l'être

Au terme de cette septième étape du cycle du Pensant marquant la fin des Temps Modernes, nous arrivons théoriquement à la fin du processus d'individualisation correspondant à la réalisation sociale de l'être humain dans la maîtrise de ses décisions et la gestion de ses émotions. Arrivé à ce point, le « moi » qui tend alors à se prendre pour un dieu démiurge, met l'homme devant le risque réel de sa disparition ou de son anéantissement, comme il en est chaque fois qu'un système arrivé à son terme pousse ses acteurs hors de leurs limites avant que ces derniers n'aient acquis les capacités d'en maîtriser les conséquences : prisonnier de son image narcissique, devenu monstrueux par gauchissement et hypertrophie et disposant désormais d'outils de plus en plus performants qu'il utilise avec le même esprit de conquérant et de prédateur que précédemment, on peut déjà présager des dégâts à venir des actions de ce « moi » insolent !

Acteur depuis l'Épipaléolithique du monde du Langage et de la Pensée par lesquels il s'est séparé du monde animal et a accumulé une énorme puissance, l'homme vit ainsi aujourd'hui sous l'épée de Damoclès de l'explosion nucléaire et succombe sous le poids de la matière, des mots et de sa violence qui ne s'arrête pas à l'arrêt de l'esclavage et à la Déclaration des Droits de l'Homme puisque en ce XXI^e siècle, l'homme en est encore à combattre l'homme sur toute la planète.

Et si à partir des arcs et des flèches nous sommes arrivés à faire la lumière avec des machines, des centrales électriques, thermiques, hydrauliques, que nous tentons aujourd'hui de préparer l'avenir à l'aide de l'imagerie médicale pour voir le comportement du cerveau et connaître les propriétés mécaniques des tissus, à l'aide de l'informatique, du virtuel, de la physique atomique, de la mécanique quantique, du

transhumanisme, de l'intelligence artificielle, quels exploits peut-on encore réaliser pour tenter de sortir des limites de notre « petite personne » sans prendre les risques inutiles où nous mène notre hubris ou nous embarquer dans une voie sans impasse ?

Alors que certains entrevoient l'accès à une dimension plus vaste de l'Etre par des exploits toujours plus spectaculaires et grisants défiant les lois corporelles, ou dans la colonisation d'autres planètes par l'homme « augmenté » et « transhumanisé », d'autres ne peuvent le concevoir sans un changement de la mentalité humaine. La colonisation d'autres planètes étant malgré tout toujours possible dans les temps futurs.

Comment d'autre part envisager des comportements autres entre les hommes et entre les pays qui ne soient plus inéluctablement motivés par la conquête, animés par la force brutale ou par la concurrence déloyale et la puissance de la finance si ce n'est en comprenant que cela devient l'affaire de chacun et non plus seulement des Etats. A partir de là, il serait logique que l'homme du Post-Moderne puisse envisager un nouveau mode de pensée et une meilleure connaissance de soi.

La domination de la pensée raisonnable devenue totalement déraisonnable appelle-t-elle en effet le désir de sortir de la prison du mental pour explorer hors de ses murs ! Il faut bien admettre que le désespoir et l'étouffement dans les chaînes de nos obsessions et de notre hyper-rationalisme sont aujourd'hui bien réels.

Il semble en effet nécessaire d'approfondir le lien avec soi-même afin de découvrir une dimension plus vaste et plus harmonieuse de l'Etre nécessaire à l'établissement d'un monde plus harmonieux, de relations fondées sur l'échange, l'association, l'honnêteté, le « leadership vertueux », la reconnaissance et le respect de l'autre dans sa place et sa différence ... L'exploration psychologique nous montre en effet que c'est en ce domaine se situant hors du bruit, du mental, de la conquête et de l'appropriation du monde extérieur que se trouve le moyen d'élargir son univers, et d'utiliser notre puissance d'une manière plus constructive, cela impliquant de faire une pause sinon de considérer que le temps du « moi » exclusif a fait son temps et son œuvre.

Ainsi, face à l'énorme puissance accumulée depuis des millénaires mise au service de l'hégémonie étatique et de l'égo de quelques uns, nous voilà dans la nécessité de changer de paradigme pour entamer un nouveau cycle et d'établir en premier lieu la paix en soi.

Ayant déployé toute notre science aux Temps Modernes, ayant déclenché tant de guerres, il nous faut désormais entendre qu'un changement complet s'impose, changement impliquant le rétablissement de la bonne vitesse de la machine emballée et de l'orientation vers des buts plus louables : face aux prédateurs nous tenant dans leurs systèmes à exploiter, face à la corruption, à la surenchère à la puissance, à l'obsession de richesse et de réussite, à l'ennui et à l'insatisfaction de la répétition incessante des mêmes schémas morbides et à l'enfermement dans des rôles ... on en appelle à ce qui pourrait être une immense vague d'assainissement sonnante l'heure de l'Homme Ethique sur la planète, ce qui, selon ceux qui sont déjà avancés dans l'introspection, dans la connaissance approfondie de soi et l'exploration des fonctions psychiques, ne peut se produire que par une mutation venue de l'intérieur.

Pour arrêter la course folle du « vieux monde » qui, tel un cheval emballé, nous mène à la culbute en persistant dans l'arrogance et l'ignorance, l'Homme aujourd'hui directement impacté par ce qui se passe sur la planète, doit en effet désormais adopter une éthique personnelle -et en connaître le véritable sens- à moins de s'exposer à de tristes lendemains.

On ne peut en effet être sourd au fait qu'avec le Post-Moderne les paradigmes changent et que de nouveaux impératifs s'imposent vu l'inopérance des vieux schémas dans leur tentative d'amélioration et de changement. Nous devons nous donner les moyens de mieux connaître les ressorts et les effets de nos actions, à défaut de quoi on imagine aisément les souffrances dues à la dégradation dramatique de la situation actuelle : la persistance dans l'aveuglement et la quête de puissance du Pensant ne peut aboutir qu'à une destruction généralisée dont les deux Guerres Mondiales ne furent qu'une entrée en matière et que les événements actuels continuent de confirmer.

Si en effet les prises de conscience ou les « explosion de sens » que l'on doit connaître devant l'évidente inanité de la situation actuelle et devant nos comportements inconséquents ne se font pas, c'est alors une explosion matérielle cataclysmique qui aura lieu face à la gigantesque accumulation de puissance à laquelle nous sommes arrivés et à l'énorme tension qu'elle crée, les prises de conscience devant au contraire porter à l'harmonisation du monde par l'utilisation pacifique de cette puissance.

Hors des situations de guerre, l'individu de ces temps de fin de cycle ne peut par ailleurs que s'étaler lourdement s'il ne s'engage pas dans sa remise en ordre, croyant éventuellement se libérer par des exploits de plus en plus risqués et pouvoir avancer malgré ses tricheries, ses complexes, ses contradictions et ses négligences qui l'arrêteront nécessairement un jour dans sa course. Il ne nous reste ainsi pour avancer que la mise en ordre de notre vie, pour trouver d'autres voies d'épanouissement que le gaspillage, que l'enrichissement illimité, que la croissance économique à marche forcée, que la possession par quelques dizaines de personnes de ce que possède le reste de la population mondiale, une division aussi énorme ne pouvant être maintenue sans violence.

Mais qu'est ce qui poussera l'humanité en ce sens ? Lorsque on n'aura plus la possibilité de faire autrement ? Lorsque le système sera hors service, déshumanisé, secoué par des événements encore plus violents, pollué par des maladies ou des virus inventés par l'homme ? En fait le déclencheur est déjà présent : il s'agit d'Internet. On peut dire sans hésitation qu'Internet est l'évènement qui détermine, à l'échelle collective ou pour l'humanité entière, les conditions permettant de changer de monde consistant en quelque sorte à transcender le monde Pensant.

Internet nous place en effet devant la nécessité d'ajuster notre attitude selon des critères autres que ceux qui dominent jusque-là, plus moraux que matériels, plus pacifiques que belliqueux, afin d'assurer l'avènement de ce nouveau monde : chacun étant désormais acteur d'un système totalement interconnecté, plus rien ne peut fonctionner comme avant, même si nous avons du mal à appréhender ce fait à sa juste mesure, tout fraîchement sortis que nous sommes du formatage du Pensant construit sur des critères individualistes de lutte pour la survie.

C'est pourquoi, en attendant l'ajustement psychologique nécessaire à l'entrée dans le Méditant, on assiste à l'agglomération des effets néfastes de l'hubris du Pensant qui poursuit sa course folle, avec, sur fond d'utilisation étatique et commerciale d'Internet et de toutes les nouvelles technologies par de puissants groupes à des fins d'emprise ou de propagande, amoncellement d'une multitude de situations critiques : décuplement de la corruption et de la puissance des mafias et de l'internationale terroriste, exacerbation des conflits ethniques et religieux, déplacements massifs de réfugiés, montée en puissance militaire des nations, expositions en plein jour des malversations du pouvoir assurant sa survie au moyen de fausses-vérités ou *fake-news* tellement énormes qu'elles s'imposent, polluent la vie psychologique des citoyens et de la jeunesse,

sèment le trouble, mettent à bas toutes les valeurs et les repaires humains, avec développement du transhumanisme techno-biologique humain, débordements incontrôlés, réassignations de genre, stérilisation des enfants ... et totale désorganisation planétaire.

Mais comme nous le fait entendre la rumeur ambiante évoquant tant les effets néfastes des excès humains dans la production, la consommation et la perte des valeurs, tant le désir d'un monde moins violent et plus harmonieux pour une évolution possible et acceptable de l'humanité, que les actions visant la mise en place d'un monde équitable face à des politiques antidémocratiques, un vaste courant contestataire et de sensibilité au vivant s'amplifient aujourd'hui comme une lame de fond grandissante appelant par exemple un monde de non exploitation des humains et des non humains qui nous placerait au seuil d'une métamorphose socio-cognitive historique de l'espèce humaine débouchant sur un autre mode d'interaction plus harmonieux entre la société, la nature et l'homme.

C'est donc avec Internet que je décide d'ouvrir le nouveau monde qu'est le Méditant. Car comment déterminer le point de départ de ce nouveau monde ? Deux options se présentent : passer par une phase de transition -ou phase de transcendance du Pensant- comme il en est des mondes précédents, ou entrer directement dans le monde Méditant avec Internet comme point de départ. Or, si pour les mondes précédents le passage d'un monde à l'autre se réalise au cours d'une troisième phase - de transcendance - au cours de laquelle se constituent les semences -ou les acteurs- du monde suivant, acteurs à chaque fois différents pour chacun de ces mondes (particules de l'univers > molécules de la galaxie > cellules du stellaire > organismes du terrestre ...), il en va tout autrement pour l'homme qui est désormais le seul et même acteur des mondes présents et à venir, de sorte que les semences du nouveau monde -c'est-à-dire les états de conscience leur correspondant -se trouvent en chacun de nous, et qu'en conséquence les cycles humains peuvent s'enchaîner sans solution de continuité et ne comporter que deux phases, la troisième phase correspondant à la première phase du monde suivant, comme si nous avions à décrire l'évolution d'un seul individu : ce dernier doit donc à partir de là passer du regard extérieur au regard intérieur, de la pensée à l'introspection, de la cogitation à la perception, du physique au psychique, en commençant par une remise en ordre de lui-même lui permettant de se faire la semence du nouveau monde.

... La clé par rapport à l'information et tout le reste, se trouve à l'intérieur de la conscience (Grigori Grabovoi)

Ainsi, nous trouvant au terme de la seconde phase du cycle du Pensant, il est temps d'envisager le nouveau monde humain qu'est celui du Méditant, Acte VI débutant avec Internet et s'inscrivant dans le Grand Cycle de l'Être.

NOTES

¹ On parle de Renaissance artistique au sens où les œuvres de cette époque ne s'inspirent plus du Moyen Âge mais de l'art gréco-romain. Globalement la Renaissance est une période de l'époque moderne associée à la redécouverte de la littérature, de la philosophie et des sciences de l'Antiquité, qui a pour point de départ la Renaissance italienne.

² Au XVI^e siècle, après que le sultan ottoman Sélim I^{er} l'ait emporté en 1517 sur les Mamelouks (cavaliers d'une milice qui sert de garde aux califes et dont sont issus plusieurs sultans égyptiens ; cf. Moyen-Age), l'Égypte devient une province ottomane, gouvernée jusqu'en 1798 par des pachas désignés par le gouvernement ottoman, les élites locales constituées des Mamelouks et des janissaires (soldats d'élite de l'infanterie turque, qui sert à la garde du sultan) se disputant le pouvoir et influant tour à tour sur les nominations de pachas. Après cette période ottomane égyptienne (du XVI^e au XVIII^e siècle, Bonaparte engage la campagne d'Égypte afin de couper la route des Indes à la Grande-Bretagne, et dirige l'Égypte de 1798 à 1801 après quoi les Anglais victorieux occupent la place jusqu'en 1805, date à laquelle Méhémet Ali installe son pouvoir et sa dynastie (1805 à 1953)

Méhémet Ali (1805- 1953) : Le retrait français laisse la province ottomane sans dirigeant et les Ottomans rétablissent leur contrôle sur la région. Pendant les combats entre les Mamelouks restés sur place et les Ottomans entre 1801 et 1805, Méhémet Ali, officier ottoman d'origine turque et albanaise, veille à ne jamais perdre le soutien populaire qui l'a mené là et réussit à contenir l'opposition populaire jusqu'à l'affermissement de son pouvoir (le peuple lassé par l'instabilité chronique se révolte, dirigé par les oulémas, et un groupe de notables égyptiens demande la démission du *wāli* et la prise du pouvoir par Méhémet Ali). Malgré leurs défaites, les Mamelouks menacent le pouvoir de Méhémet Ali et planifient à terme son assassinat. Invités à un festin à la citadelle du Caire, leurs chefs sont emprisonnés et assassinés.

Méhémet Ali (qui ouvre un siècle et demi de règne de sa dynastie ottomane, 1805- 1953) apparaît comme un grand réformateur qui modernise l'armée, met en œuvre une révolution industrielle et agricole (monopoles d'État, achat de machines textiles modernes en Europe, construction de hauts fourneaux et d'aciéries, culture de denrées destinées à l'exportation) et entreprend une politique de conquête expansive (Dongola, Syrie, nord de l'Arabie, Soudan – cf. Afrique), qui inquiète les puissances européennes de sorte que l'Angleterre envoie sa flotte et des troupes pour réduire ses prétentions : devenue semi-indépendante, l'Égypte poursuit sa politique de modernisation et entame la construction du canal de Suez (1869), mais une fois criblée de dettes, devient dépendante des institutions financières européennes avant d'être conquise par l'Empire britannique qui la place sous tutelle puis sous protectorat à partir de 1914, protectorat auquel un mouvement indépendantiste égyptien met fin en 1922 et fait de l'Égypte un royaume de 1922 à 1953 (le sultan Fouad I^{er} se proclame roi d'Égypte) avec une autonomie relative, certains domaines demeurant réservés à la couronne britannique tels que la sécurité sur le canal de Suez.

³ Lieu de l'affrontement des Alliés contre l'*Africakorps* allemand d'Afrique du Nord entre 1942 et 1943, l'Égypte se joint en 1945 à la Ligue arabe créée au Caire, puis devient une République en 1953, le général Muhammad Naguib cumulant alors les fonctions de Président et de Premier ministre bientôt démis suite au désaccord qui l'oppose à son vice-Premier ministre, le lieutenant-colonel Gamal Abdel Nasser qui reçoit les pleins pouvoirs en 1954, est élu président de la République en 1956 et met fin à la présence britannique (qui a commencé en 1882) par le traité d'évacuation de la zone du canal de Suez. Le gouvernement de Nasser modernise les infrastructures et dote l'Égypte d'une industrie avec nationalisations, politiques sociales (réforme agraire, gratuité de l'enseignement, salaire minimum, réduction du temps de travail des ouvriers, etc). Annonçant en 1956 son intention de nationaliser le canal de Suez et de geler tous les avoirs de la Compagnie universelle du canal de Suez du fait que le Royaume Uni et les États-Unis refusent de participer au financement de la construction du barrage d'Assouan, il en résulte une crise internationale avec la riposte d'Israël qui attaque l'Égypte et envahit le Sinaï, puis des troupes envoyées par l'Autriche occupent la zone du canal du Suez pour assurer le libre passage, le conflit prenant fin sous la pression des États-Unis et de l'URSS, l'ONU obtenant le retrait des troupes occidentales des rives du canal. Nasser sort grandi de cette crise politique mais décède en 1970. Après son décès brutal, le vice-président Anouar el-Sadate devient président de l'Égypte et lance la politique d'ouverture (Infitah), mais se trouvant confronté après Nasser à la détérioration des relations avec Israël (qui durent de 1967 à 1979, dont les troisième et quatrième guerres israélo-arabe – « guerre des Six Jours » et « guerre du Kippour » en 1973), se rend à Jérusalem en 1977 dans le but de rencontrer le Premier ministre Menahem Begin pour régler pacifiquement le conflit, mettant ainsi fin à trente ans d'hostilités, le plan de paix comprenant la création d'un état palestinien, le retrait des Israéliens des territoires occupés (Sinaï) depuis juin 1967 et la reconnaissance de l'État d'Israël par l'Égypte (traité de paix de Camp David signé en 1979 aux USA sous le président Carter). Hosni Moubarak élu président de la République (réélu en 1997) après l'assassinat de Sadate (1981), poursuit la politique de libéralisation de l'économie et appuie la stratégie régionale des États-Unis (s'engage dans la coalition contre l'Irak lors de la guerre du Golfe), mais n'en reconnaît pas moins les « principes de la charia » dans la Constitution qu'il met en place et comme source principale de la législation. Poussé à la démission sous la pression de la rue en 2011, par la révolution égyptienne faisant suite à la révolution tunisienne, il est remplacé en juin 2012, par Mohamed Morsi, candidat des Frères musulmans et élu président (premier président du pays élu au suffrage universel dans une élection libre) mais est massivement contesté un an après son arrivée au pouvoir et est remplacé à son tour en mai 2014 par Abdel Fattah al-Sissi, élu et réélu en 2018, qui impose une logique autoritaire en se donnant la possibilité de rester au pouvoir jusqu'en 2030 par une révision constitutionnelle validée par un référendum en avril 2019.

NB : quelques remarques concernant l'égyptologie et la construction du canal de Suez montrant l'importance prise par l'Égypte durant le XIX^e et le XX^e siècles :

-1 : 1828, 31 juillet : L'égyptologue français Jean-François Champollion, 38 ans, qui n'a jamais foulé la terre des pharaons, réalise son rêve en partant à la tête d'une expédition scientifique en Égypte. Pendant deux années, il ne cessera de lire et de traduire les textes anciens. À son retour, il publiera *Monuments d'Égypte et de Nubie* qui deviendra un ouvrage de référence pour les égyptologues. Champollion a acquis sa renommée mondiale en déchiffrant les hiéroglyphes figurant sur la pierre de Rosette découverte 23 ans plus tôt.

-2 : 1869, 17 novembre : Le canal de Suez, réalisé par la compagnie du français Ferdinand de Lesseps, est inauguré en présence de l'impératrice Eugénie, épouse de Napoléon III, et de l'empereur d'Autriche François-Joseph. Il mesure 162 kilomètres de long, 54 mètres de large et huit mètres de profondeur. Il relie la mer Rouge à la mer Méditerranée et permet à Londres de rallier Bombay sans contourner le

continent africain. Toutefois, cinq ans plus tard, les Britanniques sont les principaux actionnaires de l'ouvrage. Ainsi, les Britanniques prennent le contrôle du canal et le conserveront jusqu'à la nationalisation imposée par Nasser en 1956.

-3 : 1912, 7 décembre : À Tell el-Amarna en Égypte, l'archéologue allemand Ludwig Borchardt découvre un buste polychrome en grès de la reine égyptienne Néfertiti. Il sera conservé au musée Dahlem de Berlin (et exposé à l'heure actuelle au Neues Museum de Berlin). Néfertiti « la belle est venue », épouse du pharaon Amenhotep IV Akhenaton, régna au XIV^e s. av. notre ère.

-4 : 4 novembre 1922 : découverte du tombeau de Toutankhamon. L'archéologue britannique Howard Carter et son équipe réussissent à dégager un escalier de pierre descendant jusqu'à la tombe du souverain égyptien. Carter attendra plusieurs jours avant de parvenir au tombeau. Le tombeau de Toutankhamon, la plus petite des sépultures de toute la vallée des rois, est resté célèbre car tous les trésors qu'il renfermait ont été entièrement préservés.

⁴ Aux XVII^e et au XVIII^e siècles, l'émigration nourri de nouvelles communautés qui reçoivent une immigration continue. Après quelques difficultés, les magistrats d'Amsterdam admettent l'établissement d'une colonie portugaise et lui laissent une autonomie très large. Déjà familiers de la société chrétienne dans la péninsule ibérique, ces Portugais participent à l'essor économique des Provinces-Unies. Amsterdam exercerait ainsi une véritable hégémonie sur l'ensemble du judaïsme d'origine péninsulaire. On lui doit l'apparition de communautés juives dans le Nouveau Monde et particulièrement à la Nouvelle-Amsterdam (future New York) en 1654. Elle donne le jour à Baruch Spinoza, que le conseil de la communauté excommunique le 27 juillet 1656, peut-être en raison de ses opinions hérétiques.

Après que Luther, désespérant d'obtenir la conversion des Juifs, ait conseillé aux princes de les expulser (« les Juifs sont rejetés par Dieu pour leur refus de recevoir Jésus comme Messie »), leur nombre restreint et l'absence de prosélytisme semblant constituer un péril moindre que les protestants en pays catholique, ou que les catholiques en pays protestant, une certaine liberté religieuse leur est laissée par les traités de Westphalie qui met fin aux barrières topographiques, corporatives, légales, linguistiques et culturelles du Moyen Âge juif.

Au XVIII^e s., sous Louis XIV et Louis XV, leur statut se confirme ; les lettres patentes de juin 1723 leur reconnaissent la qualité de Juifs. Leurs établissements principaux sont ceux de Bordeaux et de Bayonne.

On peut noter ici deux mouvements qui aux XVII^e et XVIII^e siècles, secouent le judaïsme de la Diaspora : le mouvement messianique de Sabbetay Sevi et l'hasidisme de Gershom Scholem. Le mouvement messianique de Sabbetay Sevi (1666), quasi tabou dans l'histoire juive classique (1666), éclipse tous ceux qui le précèdent tout en restant un phénomène marginal : il concrétise l'idée force de la rédemption dans la conscience collective et révèle la puissance de l'élément mystique dans le judaïsme. Sabbetay Sevi, annonce qu'il est le Messie et entreprend à travers l'Empire ottoman des tournées triomphales. Des communautés se préparent à gagner la Terre sainte. Sur la route de Constantinople qu'il parle de ravir au Sultan, Sabbetay Sevi est arrêté par le grand vizir et interné et condamné à la mort ou à se convertir à l'islam, ce qu'il fait. L'autre mouvement, au XVIII^e, en d'Europe orientale, celui de Gershom Scholem, le *hasid* (l'« homme pieux ») qui se rapproche de Dieu par la ferveur de ses actes et de ses pensées plus que par l'étude livresque, oppose la simple piété et la charité au judaïsme talmudique fondé sur l'étude et l'érudition. Le mouvement s'étend en Pologne et en Russie jusqu'au XX^e siècle : des communautés dégagées de la tutelle rabbinique se multiplient ; l'exaltation mystique engendrée par la prière, le chant, la danse, conquiert maints adeptes au hasidisme tandis que le judaïsme officiel, conscient du péril que paraît comporter la dissolution de la communauté traditionnelle, le combat sans merci.

⁵ Par suite de l'évolution des idées et des mutations politiques et économiques de l'Occident, les Juifs accèdent graduellement à l'égalité des droits (ce qui n'est pas le cas dans les mondes slave et musulman où ils constituent l'écrasante majorité du peuple juif). Le modèle occidental apparaît comme exemplaire pour la plupart des communautés juives qui souhaitent une émancipation avec son corollaire, l'assimilation, tandis que le mouvement inverse de l'immigration croissante des Juifs en Terre sainte voit les séfarades, installés depuis le XVI^e siècle, être rejoints au XVIII^e siècle par des groupements ashkenazes venus de Pologne comme noté plus haut.

Une première émancipation au XVIII^e s. va dans ce sens : l'acte de tolérance de Joseph II (2 janv. 1782) ; égalité civile aux États-Unis par la Constitution des États-Unis d'Amérique (1787) qui réaffirme la tolérance religieuse de la Déclaration d'indépendance (1776) ; 27 septembre 1791, l'Assemblée constituante française fait suite aux écrits de plusieurs adeptes du mouvement des Lumières, aux ouvrages et à l'activité de l'abbé Grégoire, aux démarches des syndicats des Juifs de France auprès de la monarchie française et de l'Assemblée nationale (nombre d'historiens considèrent que la première émancipation fut votée le 27 septembre 1791 par l'Assemblée constituante française incapable d'exclure les Juifs d'un principe universel). Devenant citoyens, les Juifs cessent donc d'appartenir à une nation juive. Sous Napoléon des décrets organisent l'exercice du judaïsme suivis de plusieurs décrets : de l'Assemblée nationale batave (2 sept. 1796), de l'« Édît relatif aux conditions civiles des Juifs dans le royaume de Prusse » (11 mars 1812) ; de Jérôme Bonaparte sur les Juifs de Westphalie (janv. 1808) ; de l'abolition du ghetto, de l'accès des Juifs aux municipalités en Autriche (1797-1798). La chute de Napoléon arrête ce processus et détermine une réaction en Allemagne et en Autriche, ainsi que le rétablissement du ghetto dans les États pontificaux.

La seconde émancipation, que proclament les révolutions de 1848, est entravée par la répression tandis qu'en Angleterre, les barrières s'opposant encore à l'accès des Juifs aux Communes sont levées en 1866. En Autriche-Hongrie, l'émancipation est accordée en 1867 ; la Prusse suit en 1869, puis l'Autriche, avec l'entrée à Rome des Italiens ; la Suisse l'accorde avec réticence en 1874 et le Congrès de Berlin (juin-juill. 1878) enregistre le principe de l'égalité des droits dans les pays balkaniques. Rapidement les Juifs renoncent à tout particularisme linguistique et culturel, spécialement en France et en Allemagne : prenant au sérieux et croyant irréversible leur libération juridique, ils se disent citoyens « de confession israélite » et affichent un patriotisme ombrageux.

L'assimilation atteint parfois la religion : les conversions au catholicisme ou au protestantisme sont nombreuses en Autriche et en Prusse (Henri Heine). Les Juifs participent à l'essor économique du XIX^e siècle (Rothschild, Pereire), à la vie politique (Adolphe Crémieux en Autriche, Gabriel Riesser en Prusse), à la littérature et à l'art. Ce judaïsme assimilé est expansionniste : il gagne les communautés encore médiévales d'Afrique et d'Asie. On perçoit ainsi une colonisation par le judaïsme français des communautés d'Algérie, suivie du décret Crémieux (24 oct. 1870) qui accorde en bloc la citoyenneté française aux Juifs d'Algérie.

L'Alliance israélite universelle, fondée à Paris en 1860, se propose de lutter en tous lieux pour la sauvegarde des droits des Juifs et leur libération par l'instruction (écoles modernes et des centres d'apprentissage en Afrique du Nord et en Orient, école d'agriculture de Mikweh Israël, en Terre sainte 1870), qui va faciliter plus tard la colonisation sioniste.

⁶ La « guerre contemporaine » de l'antisémitisme du XIX^e s débute en 1881 avec une pétition signée de 250 000 personnes réclamant au chancelier de l'Empire allemand le retrait des mesures d'émancipation des Juifs et l'interdiction de toute immigration nouvelle. L'Union des travailleurs socialistes chrétiens fondée par Adolf Stöcker, appuyé par Bismarck qui est en conflit avec les libéraux, est ouvertement antisémite (1880). L'antisémitisme moderne se donne une doctrine, des journaux, des idéologues : il mène des opérations (pogroms, diffusion de libelles diffamatoires, fausses accusations) en Europe centrale, orientale et occidentale. L'antisémitisme moderne qui ne répudie pas la vieille haine médiévale du Juif, est plus hostile à la personne physique qu'à la confession religieuse. Selon les auteurs, le Juif est un

étranger indésirable (propagande, production de faux avec le « Protocoles des Sages de Sion » en 1904, selon lequel une conspiration juive internationale serait à l'œuvre pour asservir tous les pays chrétiens).

Les États réactionnaires, Allemagne, Russie, Autriche-Hongrie, sont les premiers à propager ces « doctrines ». Mais la France est atteinte aussi : responsabilité des Juifs dans la misère des travailleurs : Édouard Drumont, *La France juive* en 1886). Dans la France de la III^e République, l'affaire Dreyfus révèle une opinion largement antisémite (1894). Dans la Russie tsariste d'Alexandre III, il s'agit de véritables pogroms à partir de 1881 par des ouvriers, des artisans et des paysans des environs : « Un tiers des Juifs sera converti, un tiers émigrera, un tiers périra. ».

Pillage des maisons et des boutiques, meurtres et viols poussent à la première montée vers la Palestine (*alya*, voir plus loin) tandis que se produit une mutation géographique brutale depuis l'Europe orientale et centrale en direction du Nouveau monde : aux USA, la population juive embauchée pour des salaires de misère dans des entreprises textiles voit ensuite sa situation économique s'améliorer lentement dans les premières années du XX^e siècle, avec l'apparition d'un syndicalisme combatif parmi les ouvriers juifs. Une presse et une littérature juives en yiddish se développent. Après la Première Guerre mondiale et surtout après la Seconde, le judaïsme américain (USA et Argentine), devenu adulte, prend en charge, grâce à de multiples sociétés philanthropiques, la reconstruction du judaïsme européen,

En Palestine, se produit une immigration croissante (*alya*) prise en charge par des organisations juives d'Occident et des États-Unis. Dès 1850 se développent des villages agricoles juifs, et des quartiers neufs apparaissent dans les villes léthargiques de la Palestine turque, colonisation qui s'effectue dans de mauvaises conditions sanitaires, les jeunes pionniers venus de Russie affrontant les marécages, la malaria et le brigandage. En 1870 s'ouvre l'École d'agriculture de Mikveh Israël, près de Jaffa, et en 1882 le philologue Éliézer Ben Yehuda fait adopter l'hébreu comme langue de l'enseignement, de la presse, de la vie quotidienne.

⁷ Le sionisme politique tient son premier congrès à Bâle, en 1897 et son audience s'étend en Pologne et en Russie au début du XX^e siècle. Les pionniers juifs créent alors des communautés agricoles socialistes (trente-deux entre 1902 et 1914), mais ont maille à partir avec les colonies fondées par des philanthropes autoritaires, dont le baron Edmond de Rothschild. En 1909, sur les dunes voisines de Jaffa, les Juifs bâtissent une ville neuve, Tel-Aviv.

Les entraves apportées par les autorités turques sont levées lors de l'entrée des Britanniques en Palestine (1917) et par la Déclaration Balfour (2 nov. 1917) entérinée par le mandat de la Société des Nations (24 juill. 1922), avec engagement de l'Angleterre, entériné par la France, de prévoir la création en Palestine d'un « foyer national juif ».

⁸ Les « statuts pour les Juifs » instaurent le recensement des Juifs, leur éviction des professions publiques ou privées, la mise sous séquestre de leurs biens, le port de papiers et d'insignes distinctifs (l'étoile jaune) ; l'arrestation, la déportation, l'extermination suivent, planifiées. L'Allemagne adopte et réalise le principe d'une « solution finale de la question juive » par la liquidation physique. Le programme est appliqué en fonction des transports et de la capacité de traitement des camps et des crématoires. Près de la moitié des Juifs disparaissent en 1945 (six millions d'âmes) et avec eux les foyers d'excellence du yiddish, de l'étude talmudique, du mysticisme et du folklore des communautés de Pologne.

L'exode des Juifs des pays de l'Est – comme celui des Juifs du Yémen, d'Iraq, d'Égypte – suit la création d'Israël (1948). Face à l'appui massif du camp socialiste – U.R.S.S. en tête – aux États arabes dans leur entreprise de destruction d'Israël, la Diaspora juive occidentale et américaine apporte son aide. Israël traverse ensuite une phase de restructuration nationale, tandis qu'apparaît un sursaut de vitalité en U.R.S.S. et une solidarité croissante en Occident. Les Central Archives for the *History of the Jewish People*, à Jérusalem, procèdent au rassemblement de documents de nombreux pays ; les universités israéliennes conservent imprimés et manuscrits et forment des chercheurs.

⁹ L'ONU prévoit en 1947 un partage de la Palestine entre Juifs d'une part venus s'établir en Palestine à l'appel des mouvements sionistes prônant le retour des Juifs en Israël et d'autre part les Palestiniens arabes autochtones. Mais l'État juif proclame unilatéralement son indépendance en 1947 et s'approprie la majeure partie du territoire avec expulsion des Palestiniens. Après les difficultés d'installation et les résistances des arabes palestiniens, la guerre de Six Jours avec l'Égypte (cf. Égypte) en 1967 et l'occupation par Israël de la péninsule montagneuse du Sinâï (revenue aux Égyptiens en 1982 après le traité de paix israélo-égyptien de 1979), oblige les soldats d'évacuer par la force les colons juifs de la région, tandis que parallèlement s'intensifient les implantations de colonies dans les autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967.

Le conflit étant persistant avec la Palestine, Yasser Arafat (né le 24 août 1929 au Caire en Égypte) fonde en 1959 au Koweït le Fatah, un mouvement nationaliste palestinien qui coordonne l'action contre Israël et est élu en 1969 président du Comité exécutif de l'*Organisation de libération de la Palestine* (OLP) par le Conseil national palestinien réuni au Caire. Mais la branche la plus à gauche du mouvement palestinien, le Front Populaire de libération de la Palestine (FPLP) refuse de voir en Arafat un leader, ce qui provoque une scission du groupe à partir de 1983. En 1988, le Conseil national proclame l'existence d'un État palestinien et nomme Yasser Arafat chef de cet État en 1989. La conférence de Madrid en 1991 ouvre le dialogue entre Israël et l'OLP qui débouche sur un accord prévoyant l'évacuation par l'armée israélienne de la Cisjordanie et de la péninsule de Gaza, l'établissement d'une administration autonome palestinienne et des élections (1996). A la suite de la mort d'Arafat en 2004 est nommé le nouveau président de l'Autorité palestinienne Mahmoud, en conflit politique avec les activistes du Hamas. S'engagent alors des pourparlers entre Israël et les pays arabes. Israël envisage de confier à l'Égypte le contrôle d'une zone tampon à Gaza dans les territoires palestiniens occupés. « Un accord de principe » sur le déploiement d'une force égyptienne de 750 hommes le long des huit kilomètres de la zone tampon, dite du « couloir de Philadelphie », est conclu à Charm el-Cheikh en Égypte entre le président égyptien Hosni Moubarak et le ministre israélien de la Défense Shaoul Mofaz. Mais la poursuite du processus se heurte aux difficultés liées au terrorisme et à la présence de colonies israéliennes en territoire palestinien.

¹⁰ Le mouvement nationaliste contre l'occupation ottomane se fait avec le mouvement Nahda (renaissance) qui compte des intellectuels musulmans mais aussi chrétiens tels Nasser Yasighi qui place au centre de son discours l'identité culturelle et linguistique du monde arabe. C'est au XX^e siècle (entre 1916 et 1918) qu'a lieu la grande révolte arabe contre les Ottomans menée par Hussein ben Ali, chérif de la Mecque, afin de libérer l'Arabie et de créer un État arabe unifié alors que l'empire ottoman est menacé de l'intérieur et de l'extérieur.

Alors que plusieurs possessions ottomanes sont placées sous mandat par les fameux accords Sykes-Picot de 1916, la colonisation occidentale suscite l'élaboration d'une pensée réformiste avec de nombreux auteurs se réclamant d'Ibn Tamydia favorable à un usage pertinent de l'analyse rationnelle des textes ; parmi eux le libanais Rachid Chidrida fonde au Caire la revue *Al Mannar* (le phare) qui progressivement prône un État musulman régit par la charia. S'étend donc en Égypte une idéologie contemporaine rigoriste, suivie dès 1928, par un autre adepte d'Ibn Tamydia, Assan Al Banna, instituteur, qui fonde la confrérie des Frères Musulmans dont le projet est de mettre en place un État régit par la Charia, mouvement assumant des tâches d'enseignement et d'assistance sociale, et participant à la vie politique du roi Farouk (1936-1952) jusqu'à nos jours.

Dans la période post coloniale, à partir des années 1950, le cadre nationaliste de la politique qui mobilise tout un imaginaire panarabe voire panislamique voulant unifier les mouvements nationalistes, le sentiment anti-impérialiste et une identité musulmane, avec des combattants appelés moudjahidins en Algérie, c'est-à-dire ceux qui font le djihad, alors qu'en Syrie naît le parti syrien national social puis du Baas avec prise de pouvoir des bassistes en Irak et en Syrie dans les années 1960. Le nationalisme arabe, à dominante culturelle au début, devient la matrice de l'Islam politique moderne et inspire dans sa version laïque l'Algérie, le Fatah de Yasser Arafat (le combat par l'OLP de Yasser Arafat pour une Palestine indépendante n'est pas un djihad car il n'a pas pour but d'établir un Etat islamique ou de renforcer la oumma), et même le folklorique Kadhafi, tandis que les prêcheurs wahhabites financés par l'argent du pétrole, répandent leur dogme ossifié venu du fond des âges, cocktail des plus explosifs et mortel pour les chrétiens d'Orient.

¹¹ Les mouvements radicaux dans le monde arabe structurés sur l'opposition entre sunnites et chiites bloquent l'émergence d'une oumma unifiée, blocage accentué par les groupes radicaux sunnites pakistanais qui se lancent à partir de 1984 dans une guerre larvée contre les chiites. Conséquence du revivalisme clérical chiite, la révolution islamique d'Iran entraîne donc une politisation extrême entre chiites et sunnites, relançant le lointain conflit concernant la succession du prophète. La révolte contre le régime syrien par la minorité alayouite identifiée au chiisme, a en effet accentué la polarisation violente entre un axe chiite (Iran, Irak, Alaouite de Syrie et Hezbollah du Liban coordonné sous l'égide de l'Iran) à un conglomérat sunnite que l'Arabie Saoudite n'arrive pas à coordonner (population arabe sunnite du Liban, de Syrie et d'Irak qui se sent exclue du pouvoir et comprenant les Frères musulmans, les régimes conservateurs arabes, salafistes et djihadistes descendants des guerriers qui ont participé à la création de l'Arabie Saoudite).

Après l'échec des idéologies panarabique et islamique, l'islamisme s'identifie aujourd'hui au terrorisme antioccidental : il cesse d'être une force de mobilisation populaire locale, il est globalisé. Si en 2014, l'EI (Etat Islamique qui attise le conflit larvé en Irak entre sunnites et chiites après que les américains aient mis au pouvoir les Chiites qui sont désormais ciblés) reprend le flambeau du djihad et se taille un territoire entre l'Irak et la Syrie, le champ de bataille est partout, Internet devenant le lieu de recrutement et de propagande, les nouveaux djihadistes étant entraînés dans un nomadisme de la guerre sainte : Afghanistan, Pakistan, Cachemire, Somalie, Tchétchénie, Bosnie, et enfin USA, GB, ou Autriche. L'action terroriste n'est plus un moyen mais une fin en soi qui pour certains reprend la mythologie de la révolution propre aux générations gauchistes des années 60, avec comme conséquences des effets contradictoires du djihadisme : l'effet de terreur sur l'Occident (la nouvelle menace stratégique pour l'Occident qui remplace le communisme), et l'incapacité des djihadistes de s'implanter dans la vie politique et sociale sinon par la terreur, par leur nihilisme radical qui les coupe des populations musulmanes locales.

¹² Peu après la mise à sac par les Turcs de la capitale Koutaïssi (Koutaïs) en 1510, le chah Isma'il I^{er} de Perse s'approprie le Kartli et Ivan le Terrible et d'autres tsars moscovites s'intéressent aux petits royaumes chrétiens de Géorgie, trop faibles pour empêcher que les puissances musulmanes se partagent la région et oppriment les populations. En 1578, les Turcs ravagent la Transcaucasie et s'emparent de Tbilissi, d'où ils sont repoussés par le chah Abbas I^{er} (1587-1629) qui déporte plusieurs milliers de chrétiens dans de lointaines régions d'Iran. L'époque des vice-rois de la maison de Mukhran, qui gouvernent à Tbilissi, est plus calme ; ils représentent les chahs de 1658 à 1723 dont un des plus remarquables est Vaktang VI (d'abord régent de Kartalinie de 1703 à 1711, puis roi par intermittence jusqu'en 1723), excellent législateur qui introduit l'imprimerie dans le pays et fait éditer les annales de Géorgie par une commission d'érudits. Cependant, la disparition de la dynastie séfévide en 1722 (séfévides perses et kadjars sont présents du XVI^e siècle au début du XIX^e), permet une nouvelle invasion ottomane repoussée par le conquérant persan Nadir chah qui donne le Kartli à un Bagratide, Tlimuraz II (1744-1762) dont le fils Irakli II réunit les royaumes de Kartli et de Kakhétie, et essaie courageusement de créer un Etat multinational dans le Caucase, dont les assises se trouveraient en Géorgie. Sous le roi Salomon I^{er} (1752-1784), l'Imérétie parvient à secouer le joug turc jusqu'à l'annexion par la Russie (qui s'étend au Caucase du XVIII^e -1721- au XX^e siècles -1917- par conquêtes, annexions ou protectorats : Géorgie, Daghestan, Arménie, Azerbaïdjan), pour enfin subir la soviétisation, après trois ans d'indépendance de 1918 à 1921 (République démocratique de Géorgie).

¹³ Ivan IV soumet l'aristocratie guerrière par le biais d'une réorganisation complète de l'appareil d'Etat. Au début exerçant un pouvoir arbitraire, avec l'aide de la *Douma* (conseil) des boyards, et parfois du *Zemskij Sobor* (sorte d'états généraux), il bouscule ensuite les hiérarchies traditionnelles, administre directement les régions centrales les plus riches et les plus peuplées et distribue des terres à ses serviteurs, ce qui appauvrit et décime les boyards, promeut une petite aristocratie terrienne attachée au pouvoir plus qu'à la personne du souverain, et aggrave le sort des paysans des domaines privés, de plus en plus dépendants de leurs propriétaires.

Bien que le système de gouvernement s'améliore (spécialisation des bureaux ou prikazes, *prikazy*, nombreux agents du tsar dans les provinces ou voïévodes), l'autorité souveraine est peu reconnue sur les marches contrôlées par la Douma où par des groupes de fugitifs « cosaques » qui font payer leur rôle de gardes-frontières, sans pour autant être toujours fidèles.

Dans son extension territoriale vers l'Est, Ivan IV fait disparaître en moins d'un siècle les obstacles à une progression rapide des Cosaques et des marchands russes jusqu'aux rivages du Pacifique (fondation d'Okhotsk, 1649, à 6 000 km de Moscou). Par manque de terres en Russie centrale ou fuyant les exigences des propriétaires, les paysans de l'Etat affluent par ailleurs dans les régions de la Volga et de l'Oural sans forcément intégrer les peuples allogènes.

Une littérature marquée par des tendances panrusses témoigne de la centralisation de l'Etat et bientôt de l'imprimerie introduite en Russie au milieu du siècle (*Actes des Apôtres* en 1564 ; récits historiques suscités par le temps des Troubles et la lutte des Cosaques contre les Turcs ; œuvres religieuses comme le *Calendrier des saints*, complété par Macaire, calendrier officiel de l'Eglise russe jusqu'à Pierre le Grand et œuvres ménagères ou domestiques (code du savoir-vivre destiné aux classes aisées, le *Domostroj* ou *Ménagier*, qui rend compte avec quelque exagération de l'assujettissement de la femme et de la puissance du chef de famille).

La guerre de Livonie est un conflit qui oppose de 1558 à 1583 la Russie, le Danemark, la Suède et l'union du grand-duché de Lituanie et du royaume de Pologne. L'enjeu du conflit est le contrôle du territoire de la Confédération livonienne (actuelles Estonie et Lettonie).

¹⁴ Oppositions des intérêts de classe, exigences accrues de la fiscalité étatique, guerre presque ininterrompue avec la Pologne par l'intermédiaire des Cosaques aboutissant au rattachement d'une partie de l'Ukraine à la Russie, et surtout terrible famine de 1601-1603 entraînant une insurrection des régions méridionales, première des grandes révoltes -toujours écrasées- qui jalonnent l'histoire de la Russie jusqu'à la fin du XVIII^e siècle.

La seconde moitié du siècle voit les résistances populaires s'imbriquer dans un mouvement schismatique (*raskol*) qui divise l'orthodoxie et dresse contre l'Eglise officielle, soutien du pouvoir, une masse de fidèles, « vieux-croyants » -parfois suppliciés qui joueront plus tard un grand rôle dans le développement industriel de la Russie-, le schisme lui-même n'atteignant pas la puissance de l'Eglise officielle : possédant les deux tiers du territoire, le clergé très influent profite en effet des activités commerciales (vente de blé, de sel) et se trouve le dépositaire de la culture, freinée dans sa progression à cause de cela.

¹⁵ L'Etat se réserve un certain nombre de monopoles (zibeline, potasse, goudron, suif, chanvre), développe les échanges avec les pays de l'Ouest avec appel de techniciens étrangers (le Hollandais Vilnius installe à Toula vers 1640 les premières forges à hauts fourneaux), la place prise par la bourgeoisie commerçante étant dans ce commerce peu importante par rapport à celle de l'aristocratie terrienne sur laquelle l'État s'appuie (Boris Ivanovitch, principal conseiller du tsar Alexis, est à la fois entrepreneur industriel et grand propriétaire qui possède 8 000 familles de serfs), les privilèges féodaux de cette dernière lui permettant de jouer un rôle industriel et commercial par la terre, les matières premières (bois, lin, chanvre, produits du sous-sol) et la main-d'œuvre servile dont elle dispose, la servitude paysanne étant pour les propriétaires la contrepartie avantageuse de l'obéissance au tsar.

¹⁶ Sur des cartes que Montesquieu fait dresser par Robert de Vaugondy en 1756, figure une « Russie européenne » qui s'étend jusqu'à la Volga. Un grand débat s'instaure, en Europe occidentale comme en Russie, pour savoir si les Russes sont ou non des Européens à part entière. « Les Russes ne seront jamais policés », écrit Rousseau (*Contrat social*, chap. VIII).

L'expansion territoriale de Pierre le Grand est favorisée par les progrès de l'industrie métallurgique qui au cours du XVIII^e siècle, est la première du monde et sous-tend l'effort de guerre, fabriquant cette artillerie puissante qui est restée dans la tradition militaire de la Russie. L'Oural central, où Pierre le Grand plante des usines, devient après 1725 une véritable région industrielle, semée de hauts fourneaux et de forges, les unes appartenant à l'État, les autres à une bourgeoisie industrielle bientôt anoblée (les Demidov) et à une aristocratie plus ancienne (les Stroganov). L'Oural compte en 1745 une cinquantaine d'usines (dont trente-cinq travaillent le fer et dix-neuf le cuivre) ; sous Catherine II, elles sont une centaine et fournissent en lingots de fer Saint-Petersbourg, la Baltique et les pays occidentaux (notamment l'Angleterre, où manque le bois, et qui commence seulement à utiliser son charbon pour ses hauts fourneaux, la fonte au coke en Angleterre mettant bientôt fin à cette exportation).

Avec les progrès de l'industrie métallurgique il y a l'organisation militaire dont Pierre le Grand pose ses premières bases, ce qui permet à la Russie d'accéder à la Baltique et à la mer Noire, de devenir une puissance maritime et d'annexer de nombreux territoires au Nord et au Sud : au Nord, guerre contre la Suède et annexion des pays baltes -Estonie, Lettonie- et Carélie, et pose des bases de la capitale St Petersburg. Au Sud, campagne contre la Perse et annexion du littoral occidental de la mer Caspienne, pénétration de l'influence russe parmi les peuples du Caucase ; guerre contre la Turquie (1735-1739), reconquête de la ville d'Azov sous l'impératrice Anna ; guerre contre la Prusse dans la guerre de Sept Ans en 1756 qui prend fin avec Pierre III, admirateur de la Prusse.

Le développement commercial et industriel est cause de graves mouvements sociaux car il modifie les structures sociales en écartant du travail agricole les paysans qui s'engagent dans les manufactures et les usines métallurgiques et créent une nouvelle catégorie de serfs attachés à l'usine, ceux qui travaillent sous contrat échappant en partie à la servitude et constituant, avec les paysans d'État en usine, une première ébauche du prolétariat. L'exploitation des paysans, des travailleurs industriels, des allogènes, à la fois par l'aristocratie terrienne et la fiscalité tsariste, provoque au cours du siècle (18^e) des mouvements sociaux plus graves et plus nombreux que dans les périodes précédentes mais ni la révolution de palais de 1761, qui dépose Pierre III, successeur d'Élisabeth, et donne le pouvoir à Catherine II (1762-1796), ni les révoltes populaires n'affaiblissent la puissance de l'autocratie qui se renforce d'ailleurs sous Catherine II, par les succès extérieurs et l'appui d'une aristocratie qui renforce ses privilèges tout en étant soumise à un pouvoir absolu qui maintient intact le servage.

¹⁷ Sous Catherine II, guerres russo-turques (1768-1774 et 1787-1791), positionnement sur les rives de la mer Noire ; victoire sur les Turcs en 1770 par la flotte russe de la Baltique qui passe en Méditerranée, installation sur la mer Noire, suppression du khanat de Crimée en 1783, et incorporation de toute cette côte septentrionale avec annexion d'une partie de la Moldavie en 1792. La Pologne devient un protectorat de la Russie lors des partages de la fin du siècle entre la Prusse et l'Autriche et disparaît en tant qu'État, terminant ainsi le rassemblement des pays habités par les Slaves de l'Est avec la Biélorussie et l'Ukraine de la rive droite du Dniepr.

A Moscou, à côté des édifices classiques (palais de Marbre, palais de Tauride), sont élevés les palais de Tsarskoïé Sielo (1749-1756), Peterhof (1747-1752), Gatchina (1766-1781), Pavlovsk (1782-1786) qui témoignent du luxe de la vie de cour et de l'influence occidentale sur les modes et les comportements de la noblesse.

¹⁸ Ce régime autocratique résiste au soulèvement des « décabristes » (14 décembre 1825, complot militaire d'officiers nobles nourris des leçons de la révolution américaine et de la Révolution française, et qui veulent substituer au tsarisme un régime plus libéral, sinon démocratique, soulèvement suivi d'exécutions et d'exil en Sibérie. Alexandre I^{er} met fin à toute opposition de la noblesse au régime, et écrase la révolte polonaise de 1831 dans le royaume du Congrès (région de Varsovie) né du repartage de la Pologne en 1815 et attribué à la Russie qui n'est par ailleurs pas touchée par le mouvement révolutionnaire européen de 1848, les armées russes se portant au contraire au secours de l'Autriche en étouffant la révolution hongroise de 1849.

¹⁹ Le règne de Nicolas I^{er} (1825-1855) est pour l'État et la nation une période de progrès (codification des lois des années trente, instruction qui s'étend à des cercles plus larges, nouvelles universités et écoles élémentaires, institut technologique (1828), école d'architecture (1830) et école d'ingénieurs civils (1831), pour répondre aux besoins de l'industrie, revues littéraires et scientifiques Première floraison de sa littérature d'écrivains (Griboïédov, Pouchkine, Lermontov, Gogol, Tourgueniev) qui témoignent d'une réalité sociale injuste, et sont lus par un public cultivé plus nombreux. Les premiers grands architectes russes s'associent aux artistes étrangers et la naissance de l'opéra historique avec Glinka (*Ivan Soussanine*, 1836) traduit la force des sentiments d'attachement à la patrie.

Durant son règne, se produisent des progrès économiques et des transformations sociales : des réformes économiques dans les années soixante accompagnées de la limitation de l'importation des tissus anglais, aident au développement d'une industrie cotonnière (Ivanovo, cotonnades imprimées) : la filature, apparaît dans les années quarante, lorsque l'Angleterre autorise l'exportation de ses machines à filer, puis l'impression des étoffes par cylindres, introduite par des ingénieurs alsaciens. L'animation du marché de consommation (étendu aux limites d'un empire de 17 millions de kilomètres carrés et comptant 70 millions d'habitants en 1851) détermine un développement général de l'activité artisanale et industrielle, le coton étant le principal élément de progrès, ainsi que la betterave, qui suscite l'installation de raffineries modernes en Ukraine, après 1835.

Concernant les transformations sociales, à la bourgeoisie commerçante traditionnelle s'ajoute une bourgeoisie industrielle, propriétaire d'usines, le plus souvent issues d'ateliers villageois de la région de Moscou, Tver, Vladimir, Kostroma, nouveaux enrichis d'une bourgeoisie groupée administrativement en trois guildes, qui demeurent des sujets soumis au pouvoir, origine de la plupart des grandes familles du début du XX^e siècle. La population d'environ 72 millions d'habitants demeure néanmoins majoritairement paysanne, les ouvriers russes ne constituant pas encore une classe ouvrière mais restant à demi paysans et ouvriers temporaires. Le problème social essentiel est celui du servage, condamné par les esprits éclairés, slavophiles mystiques assignant à la Russie une mission divine, ou « occidentalistes » qui veulent suivre les voies de l'Occident (sans renier d'ailleurs la civilisation russe dont le *mir* paraît être une amorce du socialisme). L'aristocratie foncière reste elle attachée à l'institution, craignant qu'à la faveur de la liberté donnée les paysans ils se soulèvent à cause des

corvées encore alourdies et des redevances en argent.

²⁰ Les réformes : Sous le règne d'Alexandre II (1855-1881), souverain plus libéral, les transformations sociales se prolongent dans la seconde moitié du siècle, tandis que les défaites passées de la guerre de Crimée, et surtout la révélation que les institutions russes sont périmées, inadaptées aux besoins d'un État moderne : le gouvernement s'engage dans la voie des réformes qui concernent en premier lieu le servage et ouvre une période de libéralisme relatif. L'efficacité des réformes, qui tempèrent l'arbitraire et améliorent les rapports sociaux, reste cependant limitée par le caractère policier du régime. Une nouvelle législation (1865), qui supprime la censure préalable mais renforce la répression, maintient la presse sous le contrôle de l'administration.

L'atmosphère de réformes des années 1855-1860 se poursuit jusque dans les années soixante-dix (réformes administrative, judiciaire, organisation des doumas urbaines ou conseils municipaux, réorganisation de l'armée, abolition du servage) et tranche sur la période antérieure : une période de libéralisme relatif voit l'État russe réformer considérablement ses institutions, mouvement que clôt la répression du soulèvement polonais de 1863, beaucoup plus grave que celui de 1831.

Ainsi dans la décennie qui suit la défaite de Crimée, la liberté d'expression s'élargit. Une jeune génération démocrate, de tempérament révolutionnaire, utilise la presse légale, autour de la revue *Le Contemporain* où écrivent les critiques littéraires ; *La Parole russe* permet au radicalisme politique la négation de la société existante et le nihilisme que décrit Tourgueniev en la personne de Bazarov, dans son roman *Pères et fils*. Tandis que de l'étranger arrive le journal *Kolokol* (*La Cloche*) rédigé par Herzen, se forme déjà une ébauche de société terroriste secrète, Terre et Liberté (*Zemlja i Volja*, le nom sera repris plus tard), formation éphémère (1862-1864)

Le « Statut des paysans libérés du servage » (19 févr. 1861) qui n'a son plein effet qu'en 1881, donne théoriquement la liberté à tous les serfs, et à ceux qui exploitent la terre, un lot contre un prix de rachat dont l'État fait l'avance. Tout en libérant une paysannerie dont la mobilité profite au développement industriel (La suppression du servage inaugure la période capitaliste de l'histoire de la Russie), la suppression du servage a pour premier effet d'aggraver la situation des anciens serfs, tenus de rembourser par annuités à l'État pendant quarante-neuf ans l'indemnité de rachat. Ce qui les amène à grossir le contingent des salariés d'usine, les grands propriétaires gardant eux d'immenses domaines, réserve tentante pour une paysannerie insuffisamment pourvue.

Réformes administrative judiciaire et militaire : La réforme administrative de janvier 1864 crée les conseil locaux (*zemstva*) élus dans les districts par la population (répartie en trois catégories : propriétaires, citadins, paysans, selon un système censitaire assurant la prépondérance des nobles à 75 p. 100), des représentants des *zemstva* de districts étant élus dans les gouvernements. Leur compétence s'étend à l'entretien des routes, des hôpitaux, à l'aide médicale et vétérinaire, à l'éducation. Leur rôle dans la vie économique, sociale et politique du pays est considérable même s'ils ne s'implantent que lentement et ne concernent longtemps que les gouvernements à population russe. Instruments de progrès dans les campagnes et de développement de catégories professionnelles (médecins, instituteurs) qui grossissent les classes moyennes, ils expriment vis-à-vis du pouvoir les besoins populaires et certains souhaitent les compléter d'une assemblée représentative de la nation auprès du tsar.

Aussi importante fut la réforme judiciaire de décembre 1864 séparant la justice de l'administration, et assurant l'indépendance des juges par l'inamovibilité, cette réforme crée un nouveau système de tribunaux, où apparaît, au niveau du district, le jury.

La période des grandes réformes se poursuit jusque dans les années soixante-dix. L'organisation des doumas urbaines (conseils municipaux), objet de longues discussions entre 1864 et 1870, accroît par un système de curies l'autorité des riches sur la ville, sans pour autant accorder à ces doumas la moindre autonomie.

Dans le domaine militaire, la réorganisation indispensable de l'armée vaincue, menée de 1861 à 1874, développe l'initiative dans la formation des cadres d'officiers, institue le service militaire pour tous (1874) et prépare cette force puissante à la politique impérialiste de l'Empire.

²¹ La faiblesse des moyens économiques et financiers mènent à la création de la Banque d'Empire (en 1860) censée aider au développement industriel de la Russie, l'intervention de l'État et l'emprunt de capitaux étrangers auxquels s'ajoutent des mesures d'assainissement et une fiscalité plus lourde, qui, par l'intermédiaire des impôts indirects, pèse principalement sur la paysannerie. De sorte que la politique financière domine toute la vie économique de la seconde moitié du siècle. Par le protectionnisme, et les emprunts, l'industrie fait des progrès rapides, surtout dans les dernières années du XIX^e siècle. L'utilisation des emprunts (l'« emprunt russe » à partir de 1887 ...) que facilite l'alliance franco-russe (1891-1892) qui renforce la confiance qu'inspire la Russie, permet au gouvernement d'établir en 1897 le rouble-or, monnaie forte et stable qui consolide son crédit. La Banque d'Empire, pivot de l'opération, possède alors une réserve d'or égale à la valeur des billets en circulation. L'Exposition universelle de Paris (1900) est l'occasion de nombreuses publications officielles glorifiant la puissance de l'Empire russe.

Le tarif protectionniste de 1891 améliore la balance du commerce extérieur, déclenchant une guerre douanière de trois ans avec l'Autriche. Mais déjà, le rapprochement avec la France, pour des raisons politiques, fait de Paris (l'« emprunt russe » à partir de 1887) un marché de capitaux à destination de la Russie sous forme d'emprunts d'État et d'investissements privés.

Dans les dernières années du XIX^e siècle, le gouvernement, par la voie des finances publiques et des banques étrangères, se fait le principal client de la grande industrie (commandes de drap pour la troupe, de produits métallurgiques pour l'armée, la flotte de guerre et les chemins de fer pour la construction d'un réseau de voies ferrées).

Sur ces bases financières solides, qui favorisent la multiplication des banques et sociétés, l'industrie fait des progrès rapides, surtout dans les dernières années du XIX^e siècle, dites période de Witte, lequel est appelé parfois « le père de la révolution industrielle en Russie ». Les besoins en rails et en wagons sont alors couverts entièrement par les usines russes, ainsi que presque tous les besoins en locomotives. Après la ligne Saint-Petersbourg-Moscou, mise en service en 1851, le réseau, qui atteint trente ans plus tard, une longueur de 25 000 km, relie en étoile Moscou à un ensemble de villes, et traverse en écharpe la Russie. La construction du Transsibérien, commencée en 1891 et s'achève en 1902, renforce la colonisation sibérienne, permet la mise en valeur des régions méridionales de cet immense territoire, et devient l'instrument de la politique d'expansion en Extrême-Orient. En 1913, la longueur du réseau ferré atteint (sans la Finlande) 70 000 km et ne répond cependant pas encore aux besoins stratégiques et économiques du pays. La navigation fluviale traditionnelle modernisée à la fin du siècle ...

La construction des voies ferrées, l'équipement des ports, la fabrication d'armements, associant de plus en plus capitaux privés et participation de l'État et nécessitant un appel au capitalisme occidental, engagent le gouvernement dans une série de mesures d'assainissement et une fiscalité plus lourde, qui, par l'intermédiaire des impôts indirects, pèse principalement sur la paysannerie, rétablit l'équilibre budgétaire (1888), mais est compromis par la guerre balkanique de 1877-1878.

La flotte de guerre, anéantie pendant la guerre de Crimée, est reconstituée à partir de 1882, et deux cuirassés aux noms symboliques (*Catherine II*, *Tchesmé*) sont lancés en mer Noire (1886). La construction des usines elles-mêmes, surtout en Ukraine, et le développement des villes accroissent la consommation de produits métallurgiques. Les anciennes cités s'agrandissent : Saint-Petersbourg, 1 265 000 hab. en 1900 ; Moscou, 1 million ; Odessa, 400 000 ; Riga, 282 000 ; Kiev, 248 000. Aux régions d'activité ancienne, telles que Saint-Petersbourg,

Moscou, Ivanovo-Voznessensk, Oural, s'ajoute l'Ukraine où, à partir de 1880, s'installent des usines métallurgiques modernes, presque toutes aux mains de sociétés et de banques étrangères, anglaises, françaises et belges, qui exploitent le charbon du Donets et le fer de Krivoï-Rog, reliés en 1885 par la voie ferrée « Catherine ». La fabrication des rails, puis des machines, transforme la physionomie de l'Ukraine céréalière et donne un élan aux industries agricoles : minoteries, distilleries, brasseries, manufactures de tabac et raffineries de sucre (qui fournissaient les deux tiers de la production totale de l'Empire).

L'emprise étrangère, américaine à Riga, anglaise à Krengholm et dans les filatures de la capitale, française à l'usine Poutilov, forte dans la région de Saint-Petersbourg, est plus faible dans la région de Moscou, à peu près nulle dans l'Oural qui se modernise plus tardivement. La région de Moscou, devient tout de même le centre économique le plus actif de la Russie, compte les industries les plus diverses (dont la moitié dans le seul gouvernement de Moscou), les usines textiles prédominent cependant ; elles sont aux mains de grandes familles de bourgeois russes,

Les nouvelles usines de la région de Saint-Petersbourg et des villes baltiques ont également un caractère moderne, leurs activités portuaires sont considérables, mêlant les initiatives étrangères et russes. L'importation de coton, de caoutchouc, de métaux et de charbon, la présence des chantiers navals assurent le développement industriel : les filatures de coton de Saint-Petersbourg, l'industrie cotonnière qui s'étend vers l'ouest, à Krengholm (Krengol'm), près de Narva (plus de 10 000 ouvriers), avec la manufacture (chaussures de caoutchouc). Dans la capitale, les industries de matériel électrique, les imprimeries de l'État occupent des milliers d'ouvriers ; la plus importante est cependant l'usine Poutilov (Putilov ; construction de machines, fabrications de guerre), créée en 1868, qui emploie, en 1913, 13 000 ouvriers.

L'Oural métallurgique, où coexistent des usines d'État et des établissements d'importance moyenne aux mains des grandes familles (les Demidov, Stroganov, Jakovlev), « somnole » (selon l'expression du savant russe Mendeleiev) ne commence à se moderniser que dans les premières années du XX^e siècle,

22

L'essor industriel crée un prolétariat ouvrier, en nombre croissant et pose un grave problème social : Un fort courant d'opposition se développe dans une intelligentsia nouvelle, recrutée parmi les éléments des classes moyennes qui, refusant l'absolutisme et déçus par les réformes d'Alexandre II, prennent une attitude nettement révolutionnaire : ainsi naît le populisme*, d'autant que le système de représentation municipale exclut le prolétariat de la cité, l'industrie ne pouvant d'autre part éponger les surplus de population paysanne qui cherche vers le Sud et l'Est des terres nouvelles, le sort des paysans se dégradant en Russie centrale, le mécontentement entretenait à la campagne et dans les usines des troubles passagers. Doctrine socialisante, le populisme place dans le peuple paysan l'espoir d'une révolution et dure une vingtaine d'années dans ses deux formes pacifique et violente (le terrorisme) qui organise l'assassinat du tsar Alexandre II (1er mars 1881) mais se détache de l'action révolutionnaire dans les années de répression du début du règne d'Alexandre III (1881-1894), le populisme acceptant dorénavant l'autocratie considérée comme gardienne des traditions collectives (*mir*). Les socialistes révolutionnaires fondent eux aussi au début du XX^e siècle, leur espoir en la paysannerie, mais en l'intégrant dans un programme de lutte violente contre le régime. En fait le populisme ne trouve sa forme doctrinale qu'au moment où il s'assagit et tend à n'être plus qu'un simple mouvement libéral.

Les idées populistes sont exprimées par M. A. Bakounine (Bakounin, 1814-1876), réfugié en Angleterre depuis 1861, P. L. Lavrov (1823-1900), hostile à la violence, qui inspire la « Croisade vers le peuple » de ces étudiants pleins de foi et d'illusions qui en 1874 s'efforcent de politiser une masse paysanne indifférente et hostile et sont durement châtiés (procès des 193 en 1877-1878) ... L'échec de la propagande pacifique entraîne la scission de 1879 de la société secrète *Zemlja i volja* (Terre et liberté), créée en 1876 : le *Tchorni perediel* (Partage noir) poursuit une politique d'agitation ; la *Narodnaia volia* (Volonté du peuple) avec V. P. Vorontsov (*Les Destinées du capitalisme en Russie* 1882) et N. F. Danielson (*Essai sur notre économie nationale avant les réformes*, 1893), propose un programme modeste et illusoire d'éducation du peuple paysan et le développement industriel progressif dans le cadre de la communauté agraire, afin d'échapper aux misères entraînées par l'industrialisation accélérée et considérée comme « artificielle » de la fin du siècle.

Apparaît alors le marxisme : La poussée industrielle des années 1880-1890, met au premier plan l'agitation ouvrière (grandes grèves) qui pousse au socialisme scientifique un certain nombre de populistes (réfugiés en Suisse) et entraîne en Russie la formation de cercles marxistes où s'expose la conception marxiste du développement économique de la Russie et reportent sur les villes et les masses ouvrières l'espoir d'une révolution politique. Le marxisme théorique (Hegel, Marx), rapidement supplanté par un marxisme révolutionnaire et clandestin, attaché au nom de Lénine qui est bientôt arrêté, puis exilé en Sibérie (1897), se mue en le Parti social-démocrate russe fondé pendant sa détention, parti qui se divise entre bolcheviks (la majorité, avec Lénine) et mencheviks (la minorité, avec Axelrod) sur la conception du parti et la tactique révolutionnaire, marxisme qui ne touche qu'une infime partie du monde ouvrier alors que par la voix des *zemsiva* et des gens d'affaires, les classes moyennes du rapide essor industriel expriment une opposition modérée à la fois loyaliste et libérale qui ne va pas au-delà de la revendication d'une assemblée nationale représentative et de prudentes améliorations sociales.

23

Concernant son action dans les Balkans où elle veut consolider son influence, et répondant d'ailleurs à un fort mouvement d'opinion en faveur des frères slaves (collecte de fonds, levée de volontaires), la Russie déclare à son tour la guerre à l'empire Ottoman à la suite de l'insurrection de la Bosnie et de l'Herzégovine en 1875, et de la prise des armes par les Bulgares (1876), les Serbes, et les Monténégrins. Après une campagne dure et victorieuse (1877-1878), la Russie impose à la Turquie le traité de San Stefano (1878), dont les clauses (création d'une grande Bulgarie) sont révisées sur intervention de l'Angleterre et de l'Autriche-Hongrie (au traité de Berlin acte final du congrès de Berlin, 1878 du 13 juin au 13 juillet, présidé par Otto von Bismarck chancelier de l'Empire allemand, traité où le Royaume-Uni, l'Autriche-Hongrie, la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Empire russe et l'Empire ottoman révisent le traité de San Stefano signé le 3 mars) : Roumanie, Serbie et Monténégro obtiennent leur indépendance ; la Bulgarie, réduite, reçoit l'autonomie. La Russie annexe les districts de Batoum, Kars et Ardahan à sa frontière caucasienne, ainsi que le sud de la Bessarabie, qu'elle a dû céder après la guerre de Crimée.

24

A la consolidation de son influence dans les Balkans, à l'alliance franco-russe qui devient l'une de ses principales sources de capitaux importés, avec emprunts d'État et investissements industriels (accord politique en 1891, convention militaire en 1892, ratification en 1893) qui contrebalance la Triple Alliance germano-austro-italienne et concurrence la Belgique, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et, dans une faible mesure, les États-Unis), la Russie lance ses conquêtes en Chine et contre le Japon avec lequel elle entre en conflit permanent pour la prépondérance dans le Pacifique.

Ayant pris pied à la fin du XVIII^e siècle sur le continent américain (1783), puis installé des ports et des pêcheries en Alaska et jusqu'à la latitude de la future ville de San Francisco (1812), elle se replie ensuite sur le continent asiatique une fois vendues ses possessions aux États-Unis (1867) pour participer à l'action des puissances capitalistes contre la Chine et, annexe en 1860, par le traité de Pékin, la région de l'Amour où est fondé le port de Vladivostok (« le dominateur de l'Orient »), la poussée en direction de l'Asie centrale s'achevant par sa conquête totale entre 1864 et 1885 (un gouvernement général du Turkestan sous protectorat russe et administration militaire remplace le khanat de Kolang en 1867), l'Asie centrale ne devenant pas colonie de peuplement, mais source de matière première (coton) pour les

industriels moscovites, débouché commercial et base stratégique à proximité de l'Inde mettant en conflit les deux impérialismes russe et anglais.

Puis, appuyée par la France et l'Allemagne, la Russie oblige le Japon, vainqueur de la Chine en 1895, à renoncer à l'annexion de la péninsule de Liaodong que lui reconnaît le traité de Shimonoseki. En 1896, la Russie obtient la concession du chemin de fer transmandchourien qui consacre la pénétration économique dans l'Est chinois ; en mars 1898, la Chine lui concède le bail de Port-Arthur, avec le droit d'y établir une base navale. Le soulèvement national et populaire des Boxers (1900), réaction contre l'exploitation étrangère, est écrasé par une intervention militaire de huit grandes puissances, parmi lesquelles la Russie, qui désormais entre en conflit permanent avec le Japon pour la prépondérance dans le Pacifique. Les intérêts économiques, et la certitude d'une guerre courte et victorieuse qui renforcerait la position du gouvernement à l'intérieur, poussent le désir de grandeur de la Russie à une politique agressive qui conduit à la guerre russo-japonaise de 1904-1905.

La supériorité de l'armée japonaise se manifeste dès les débuts de la guerre : l'attaque inopinée de Port-Arthur, bloqué le 8 février 1904 avec la flotte russe du Pacifique et contraint à la capitulation le 2 janvier 1905, les batailles indécises de Liaoyang (24 août-5 sept. 1904), du fleuve Shahe (5-18 oct. 1904), de Moukden (21 févr.-10 mars 1905), qui contraignent les armées russes à la retraite, et l'anéantissement de la flotte de la Baltique venue après un long périple pour tenter de sauver Port-Arthur (bataille de Tsushima, 27-28 mai 1905), révèlent la faiblesse de l'armée russe, éloignée de ses bases, de son infrastructure économique et l'incompétence de nombre de ses chefs. Le traité de Portsmouth (5 sept. 1905) cède au Japon le sud de l'île de Sakhaline, Port-Arthur et le chemin de fer de Port-Arthur à Changchun ; la Corée devient zone d'influence japonaise. Les défaites de 1905 arrêtent l'expansion russe en Asie et affaiblissent son influence au Moyen-Orient où elle se heurte à l'Angleterre. Dans les Balkans, elle ne peut enrayer la pénétration austro-allemande et est obligée de reconnaître en 1909 l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie.

²⁵ La crise économique de 1900-1912, frappant surtout le prolétariat des usines, la paysannerie et les étudiants qui protestent contre leur statut universitaire, prépare un terrain d'agitation, sur lequel à partir de 1903 (grève de Rostov) se greffe l'action des comités révolutionnaires dont les revendications ne sont plus seulement professionnelles, mais politiques, avec assassinats de ministres. Une révolution éclate dans la capitale le 22 (9) janvier 1905, mitraillée par la troupe (« Dimanche rouge »). Après le Dimanche rouge, les défaites de Mandchourie et le développement des troubles à travers tout le pays, malgré les concessions du gouvernement (1905, création d'une assemblée consultative (Douma) érigée en une assemblée législative élue qui fait de la Russie une monarchie constitutionnelle mais non parlementaire, améliorations portant sur les assurances contre la maladie et les accidents du travail, légalisation de la situation des exploitants de terres qui n'ont pas fait l'objet d'un partage depuis 1886 et autorisation des paysans des autres terres, à quitter individuellement la communauté rurale en gardant la propriété de leur exploitation ...), la réforme, qui effectivement consolide le loyalisme et le conservatisme au village, ne résout pas pour autant le problème social dans un pays de 160 millions d'habitants en 1910 (où la journée de travail abaissée à dix heures en 1905 reste lettre morte dans la plupart des usines, où les salaires sont très bas, où la pauvreté aggravée par le système des amendes, le paiement partiel en nature et l'emploi croissant d'une main-d'œuvre féminine et enfantine), et ne désarme pas une opposition révolutionnaire qui préfigure les événements de 1917.

Les jacqueries paysannes, les mutineries militaires (dont la plus connue est l'épisode du cuirassé Potemkine), et surtout la naissance spontanée de *soviets* de marins et d'ouvriers et de cheminots qui à Moscou décrètent l'insurrection de l'armée qui est écrasée par la troupe en décembre, entraîne le gouvernement, au début de 1906, aidé par une contre-révolution qui déchaîne des pogroms contre les Juifs et une chasse aux socialistes et aux intellectuels suspects, à reprendre en main la situation (dissolution des Douma ..), le redressement de l'autorité, après 1907, semblant définitivement faire reculer l'opposition révolutionnaire puisque les troubles paysans s'atténuent et que les excellentes récoltes de 1908-1909, et le nouvel essor industriel à partir de 1910 rallient la majorité de l'opinion au gouvernement qui veut favoriser un développement économique qui atténue les inégalités sociales. Mais les pressions administratives et policières font élire une quatrième assemblée qui n'est plus représentative et justifie l'action des partis révolutionnaires travaillant à la chute du régime, le mouvement ouvrier, cassé par la répression des événements de 1905, reconstitué depuis les années 1910, engageant dans l'action en 1912 une masse de plus de 700 000 travailleurs parmi lesquels une élite politisée qui suit les mots d'ordre des partis révolutionnaires.

²⁶ Les partis révolutionnaires mencheviks et bolcheviks acquièrent à la veille de la Première Guerre mondiale, une importance que ne laissent pas supposer leurs faibles effectifs, ni même leur activité, l'agitation sociale qui s'aggrave entre 1912 et 1914 paraissant être liée au développement industriel, non au problème du régime. L'opposition admise par le pouvoir vient d'une partie de la bourgeoisie qui, depuis 1905, demande plus de liberté et une représentation plus juste des catégories sociales à la Douma. Mais les grèves et les manifestations ouvrières, comme les troubles à la campagne, révèlent le caractère politique d'une agitation organisée, favorisée par les excès du pouvoir (tel le massacre de 200 ouvriers grévistes des mines de la Léna en 1912). L'action des partis révolutionnaires divisés n'est certes pas uniforme : les socialistes révolutionnaires partisans d'un socialisme agraire, qui les rattache au populisme, portent leurs efforts sur la campagne, mettent l'accent sur les particularités nationales de l'Empire et restent partisans de la lutte terroriste. Mencheviks et bolcheviks, sont maintenant définitivement séparés par la constitution d'un Parti social-démocrate bolchevik en 1912 sous la direction de Lénine. Si les mencheviks ont la conception d'un parti largement ouvert et prêt à des concessions de programme et de tactique révolutionnaires pour faire accepter son existence, les bolcheviks, plus intransigeants, préparent une révolution par l'action d'un parti restreint, détachement organisé de la classe ouvrière, discipliné et prêt à une lutte violente pour conquérir le pouvoir. La campagne électorale de 1912 est pour les bolcheviks l'occasion d'animer politiquement le prolétariat (parution de la *Pravda* [La Vérité] en mai 1912) et de présenter un programme étendu : pour l'immédiat, la journée de huit heures et la confiscation des terres des grands propriétaires ; pour l'avenir, la constitution d'une république démocratique. Pour les mencheviks, la revendication porte sur les libertés démocratiques et le suffrage universel. Le programme des socialistes révolutionnaires, qui semble plus adapté aux conditions de la vie paysanne, et celui des mencheviks, plus réaliste, donnent alors aux uns et aux autres plus d'audience qu'aux bolcheviks, qui forgent l'instrument de leur futur succès.

²⁷ La Première Guerre mondiale faisant suite au règlement diplomatique par les États européens du partage des territoires conquis sur les Turcs, au renforcement de la pression autrichienne sur les Balkans et à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo (28 juin 1914), et conduit à la déclaration de guerre de l'Allemagne puis de l'Autriche à la Russie (1^{er} août 1914 ; 7 août 1914) : les troupes russes connaissent des succès rapides puis doivent reculer en raison de difficultés d'adaptation à une économie de guerre moderne, alors qu'à l'arrière, la situation intérieure se dégrade ; les grèves se multiplient dans les usines dans un contexte de faiblesse du gouvernement et le discrédit du tsarisme, et en février 1917, renversement du régime tsariste, abdication du tsar Nicolas II, formation d'un gouvernement provisoire qui refuse la paix et la distribution des terres et est renversé par les armes par les bolcheviks le 25 octobre 1917, à Petrograd (alors capitale de la Russie, aujourd'hui Saint-Pétersbourg) avec Lénine pour chef suivi par Trotski : c'est la Révolution d'Octobre avec proclamation de la République des soviets suivie d'une guerre civile (avec interventions étrangères) qui oppose pendant trois ans les Russes blancs (mencheviks républicains ou monarchistes, assistés par les puissances occidentales) aux bolcheviks, aile

révolutionnaire des social démocrates, avec effondrement de l'économie russe et famine particulièrement meurtrière, le tout s'achevant par la victoire des bolcheviks qui regroupent, le 22 décembre 1922, les diverses républiques au sein de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) avec instauration du socialisme marxiste (naissance du communisme fondé par Lénine) et reconstitution de la majorité des territoires de l'ex-empire, malgré d'énormes concessions territoriales (Pologne, partie de l'Ukraine, pays baltes ...) faites au cours du traité de paix signé avec les Allemands.

²⁸ Après la perestroïka (nouvelles structures politiques mises en place par M. Gorbatchev) et la chute du « mur de Berlin » en 1989 (symbole de la chute des régimes communistes en Europe de l'Est et de la fin de la Guerre Froide entre les blocs de l'Est et de l'Ouest), la République de Russie (R.S.F.S.R) commence à échapper à l'autorité centrale. Le Congrès des députés du peuple porte à la tête de la république de Russie, Boris Eltsine qui proclame la souveraineté de la république de Russie, définissant ce qu'elle entend exercer seule et ce qu'elle délègue à l'U.R.S.S.

²⁹ En 1991, Boris Eltsine est élu au suffrage universel et une Assemblée fédérale (composée de deux chambres, la Douma d'État et le Conseil de la fédération), et forme une Assemblée fédérale (composée de deux chambres, la Douma d'État et le Conseil de la fédération). En décembre 1991 la Russie redevient un État souverain continuateur de l'U.R.S.S., comptant bien tirer intérêt des États indépendants -et de leurs vingt-cinq millions de Russes (« fédération de Russie » et ses quatre-vingt-neuf « sujets »). Dès 1991, Boris Eltsine crée les institutions actuelles de l'État russe, il donne une inflexion libérale au régime en privatisant les biens nationaux et les terres, dans des conditions souvent obscures. Le fonctionnement de la société russe est profondément bouleversé et mène à l'enrichissement d'une minorité d'oligarques, au déclin de l'outil économique, à l'effondrement de l'économie de sorte que de 1991 à 1995, la Russie vit des années noires : inflation de 1000 %, chômage exponentiel ... En même temps qu'elle doit gérer deux guerres tchéchènes face aux séparatistes islamistes qui tiennent en échec l'armée russe : la Tchétchénie (rebaptisée « république islamique d'Ichkérie ») garde une autonomie gouvernementale en échange d'une promesse du report des pourparlers sur l'indépendance.

On peut remarquer que depuis 1991 la Russie poursuit les conquêtes de l'URSS, au Caucase notamment, en y menant un ensemble d'actions et de guerres jusqu'à aujourd'hui en 2023 (Ossétie du Sud en 1991-1992 puis en 2008, en Ossétie du Nord en 1992, avec constitution de la République d'Ossétie du Sud-Alanie, guerre et République d'Abkhazie, invasion du Daghestan en 1999, guerres contre la Tchétchénie de 1994 à 1996 et de 1999 à 2009, crise russo-géorgienne en 2006, formation du district fédéral du Caucase du Nord en 2010 ...), annexe la Crimée en 2014 et invasion de l'Ukraine le 24 février 2022.

³⁰ Le 31 décembre 1999, Boris Eltsine s'efface au profit de son successeur Vladimir Poutine, un ancien du KGB qui déclare la guerre contre les terroristes tchéchènes responsables des attentats, et est porté au pouvoir en 2000 : devenu très populaire dans le pays, il tente de redonner à la Russie un rôle de premier plan sur la scène internationale en maniant alternativement la manière forte (Biélorussie, Ukraine) et une approche plus diplomatique avec les anciennes républiques composant l'URSS. Sous les deux mandats de Poutine, la Russie redevient un acteur pesant sur les affaires mondiales (la relance de l'agro-industrie des grands groupes céréaliers se heurtant à l'exode rural, à la dénatalité, et à l'activité intense de la Chine sur ses nouvelles routes de la soie qui freine l'immigration de main d'œuvre agricole venue des républiques d'Asie Centrale).

Après un mandat de Medvedev plus libéral qui continue d'appliquer la politique générale de Poutine devenu premier ministre qui entreprend la guerre d'Ossétie en 2008, étend l'influence russe dans le Caucase, en particulier en Abkhazie et en Ossétie du Sud, et annexe la Crimée en 2014 tandis qu'à partir de 2019 plus de 500 000 habitants des républiques séparatistes du Donbass reçoivent la citoyenneté russe avant que le 24 février 2022 il lance l'invasion de l'Ukraine après plusieurs mois de tensions avec l'Ukraine, la rupture du protocole de Minsk et la reconnaissance des républiques sécessionnistes du Donbass.

³¹ États sud-africains autonomes ou indépendants du XIX^e siècle, fondés par les descendants de langue néerlandaise des colons blancs, arrivés au Cap au XVII^e siècle et par la suite désignés sous les vocables Boers, Voortrekkers puis Afrikaners..

³² Après les premiers comptoirs européens fondés par les Portugais à la fin du XV^e siècle qui ne consistent alors qu'en étapes sur la route des Indes et mettent néanmoins les Portugais en contact avec plusieurs royaumes d'Afrique équatoriale et australe (Congo, Monomotapa), après diverses tentatives sans lendemain, telles que la conversion du roi du Congo en 1491 par les Portugais ou le baptême d'un prince de la Côte-d'Ivoire emmené à Versailles et parrainé par Louis XIV, ou encore les tentatives de missionnaires allemands pour évangéliser les Hottentots, le christianisme ne réussit pas à s'implanter sérieusement en Afrique avant la période de colonisation du XIX^e siècle. S'appuyant sur la lutte contre l'esclavage préluant aux courses coloniales, de nombreux missionnaires pénètrent le continent de tous côtés, accompagnant les Européens qui explorent les possibilités commerciales de l'Afrique : catholiques et protestants anglais, allemands, suisses, français, hollandais, rivalisent pour conquérir et exploiter les terres.

Mais les résistances grandissent contre les cultes extérieurs à l'Afrique, et entraînent la constitution progressive d'Églises indépendantes et de sectes africaines principalement issues des missions protestantes, puis la naissance de mouvements prophétiques et de cultes synchrétiques où se mêlent les croyances et les rituels africains aux liturgies et aux enseignements chrétiens.

Ainsi à Johannesburg, naît une Église indépendante (1882), l'« Église éthiopienne », qui réagit à l'hégémonie blanche, tout en restant assez proche du protestantisme et du christianisme, tandis que les mouvements prophétiques jouent un très grand rôle dans les mouvements de lutte pour l'indépendance, mais aussi contre l'« idolâtrie », la « sorcellerie » et les maladies, avec confessions publiques, exorcismes et baptêmes purificateurs (Liberia William Harris et Marie Lalou en Côte d'Ivoire, Simon Kibangu au Congo belge, André Matswa au Congo français ...). En réaction contre l'oppression administrative et religieuse des Blancs, s'expriment aussi des revendications nationalistes (empire de Samory Touré, en Afrique occidentale, révolte du Mahdi au Soudan) alors que les puissances coloniales s'opposent elles-mêmes en de multiples conflits, la France et l'Angleterre, les deux premières puissances du continent, ne réussissant pas à relier toutes leurs conquêtes territoriales (l'une de Dakar à Djibouti, l'autre du Cap au Caire). La population africaine dans son ensemble est donc sujette à la domination des colons, certaines colonies comme l'Afrique du Sud, la Rhodésie, une partie du Kenya, l'Algérie et, à un moindre degré, les colonies portugaises, étant dominées par un peuplement blanc.

La religion musulmane qui évolue avec la formation et la chute des empires, subit d'importantes transformations qui l'éloignent peu à peu de ses formes initiales. Outre les mouvements classiques de l'islam, Qadriya (née en Irak au XI^e siècle), Tidjaniya (fondée au XVIII^e siècle en Afrique du Nord) et la Senoussiya (partie de Libye à la même époque), des sectes typiquement négro-africaines, liées à l'origine avec les grandes confréries, donnent un visage original à l'islam noir marqué par l'importance du « maraboutisme » et des confréries. Les fidèles se réunissent et vivent autour d'un personnage savant et saint qui les instruit et maintient une collectivité pieuse de subsistance. A part les villes commerçantes du Sahel, en contact avec les foyers d'expansion de l'islam, qui gardent une certaine orthodoxie, les sociétés paysannes qui forment la majorité du monde noir voient persister les cultes anciens, avec génies et ancêtres dont s'accommode la nouvelle foi. Le marabout musulman qui est investi de pouvoirs surnaturels comparables à ceux du prêtre animiste, parfois accusé d'hérésie par les

réformateurs et les conquérants, est néanmoins le dépositaire d'une puissance sacrée par sa pratique du Livre, là où l'écriture est apportée par l'islam.

Les conquêtes musulmanes qui reprennent au XVIII^e s, suscitent la guerre sainte des Peul et des Toucouleur (XVIII^e-XIX^e s.) : dans le Fouta-Toro, les Toucouleur, liés aux confréries Qadriya et Tidjaniya du Maghreb et de Mauritanie, propagent activement la religion et convertissent les Wolof du Sénégal. Leurs voisins, les Peul, fondent à leur tour une confédération religieuse dans le Fouta-Djalou, et leur royaume du Macina échappe à la domination bambara. Puis en ce Fouta-Djalou, un marabout toucouleur de la confrérie Tidjaniya lance à son tour la guerre sainte, prend la capitale bambara de Nyoro et poursuit ses conquêtes vers le Sénégal, se heurte à la présence européenne en la personne de Faïdherbe et tourne à nouveau ses ambitions vers l'empire peul du Macina avec lequel il entre en lutte.

Sur la côte Est, profitant de l'effritement du pouvoir portugais, le sultan de Mascate conquiert au XVIII^e s la plus grande partie de la côte et fixe sa capitale à Zanzibar. Ouvrant des routes commerciales pour les esclaves, ainsi que pour l'ivoire et le cuivre (vers le lac Victoria et du lac Tanganyika jusqu'au Congo), les commerçants musulmans s'installent sur leur trajet, provoquant un certain nombre de conversions, notamment chez les souverains, mais n'atteignent pas les populations bantoues de l'intérieur.

Au XIX^e s les descendants des souverains des pays Hausa (Hattousa, où l'islam a pénétré depuis les XI^e et XIV^e siècles sous l'influence de pieux voyageurs venus du Mali, avec conversion des souverains assumant toujours les fonctions sacrées traditionnelles), accusés d'impiété par des fidèles qui mènent contre eux le *djihad* pour abattre le pouvoir de ces anciens « féodaux », réussissent au début du XIX^e siècle à dominer un vaste ensemble couvrant tout le nord des actuels États du Nigeria et du Cameroun où Sokoto, capitale politique et spirituelle de cet ensemble disparate, devient le siège du Sarki'n musulmi ou Commandeur des croyants. A cette même époque, sur le haut Niger, Samori Touré, qui tente à son tour de s'installer en utilisant l'islam, est pourchassé par les Européens et s'enfonce jusqu'à la Volta puis est capturé en 1898 : c'est la fin des conquêtes militaires de l'islam qui va dès lors poursuivre et même accélérer sa conquête pacifique, l'islam ayant néanmoins étendu et approfondi son influence pour devenir progressivement une sorte de religion d'État dans toute cette zone qui reste malgré tout très fragile dans son unité politique. Avec le temps, les pèlerinages à La Mecque, la fréquentation des universités arabes, le développement des écoles medersah en Afrique noire, tendent à libérer l'islam des croyances et des pratiques hétérodoxes, cependant que le problème de la relation entre la religion et les formes de la vie politique et sociale reste posé.

L'islam connaît évidemment aussi ses résistances : en réaction contre le conformisme politique des marabouts, trop souvent soutenus par l'administration coloniale, d'autres confréries musulmanes luttent plus directement contre les formes sociales et politiques entraînées par la colonisation tout en visant à dégager l'islam négro-africain de sa dépendance à l'égard du monde arabe. Ainsi au XX^e s, le hamallisme schismatique issu de la confrérie tidjaniya, qui s'est répandu au Niger, au Mali et au Sénégal (Cheik Hamallah, son fondateur, mène à Nyoro au nord-ouest de Bamako, une vie exemplaire, devient l'objet d'une intense dévotion et attire à lui un grand nombre de fidèles qui doivent faire leur prière en direction de Nyoro, guerriers que la colonisation laisse sans emploi dans une région économiquement désertée). En 1940, hamallistes et sectateurs des autres confréries entrent en guerre et le cheik Hamallah est déporté en Autriche où il meurt en 1942.

Dans le Soudan du XIX^e siècle dont l'Égypte entreprend la conquête, des envoyés des confréries musulmanes traditionnelles entraînent des sectateurs de la nouvelle confrérie des Sénooussistes venus de Libye qui prônent un retour à la pureté initiale de l'islam et à la vie contemplative : véritable idéologie prénationaliste, le mahdisme rejette les transformations et les influences étrangères, et apparaît comme une sorte de prophétisme millénariste dont on trouve des équivalents dans la lutte anticoloniale de certains mouvements syncrétistes d'origine chrétienne.

³³

Avec les grandes découvertes (côtes de l'Afrique avec le prince portugais Henri le Navigateur, découverte de l'Amérique par Christophe Colomb en 1492, accès direct à l'Inde par le Cap grâce à Vasco de Gama en 1498, etc), les premiers bénéficiaires des découvertes étant les Espagnols et les Portugais dominés ensuite par les Hollandais, les Anglais et les Français, la conquête coloniale transposant au-delà des mers les rivalités européennes tout en affectant la totalité du monde, une seule exception étant la civilisation islamique de l'Empire ottoman qui se positionne à part et comme un rival durant l'ensemble de la période.

Bien que le grand commerce centré sur la méditerranéen demeure très actif (les Portugais prennent la relève sur les Génois et les Vénitiens, s'implantent en Afrique du Nord, au Maroc -Mogador, Agadir-), il se déplace sur l'Atlantique, sur le littoral Ouest africain d'abord, puis à l'Est par le cap de Bonne Espérance ouvrant la route de l'Inde (Vasco de Gama, sud de l'Inde 1498), et enfin en direction à l'Ouest vers de l'Amérique avec l'italien Christophe Colomb passé au service du roi d'Espagne, et avec l'appui d'Isabelle de Castille, qui voulant atteindre les Indes par l'Ouest à travers l'Atlantique, débarque aux Bahamas, croyant avoir atteint l'Inde, Magellan de son côté réalisant après 1500, le premier voyage circumterrestre (détroit de Magellan) pour atteindre l'Indonésie.

Les empires portugais et espagnol contrôlent alors les voies occidentales et orientales. Les Portugais sont maîtres de l'océan indien (Goa en Inde, Ceylan, Malacca, Ormuz, Aden, Socotora, et sauvent en Ethiopie la chrétienté résiduelle d'un dernier assaut musulman). Ils ont le monopole des liaisons et du commerce entre Orient et Occident pour un siècle avec comptoirs fortifiés (Moluques en Indonésie, Macao en Chine) et redistribution européenne des produits par Anvers (possession portugaise), ensuite contrôlés par les Hollandais qui deviennent des rivaux et brisent le monopole portugais pour devenir maîtres de la mer du Nord, et de la Baltique. Les Portugais sont aussi au Brésil, et développent les plantations sucrières. L'Espagne est aux Antilles, puis conquiert le continent (Azèques au Mexique, Incas au Pérou), et occupe de la Californie au Nord au Chili au Sud. La recherche effrénée de l'or, remplacée par l'exploitation de l'argent du Mexique et du Pérou, sont causes de multiples exactions et atrocités chez les autochtones. Portugais et Espagnols sont suivis par les autres puissances d'Europe : Hollandais, Français, Anglais, en Asie, en Amérique du Nord, en Guyane, en Afrique Le grand commerce et les banques font fortune (Fugger, Welser), les manufactures se développent (les premières datent du XIII^e en Flandre). Les monarchies s'arrogent le monopole royal du commerce, des associations se forment entre États et capitalistes, la fiscalité se peaufine, sur les pauvres surtout. Les États (François I^{er} ...) empruntent aux banquiers et au public: c'est l'origine de la dette publique qui a un rôle croissant dans les finances des États qui pratiquent le mercantilisme et développent l'agriculture, les manufactures, le commerce, la construction navale, pour diminuer leurs importations et avoir le monopole du commerce des colonies (régime de l'*exclusif* au XVIII^e avec monopole royal puis de compagnies).

En Méditerranée, les Français et les Vénitiens rencontrent les Ottomans, puis se joignent à eux depuis la fin du XVI^e siècle les Anglais et les Hollandais qui commercent dans les grands marchés des « Echelles du Levant » (Smyrne et Tripoli en Syrie notamment). Les Européens y apportent les draps, les cotonnades, les papiers, quincaillerie, café, sucre, et rapportent soie, laine, coton, cuir, épices. Marseille tient alors la première place dans le commerce européen avec le Proche Orient. Les « Capitulations » du début du XVII^e renouvelées au XVIII^e siècle reconnaissent aux Français le droit de protéger les lieux saints de Palestine (Saint Sépulcre, grotte de la Nativité), et selon les rois de France, de protéger tous les religieux catholiques dans l'Empire ottoman.

³⁴

L'établissement d'une « balance » entre les principaux royaumes, François I^{er} le réalise spontanément face à Charles Quint en s'alliant aux Turcs ; le cardinal Wolsey, ministre britannique fait passer alternativement son pays de l'alliance espagnole à l'alliance française En fait avec le « concert » des grandes puissances, les petits États cherchent leur survie en se plaçant sous la protection d'un grand, ou, servent

parfois d'« État tampon », ou encore se font démanteler par partage, comme c'est le cas pour la Pologne.

³⁵ Ces *utopies* (titre d'un livre de Thomas Morus ; 1516) sont proposées ensuite au XVII^e et XVIII^e siècles par d'autres comme Émeric Crucé (1623), Sully (1620 à 1635), William Penn (1693), abbé de Saint-Pierre (1713 à 1717), Rousseau (1761), Jeremy Bentham (1786 à 1789) et Emmanuel Kant (*Projet de paix perpétuelle* ou *Zum ewigen Frieden*, 1795), aboutissant à la reconnaissance des droits humains à la Révolution Française de 1789 par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

³⁶ *La renaissance artistique* : Les œuvres de cette époque ne s'inspirent plus du Moyen Âge mais de l'art gréco-romain, le point de départ étant la Renaissance italienne qui naît à Florence grâce aux artistes qui peuvent y exprimer librement leur art (Brunelleschi, Ghiberti, Donatello, Fra Angelico, Masaccio, Piero de la Francesca) : une Pré-Renaissance dès les XIII^e et XIV^e siècles en Italie se propage au XV^e siècle dans la plus grande partie de l'Italie, en Espagne, dans certaines enclaves d'Europe du Nord et d'Allemagne, sous la forme de ce que l'on appelle la Première Renaissance (Quattrocento), puis gagne l'ensemble de l'Europe au XVI^e siècle (Cinquecento : Léonard de Vinci, Raphaël, Michel-Ange, Titien) et les Guerres d'Italie les font connaître. Les rois de France construisent les châteaux de la Loire, résidences d'agrément et non plus ouvrages de guerre, Certains artistes restent dans la tradition du Moyen-Age associé au réalisme (François Clouet, Albrecht Dürer, Holbein), Jean Goujon et Germain Pilon plus inspirés par l'art antique. Les langues nationales remplacent le latin (décret de Villers-Cotterêts, 1539, le français est langue judiciaire et administrative). Les poètes de la Pléiade (Joachim du Bellay, Ronsard), Rabelais, Montaigne ...) s'expriment en français.

Les humanistes (Guillaume Budé, Erasme, Thomas Moore ...), novateurs face à l'enseignement scolastique des universités -théologique surtout, Thomas d'Aquin -, réhabilitent les auteurs latins païens (conséquence indirecte de la chute de Constantinople) et l'hébreu pour la connaissance de la Bible et permettent de développer les sciences par l'investigation directe (Léonard de Vinci, Vésale, Ambroise Paré, Michel Servet font progresser la médecine et la chirurgie, Copernic rejette le système de Ptolémée et place le soleil au centre du système solaire, la Terre et les autres planètes tournant sur elles-mêmes et autour du soleil, 1543),

³⁷ *Les réformes religieuses de la Renaissance et de la Réforme protestante* prolongent les réformes religieuses du Moyen-Age contre les pratiques et les mœurs du clergé, et expriment ici la volonté d'un retour aux sources du christianisme et le besoin d'un changement dans la pratique religieuse et la vie sociale, touchant notamment la question du salut face à la corruption de toute la société, la remise en cause des dogmes, la fiscalité pontificale et le commerce des indulgences. Les réformateurs Luther et Calvin pensent que la religion doit être plus intérieure, et s'appuyer sur la foi plus que sur les manifestations extérieures du culte. La réforme luthérienne gagne l'Allemagne et les pays scandinaves. En France et aux Pays-Bas, Calvin exerce son influence, et se réfugie à Genève pour échapper à la répression. En Angleterre, Henri VIII (1509-1557) rompt avec le catholicisme car le pape refuse la dissolution de son mariage et sa nouvelle union, et fait voter l'acte de suprématie (1534) par lequel il se proclame le chef de l'Eglise d'Angleterre (Eglise anglicane dont la doctrine sera fixée par Elizabeth I^{ère}) et rejette l'autorité du pape. Profitant de l'essor de l'imprimerie pour faire circuler la Bible (première traduction en allemand par Martin Luther) et guidés par le principe du *sola scriptura* (seul compte ce qui est écrit), les réformateurs montrent qu'elle ne fait mention ni des saints, ni du culte de la Vierge, ni du Purgatoire. Calvin pense lui, que la foi vient de Dieu (notion de prédestination qui s'oppose à la doctrine de la transsubstantiation), et que le Christ est réellement présent dans l'assemblée mais pas dans les espèces (le pain et le vin). Selon lui, l'homme est une créature déchue qui doit vivre dans la crainte de Dieu, empli du sentiment de son imperfection et de sa nature qui le porte au mal. La Réforme qui touche la majeure partie de l'Europe du Nord-Ouest (pas l'Espagne et l'Italie) et qui menace les fondements des anciennes institutions féodales a pour conséquence les Guerres de Religion (1562-1598).

Guerres de religion et contre-réforme, Saint Barthélemy, Edit de Nantes : En Allemagne la diète de Augsbourg légalise l'existence des États protestants et autorise chaque prince à imposer sa religion à ses sujets (« *cujus regio, ejus religio* »). François Ier et Henri II combattent les réformés qu'ils soutiennent à l'extérieur. Les réformés sont condamnés et brûlés comme hérétiques, mais la Réforme progresse en France (1559, premier synode des Eglises protestantes françaises). Les tentatives de conciliation échouent. C'est durant les Guerres de Religion qu'intervient la Contre Réforme catholique avec reconquête partielle des populations passées au protestantisme à l'issue du concile de Trente (1545-1563). Les Jésuites prennent une place importante dans ce mouvement (Compagnie de Jésus créée par Ignace de Loyola) et font de leurs élèves des soutiens de la Contre Réforme catholique. Les réformés sont pourchassés par l'Eglise (Paul III, Pie V ; Congrégation du Saint Office et Congrégation de l'Index) et sont livrés au bras séculier pour être brûlés. Mais le concile de Trente ne règle pas tout, et les Guerres de Religion connaissent un moment de gravité extrême à la Saint Barthélemy (Août 1572) : les seigneurs protestants sont à Paris pour le mariage de leur chef Henri de Bourbon de Navarre avec Marguerite de Valois, sœur du roi, la population parisienne fanatisée par les moines massacre des milliers de protestants au son du tocsin, initiative populaire et de Catherine de Médicis régente de François II et Charles IX, inquiète des progrès du protestantisme à qui elle impose sa politique, elle-même menacée par le roi d'Espagne Philippe II : les tentatives de conciliations ayant échoué, c'est la guerre civile, l'anarchie et les atrocités commises, les protestants étant soutenus par l'Angleterre, les catholiques par l'Espagne. Le Parti catholique s'organise sous la forme de la Ligue, avec le duc de Guise pour chef, qui a avec le roi d'Espagne des visées sur le royaume de France. Henri III fait assassiner le duc de Guise, et s'allie avec Henri de Navarre pour assiéger Paris où la Ligue a pris le pouvoir. Henri III assassiné à son tour, Henri de Navarre héritier des Bourbons et chef du parti protestant se proclame roi de France sous le nom d'Henri IV qui abjure le protestantisme. La Ligue est prise de court, et Henri IV sacré en 1594, s'attaque au roi d'Espagne avec lequel il conclut la paix en 1598 et fait accepter aux parties l'Edit de Nantes (1598) qui accorde aux protestants la liberté de culte et l'accès à tous les emplois.

L'Etat moderne : La Réforme participe aussi à la formation de l'Etat moderne : l'affrontement des partisans d'un État affilié au pape contre ceux qui souhaitent un État libre de l'influence papale permet aux princes d'affirmer leur indépendance face à une papauté et pour les populations de pouvoir se révolter face au souverain mal accepté comme en Écosse et aux Pays-Bas espagnols. La Réforme se traduit donc au XVI^e siècle par de nombreux conflits, entre les Habsbourg et les princes allemands par exemple, mais aussi par des guerres civiles en France, en Angleterre et en Écosse, conflits qui culminent pendant la guerre de Trente Ans au XVII^e siècle (cf. note 60 du XVII^e siècle).

³⁸ Les États modernes se fortifient : En France l'autorité royale règne sur le chancelier garde des sceaux royaux, sur les secrétaires d'État chargés des affaires financières, sur les parlements régionaux ; les États généraux ne sont plus réunis (les décisions importantes sont prises en accord avec le Conseil des affaires, le Conseil des finances et le Conseil des parties ou Tribunal suprême), et la législation progresse (droit romain dans le Midi, coutumes dans la France du Nord, mises par écrit ; les actes judiciaires et civils sont rapportés sur registres paroissiaux) ; les fonctionnaires royaux (officiers royaux) détiennent une fonction publique qui devient héréditaire, et permettent par leur création, de renflouer le Trésor Royal en plus des prêts d'argent par la bourgeoisie. Les grands féodaux évacués sollicitent des pensions du roi dont ils constituent la cour avec grands personnages et artistes, cour qui vit de château en château (de la Loire essentiellement : Amboise, Blois, Chambord, Fontainebleau, Saint Germain en Laye).

En Pologne, la noblesse accroît ses pouvoirs ainsi que ceux de la Diète (assemblée de nobles qui prétend contrôler le pouvoir royal), tandis que se détériore la condition paysanne écrasée par les redevances et les corvées par les seigneurs (cf Russie : axe afro-arctique)

En Scandinavie, terre d'origine des Vikings, un même souverain gouverne au XIV^e s (avec Islande et Groenland), mais au XVI^e s, sous les Oldenbourg, la Suède reprend son indépendance.

La France, qui s'est lancée à la conquête de ces duchés de Milan et de Naples, depuis Charles VIII Au nom de ses « droits », suivi par Louis XII (duc d'Orléans), poursuit ses conquêtes avec François I^{er} (duc d'Angoulême), mais tous se heurtent aux rois d'Aragon, maîtres de la Sicile et de la Sardaigne, aux Habsbourg leurs héritiers, aux papes (Jules II, Léon X, qui se comportent comme des princes guerriers aux ambitions politiques), aux Suisses et aux différentes bandes armées des « *condottieri* » qui se sont constitués des principautés (les Sforza à Milan au détriment des Visconti), puis à Charles Quint. Ces tentatives de conquêtes au service de vaines ambitions se soldent par une suite de réussites et d'échecs, d'ententes, de partages et de reconquêtes, de gains et de pertes qui voient la montée des armes à feu et mettent néanmoins la France en contact avec la renaissance artistique italienne.

Ainsi après la réunion du duché de Bretagne avec le royaume de France sous Charles VIII, la France de François I^{er} et de Henri II son fils (1515-1559) se confronte à Charles Quint, héritier par sa mère des couronnes de Castille et d'Aragon (Sardaigne, Sicile, Naples, empire colonial espagnol), et par son père, fils de Maximilien de Habsbourg, les domaines de la maison d'Autriche et de la maison de Bourgogne, plus de la couronne du Saint Empire. La France est encerclée par les possessions de la maison d'Autriche, avec laquelle les rivalités vont durer deux siècles. François I^{er} d'abord victorieux à Marignan (1515) est battu et fait prisonnier à Pavie (1525) (« Tout est perdu sauf l'honneur »), et Charles Quint entreprend le sac de Rome et repousse les Turcs à Vienne. François I^{er} se tourne vers les princes protestants allemands en lutte contre Charles Quint champion du catholicisme, et vers le sultan ottoman Soliman le Magnifique (1535). La guerre se poursuit sous son fils Henri II (1547, 1559) avec succès et revers. Charles Quint meurt en 1558 et laisse l'Autriche et l'Empire à son frère Ferdinand, tandis que son fils Philippe II reçoit avec l'Espagne et son Empire, les Pays Bas, et les domaines italiens. Les adversaires épuisés concluent la paix (1559), la France renonçant à toute prétention en Italie et évacue la Savoie.

³⁹ *France, Angleterre, Provinces Unies, Saint Empire romain germanique, Espagne, Italie.*

En France, ruinée par guerres de religion, le règne prospère de Henri IV (assassiné en 1610 par un fanatique de la Ligue), rétablit l'autorité royale et les finances du royaume avec Sully, puis se poursuit par celui du cardinal de Richelieu sous Louis XIII à partir de 1624 qui, après une période de complots, de désordres et de guerre contre les Habsbourg, brise à l'intérieur la puissance militaire des protestants qui apportent leur appui à l'Angleterre en guerre contre la France, s'engage dans la conquête coloniale (Antilles, Sénégal, Madagascar), crée l'Académie Française et la Gazette, s'allie les protestants en Allemagne, signe les traités de Westphalie (1648) qui mettent un terme à la guerre de Trente ans et annulent la puissance des empereurs en Allemagne, tandis que la décadence s'accélère pour l'Espagne qui doit céder deux de ses provinces à la France par le traité des Pyrénées (1659).

Dans la seconde partie du siècle, Louis XIV (dont le règne démarre en 1661 et se termine en 1715), préparé par Richelieu, est d'abord attribué à sa mère, Anne d'Autriche, régente, qui confie le pouvoir à Mazarin maître d'expédients financiers. Les grands se rebellent, remettent en cause l'autorité royale (la Fronde) et Louis XIV, le Roi Soleil, « supérieur à tous », nourrit le culte de la personne royale, prend Colbert comme contrôleur général des finances qui pratique le mercantilisme, fonde les premières entreprises coloniales et manufactures (Gobelins, St Gobain), et pratique le protectionnisme. Les finances mises à mal par les guerres et les dépenses de prestige du roi qui réaffirme l'autonomie de l'église gallicane, lutte contre les jansénistes austères qui se réclament du père de l'église St Augustin, fonde le monastère de Port Royal avec Blaise Pascal comme avocat (Provinciales), lutte contre les protestants contre lesquels existent des persécutions ouvertes (dragonnades). Louis XIV assure à la France le prestige de la culture et militaire : Académies (créées par Richelieu et Mazarin), classicisme, littérature (Corneille, Racine, Molière, La Fontaine, Boileau), peinture (Lebrun, Poussin, Ph de Champaigne, frères Lenain, De la Tour), musique (Lully), architecture (Le Vau, Château de Versailles), philosophie (Descartes, recherche de la vérité par la raison, l'intuition et la déduction ; Pascal ...). S'il assure la prééminence politique en Europe, prééminence dont il use et abuse (traité d'Aix-la-Chapelle, 1668; de Nimègue, 1678; de Ryswick, 1698), il écrase le peuple d'impôts, ruine le pays et le laisse dans le désarroi pour le siècle suivant. Après de pénibles revers, il doit se résigner à signer le traité d'Utrecht (1713) alors qu'il espérait tenir dans sa main la meilleure partie de l'héritage de Charles Quint à la fin de la guerre de la succession d'Espagne.

L'Angleterre du début du XVII^e s, moins peuplée que la France, est une grande puissance dont l'autorité royale sous les Tudor est solidement établie. L'ancienne aristocratie exterminée pendant la Guerre des Deux Roses est remplacée par une aristocratie de parvenus : la terre est concentrée chez les grands propriétaires fonciers, les *land lords* ; beaucoup de mendiants, de vagabonds réprimés et fouettés, marqués au fer rouge (loi des Pauvres sous Elizabeth I^{er} en 1547, 1572, 1576, 1601, assistance des indigents par les paroisses, législation qui est abrogée en 1834 au XIX^e). Après la mort (1603) d'Elizabeth I^{er}, despotique et fine politique, sortie victorieuse de la guerre avec l'Espagne (destruction de l'*Invincible Armada* en 1588), ayant donné au pays une place de premier plan en Europe, ses successeurs, les premiers Stuart, Jacques I^{er} (1603-1625) et Charles I^{er} (1625-1649) poursuivent la même politique d'autorité que les Tudor (Elizabeth I^{er}) et ont pour unique programme d'instaurer la monarchie absolue en Angleterre qui perd de son prestige. Mais il y a opposition croissante en politique de l'aristocratie et de la bourgeoisie qui est gagnée avec le peuple aux idées protestantes qui rejettent le catholicisme (autorité des évêques, liturgie) : ce sont les puritains qui rejettent même l'autorité des pasteurs et professent que chaque chrétien doit déterminer lui-même sa ligne de conduite. Conflits entre le roi et le parlement : les protestants opposants sont condamnés, l'archevêque de Canterbury pourchasse les puritains et renforce la liturgie catholique. Beaucoup d'émigrants partent en Amérique du Nord. Les Écossais se soulèvent et envahissent l'Angleterre avec exécutions de Stratford et de l'archevêque de Canterbury, conseiller du roi. La guerre civile oppose partisans du roi et partisans du parlement (entre les Cavaliers et les Têtes Rondes qui sont les puritains). Parmi les têtes rondes, Cromwell réorganise l'armée qui ne veut plus de roi, chasse finalement le roi qui est revendu par les Écossais aux partisans du parlement (1647). Cromwell marche sur Londres et expulse du parlement 150 députés et le Parlement condamne à mort le roi Charles I^{er} (1625-1649) comme « traître et tyran » sur un échafaud dressé face au Palais Royal, le White Hall. Première révolution anglaise plus d'un siècle avant Louis XVI après que son prédécesseur Jacques I^{er} Stuart (1603-1625) ait échappé de justesse à un attentat. Finalement la République est proclamée et la chambre des Lords supprimée : le gouvernement républicain qui suit, est dirigé par Cromwell qui rend à l'Angleterre son prestige et écrase l'Irlande catholique ; c'est le début de la question d'Irlande qui perdure jusqu'à nos jours. Cromwell programme la réunion de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande en une seule république. Puis il règne à partir de 1653 en dictateur à titre de Lord Protecteur de la République. Après sa mort, c'est la restauration, mais Charles II (rappelé en 1660 à la mort de son père Charles I^{er}) puis Jacques II son frère (Restauration des derniers Stuart) montrent les mêmes tendances absolutistes et catholiques et s'aliènent leurs sujets protestants : d'importants conflits religieux importants mènent au rétablissement de l'église anglicane, mais les conflits entre anglicans et catholiques continuent entre Tories, partisans de la prérogative royale et rebelles catholiques irlandais et les Whigs, partisans de la prépondérance du parlement : le fils de Charles II, Jacques II, un roi catholique, gouverne (1685-1689) à la tête de l'Angleterre qui exclut les catholiques de tout emploi public, alors que ses filles sont mariées à des princes protestants. Invité à venir sauver le protestantisme, Guillaume III doit accepter, pour lui et ses

successeurs, la célèbre « Déclaration des Droits » par laquelle le Parlement s'adjuge le pouvoir de contrôler l'exécution des lois et de voter les impôts (Glorieuse révolution de 1688, avènement de la dynastie de Hanovre qui pendant la guerre de 14-18 deviendra les Windsor). L'Angleterre donne ainsi au monde le premier exemple de « monarchie modérée », selon laquelle le monarque ne peut pratiquement pas prendre de mesure sans l'approbation du Parlement, premier pas fait par le peuple anglais vers le régime actuel de monarchie parlementaire.

Existe aussi en Europe du XVII^e siècle, la République des Provinces-Unies (qui correspondait à peu près aux territoires actuels des Pays-Bas et dont la Hollande était de beaucoup la région la plus importante) qui est une puissance maritime et commerciale incontestée, dans laquelle règne une atmosphère de liberté. Une fois battue l'Espagne (1609) qui mettait obstacle à leurs relations commerciales avec les Indes, les Provinces-Unies, accèdent à une immense prospérité économique et fondent en 1609, la Banque d'Amsterdam, qui devient rapidement la plus grande puissance financière du monde, alors que leur puissante marine et leurs possessions coloniales sont les mieux établies du siècle : enclaves en Asie (îles de la Sonde, Célèbes, Moluques, côtes de la presqu'île de Malacca), en Afrique (Cap de Bonne-Espérance) et en Amérique du Nord (fondation de la Nouvelle-Amsterdam, la future New York).

Au début du XVII^e siècle, le Saint Empire romain Germanique fondé au X^e siècle par Othon II, appartient à la famille des Habsbourg, la plus puissante d'Europe, qui comporte deux branches : les Habsbourg d'Espagne et les Habsbourg d'Autriche. Le royaume de France est donc encerclé par les terres des Habsbourg (au début du XVIII^e siècle, le roi de France réussira à les affaiblir en leur faisant perdre l'Espagne). Les Bourbon nourrissent l'ambition de repousser les limites du royaume de France et d'imposer leur hégémonie sur le continent, alors que les Habsbourg maintiennent leur pouvoir en Espagne, au Portugal (jusqu'en 1640), en Autriche, en Belgique et aux Pays Bas actuels. L'Angleterre, occupée à résoudre le grave conflit intérieur né de la Guerre Civile, souhaite pour sa part maintenir un équilibre, du reste fragile, entre les deux adversaires, tandis que l'Allemagne demeure morcelée en de petits Etats indépendants et rivaux.

Le Saint Empire germanique regroupe au XVII^e s de nombreux peuples : Tchèques, Hongrois, etc. qui désirent se soustraire à l'autorité jugée despotique des empereurs, celle d'abord de Ferdinand II, membre de la maison des Habsbourg d'Autriche qui écrase la rébellion des Tchèques (Bohême), en 1618. L'empereur, désireux de dominer toute l'Europe, provoque la réaction de plusieurs États : le Danemark, la Suède et la France luttent tour à tour contre lui en un long conflit, qui se conclut en 1648 par le traité de paix de Westphalie, qui réduit l'Empire à une pure fiction politique (Plusieurs régions, situées à l'Ouest, le long du Rhin, deviennent possessions françaises, tandis que d'autres, sur la côte septentrionale, reviennent à la Suède), alors que les autres États de l'Empire gagnent une certaine autonomie : l'empereur n'est donc plus que le souverain de la monarchie autrichienne et c'est la fin de l'Empire (En 1804 l'empereur prendra le titre d'Empereur d'Autriche et renoncera définitivement à la couronne impériale d'Allemagne en 1806, date à laquelle le Saint Empire cesse d'exister).

Pour l'Espagne qui se trouve à la tête d'un immense empire colonial et de plusieurs possessions en Europe (Pays-Bas -Belgique actuelle- et Italie), le XVII^e siècle est une époque de décadence. Les souverains despotiques qui gouvernent avec des méthodes d'oppression leurs possessions européennes, et participent à la guerre de Trente Ans menée contre la France, et se termine par la Paix des Pyrénées en 1659, perdent tout pouvoir.

De son côté, l'Italie du XVII^e siècle qui doit se soumettre à la domination espagnole qui s'étend sur presque toute la péninsule et dont les souverains gouvernent si mal et imposent des taxes tellement fortes que la famine, la misère, et les épidémies ravagent le pays où, malgré cette déchéance, deux États gardent leur indépendance : la République de Venise dont la puissance jette ses derniers feux jusqu'à la fin du XVII^e siècle, et le duché de Savoie dont l'ascension commence.

⁴⁰ *Guerre de Trente ans* : Les guerres de religion du XVI^e siècle se poursuivent par les rivalités religieuses entre catholiques et protestants doublées de motifs politiques, et se traduisent par la Guerre de Trente Ans (1618 et 1648) pour le contrôle du continent, qui commence en Europe Centrale et touche toute l'Europe Occidentale, duel qui se poursuit en Allemagne en réforme et contre réforme. Son origine est la tentative d'un prince de Habsbourg, Ferdinand de Styrie de supprimer le protestantisme dans son royaume de Bohême, les Tchèques qui ne reconnaissent plus l'empereur Ferdinand, étant ensuite attaqués et écrasés. Ferdinand II vainqueur partout veut rendre la couronne impériale héréditaire à la famille des Habsbourg. Cette victoire du catholicisme sur le protestantisme et ses prétentions inquiètent le Danemark et ses voisins et notamment le roi de Suède qui luthérien et convaincu de s'opposer au progrès du catholicisme dans l'Empire, attaque et vainc l'Allemagne. Après la mort du roi de Suède, les Habsbourg, Ferdinand II n'a plus d'adversaire : c'est alors que Richelieu lance la France dans la guerre contre Philippe IV, le roi d'Espagne en 1635, inquiet du péril que les Espagnols font courir à la France qui possède le Roussillon, l'Artois au Nord, à l'Est la Franche Comté et les Pays Bas au Nord. Richelieu essaie d'affaiblir les Habsbourg en Italie et les bloquer au Piémont, en Alsace pour le Rhin en Lorraine. Il pousse le Danemark et la Suède à intervenir contre l'empereur. Une fois la guerre gagnée par la France contre l'Espagne et ses possessions d'Europe du Nord, les puissances européennes signent les traités de Westphalie en 1648, règlent l'organisation politique et religieuse de l'Allemagne, accordent des accroissements de territoires à la Suède et à la France, mettent fin aux violences religieuses pour de simples motifs politiques et privent l'Église de pouvoir politique temporel, bien que la religion continue à servir de fondation à la légitimité des rois, en leur attribuant le « droit divin ». Le principe du *cujus regio, ejus religio* (« tel prince, telle religion ») établi en Westphalie, crée un précédent en établissant l'idée de *statu quo* et de la non-ingérence d'États dans la politique d'autres États. L'État moderne est né. Mais la révocation de l'Edit de Nantes en 1685, avec destruction des temples et interdiction du culte réformé a des conséquences désastreuses, avec émigrations, révolte des Camisards dans les Cévennes.

C'est de surcroît l'époque où l'Islam côtoie les marges du continent avec le puissant empire Ottoman qui domine la Turquie actuelle et les provinces de la mer Egée et entreprend le deuxième siège de Vienne en 1683 .

⁴¹ Au XVII^e siècle, si à l'intérieur règne l'instabilité, à l'extérieur, les Européens dominent par la poursuite de leurs découvertes. Ils explorent l'Océan Pacifique où ils découvrent des îles comme Tahiti ou l'Australie et découvrent également l'Arctique et l'Antarctique. Par la suite les comptoirs (établissements commerciaux ouverts par un Etat dans un pays étranger) des Provinces-Unies (sept provinces du nord des Pays-Bas gagnées au calvinisme nommées aussi Hollande) et de la France, permettent à ces pays de contrôler un vaste espace maritime. Les Européens tirent ainsi de nombreuses richesses de leurs colonies, le commerce avec l'Asie se faisant avec l'argent venu des Amériques. Les Hollandais contrôlent le commerce des épices et de la soie venues d'Asie ; les Anglais et les Français développent des plantations en Amérique pour exporter du tabac et du sucre et le cacao vers l'Europe produits par les esclaves noirs envoyés par les marchands avides dans les colonies d'Amérique. C'est ce qu'on appelle le commerce triangulaire qui enrichit la bourgeoisie et les banquiers qui se lancent dans ce grand commerce. En France, Nantes, Bordeaux bâtissent leur dynamisme sur la traite négrière.

Les Espagnols continuent la conquête du Chili, de l'Argentine, du Venezuela et du SO des Etats Unis actuels et protègent leurs positions sur les régions du Mexique et du Pérou ; es Portugais contrôlent la côte brésilienne ; Français, Anglais et Hollandais se heurtent pour acquérir les immensités du Nord (Canada) et voient bientôt dominer les Anglais qui à la mort d'Elizabeth (1603), ne possèdent encore aune colonie. Ils s'emparent ensuite des Antilles, de la Jamaïque, et s'établissent sur la côte orientale des Etats Unis actuels avec la Virginie, première colonie

en 1607 puis Maryland, les deux Carolines, et Géorgie (1732). Les puritains adversaires de l'église fondent en 1620-1640 les quatre colonies de la Nouvelle Angleterre (Massachusetts...). Les deux groupes du Nord et du Sud de la Virginie séparés par des forêts et les territoires hollandais, conquièrent cette partie en 1664 et fondent trois nouvelles colonies dont New York, et Pennsylvanie en 1681 : c'est l'origine des 13 États qui prennent le nom d'États Unis (qui se déclareront indépendants en 1776). Avec la forte natalité, l'émigration continue, (plus d'un million en 1763), les Anglais refusent de frayer avec les indigènes indiens, mais les refoulent toujours plus loin, avec guerres incessantes très cruelles. Dans chaque colonie, un gouverneur venu d'Angleterre et une Assemblée locale de riches propriétaires qui votent les impôts et lois qui peuvent être annulés par le roi qui légifère sur les 13 colonies. Dans les Sud les planteurs vivent sur de grands domaines avec esclaves noirs d'Afrique qui cultivent le tabac et le riz ; dans le Nord et le Centre, les colons, non anglicans pour la plupart, sont des paysans (porcs, maïs) qui défrichent la forêt, font grandir les villages, s'étendent vers l'Ouest et rendent prospère de grandes villes (Boston, Philadelphie, New York), avec exportation des fourrures, de bois de construction, de farine, de poisson salé, de rhum et système de l'exclusif qui participent au commerce lucratif (au XVIIIe, interdiction de la métallurgie).

De leur côté, les Français occupent la Guyane, quelques Antilles, le Canada, s'emparent de la Martinique et de la Guadeloupe, la partie occidentale de Saint Domingue, avec culture de canne à sucre, de coton, cacao et café. A la mort de Colbert (1683), 200 navires français partent chaque année de Rouen, Nantes, La Rochelle et Bordeaux pour aller aux îles. De riches planteurs font travailler des esclaves amenés du Sénégal ou du golfe de Guinée. Au Canada, sous Henri IV, on témoigne de la sympathie pour les Indiens, les trappeurs vivent comme eux, épousent des Indiennes converties, création de postes commerciaux sur les bords des Grands Lacs ; d'autres atteignent le fleuve Mississippi (Cavelier de la Salle puis Iberville, création de postes sur le golfe du Mexique, sur le Mississippi, sur les lacs), et donnent le nom de Louisiane en l'honneur de Louis XIV.

En somme, l'Europe du XVIIe siècle se développe à partir des colonies et du commerce triangulaire dont tous les Européens ne profitent pas, car, si les villes se développent où la bourgeoisie s'impose et rivalise avec la noblesse (les villes sont encore peu nombreuses mais quelques centres urbains comptent déjà plusieurs milliers d'habitants comme Paris, Londres, Venise, Amsterdam...). La masse de la population écrasée d'impôts est écartée des bénéfices et souffre toujours des famines, la majorité des Européens vivant des activités agricoles, tandis que d'anciennes activités artisanales sont plutôt prospères, stimulées par les produits d'importation. De nouvelles variétés de plantes ou de nouvelles races d'animaux sont introduites : dindons, haricot, maïs (Mexique), tomates et pommes de terre (Pérou) cultivées à Séville depuis 1573, premières pommes de terre arrivent en Angleterre en 1586 et immense succès de ce légume (comme en témoigne le fameux épisode de la maladie de la pomme de terre qualifié à tort de « grande famine » en Irlande). En France, le tubercule est introduit plus tard par Parmentier qui écrit même un ouvrage sur ce légume « *Traité sur la culture et les usages de la pomme de terre* » en 1789. Quant à la tomate, introduite au XVIe siècle en Espagne, elle est longtemps considérée comme plante ornementale avant de commencer à être cultivée en France à partir de 1780.

⁴² Dans le domaine des lettres et des sciences, Galilée produit *Le Messager Céleste* en 1610 ; en 1637, le *Discours de la méthode* de Descartes porte l'accent sur la conscience (« Je pense donc je suis ») ; en 1656 ce sont *Les Provinciales* de Pascal ; en 1687 le *Principia* de Newton ...). En Angleterre Shakespeare domine tous les autres écrivains, puis dans l'histoire nationale, exalte le patriotisme anglais, et emprunte ses thèmes à l'Antiquité et à l'Italie ; Thomas Hobbes, contemporain de Descartes, est pour une politique rationnelle justifiant l'absolutisme royal et le droit de l'individu de résister à l'État par tous les moyens s'il est menacé sans son existence ; John Locke (1632), théoricien de la révolution de 1688, prône la tolérance, déclare la religion comme affaire privée, la liberté et la propriété comme les droits naturels humains, et que les gouvernements sont les délégués du peuple, idées qui vont inspirer les philosophes français du XVIIIe.

Sur le plan artistique, deux courants dominent : le Baroque et le Classicisme. Le Baroque et ses décors (dorures et motifs très chargés) évoquent des scènes religieuses tirées de la Bible qui embellissent l'intérieur des églises et rappellent aux catholiques la gloire divine, offre à l'Église le moyen de reconquérir les âmes mais tranche fortement avec l'austérité du Protestantisme. Le Classicisme reprend lui les thèmes familiers de l'Antiquité et privilégie plutôt la simplicité des lignes architecturales ou des traits picturaux (colonnades, frontons de temples...), dont les bâtiments du château de Versailles sont l'illustration.

⁴³ Après le XVIIe siècle, qui a vu l'apogée des monarchies absolues — notamment dans la France de Louis XIV — les monarchies européennes du XVIIIe se recomposent : de nouvelles puissances apparaissent, liées à l'expansion coloniale. Après la création des grands empires portugais et espagnols au XVIIe siècle, les puissances du nord de l'Europe (Provinces-Unies, France, Royaume-Uni) multiplient à leur tour les possessions outre-mer (Bougainville, Cook ...). Au XVIIIe siècle, Français, Hollandais et Anglais sont désormais installés en Amérique du Nord, dans les Antilles, sur la côte des Guyanes, de l'Afrique, des Indes, et même de l'Indonésie, où ils se livrent tout au long du siècle à des opérations militaires, en écho des guerres européennes (où les monarchies rivales recherchent un équilibre des pouvoirs).

Les conflits franco-anglais s'intensifient : les colons se disputent le marché des fourrures, l'exploitation de la côte méridionale de la baie d'Hudson, le monopole de la pêche et les côtes de Terre Neuve et la presqu'île d'Acadie. Lutte acharnée pendant la guerre de succession d'Espagne, et l'Angleterre victorieuse au traité d'Utrecht (1713), tandis que la France doit renoncer à l'Acadie, à Terre Neuve, aux territoires de la baie d'Hudson et au commerce avec l'Amérique espagnole.

Dans le conflit franco-anglais, après la paix d'Utrecht en 1713, chacun augmente ses forces ; les Français fondent la ville de la Nouvelle Orléans, explorent l'Ouest du Mississippi jusqu'aux Rocheuses ; de leur côté, les colons anglais de plus en plus nombreux (afflux des colons écossais et allemands), atteignent la vallée de l'Ohio ; les Français qui tiennent à cette place, voie du St Laurent à la Louisiane, construisent des forts sur les rives de l'Ohio, et préparent la guerre qui commence en 1754. Washington attaque le poste français, les colons appellent l'Angleterre au secours qui envoie tous les secours possibles, et triomphent. (Lute dure 7 ans (1754, 1760), alors que la France occupée par la guerre contre l'Allemagne de Frédéric II, envoie quelques deux cents hommes, alors que l'Angleterre envoie plus de 30 mille hommes. Les Français prennent l'offensive (marquis de Montcalm), mais les Anglais prennent la ville de Québec, Montréal, et tout le Canada, ainsi que les Antilles françaises : au traité de Paris, 1763, la France abandonne à l'Angleterre le Canada, la vallée de l'Ohio, une partie de la Louisiane, sauf la Nouvelle Orléans, alors que l'Espagne cède la Floride aux Anglais, et Louis XV lui donne la ville de la Nouvelle Orléans et Louisiane à l'ouest du Mississippi. Au Québec, la langue, la loi devant les tribunaux est conservée.

En 1763 les Espagnols reçoivent de la France les immenses territoires situés entre le Mississippi et les Montagnes Rocheuses, ils colonisent la Californie, fondent San Francisco (missionnaires franciscains 1776) ; De ses possessions primitives, l'Espagne ne perd rien sinon la Jamaïque (Anglais) et St Domingue (Français). L'organisation des colonies espagnoles est très stricte (id sous Charles Quint et Philippe II), hauts fonctionnaires nommés depuis Madrid, intendants qui les contrôlent et protègent les Indiens que les missionnaires convertissent ; les universités se multiplient, l'exploitation des mines reprend, avec afflux de métaux précieux en Europe, augmentation de l'activité commerciale entre Amérique et métropole ; mais les créoles mécontents de la mainmise de la métropole qui se réserve les hautes fonctions administratives, religieuses et militaires, avec taxes, censures, régime de l'exclusif, interdiction culture olivier et vigne, ce qui prépare les

révoltes du début du XIX^e qui aboutiront à l'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique. Les Portugais au Brésil gèrent d'une manière plus libérale avec début de l'exploitation des mines d'or et diamant.

C'est ainsi que les possessions coloniales françaises tombent aux mains des Britanniques (traités d'Utrecht en 1713 à la fin du règne de Louis XIV (cf Note n° 38 § Amérique), puis de Paris en 1763 sous Louis XV: la France perd le Canada, la Louisiane et l'essentiel de ses territoires aux Antilles et aux Indes marquant la fin du premier empire colonial français) tandis que l'Angleterre qui traverse au cours de ce siècle une phase de consolidation de sa puissance sur mer, est désormais en possession d'un très vaste domaine colonial malgré l'indépendance des Etats-Unis (puisque les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale deviennent le théâtre de la révolution qui débouche sur l'indépendance des Etats-Unis) et reçoit Gibraltar et Minorque aux traités d'Utrecht, avec maîtrise de la Méditerranée, Terre Neuve et l'Acadie (nouvelle Ecosse aujourd'hui) qui contrôle l'accès au Canada, et reçoit de l'Espagne l'*asiento* (monopole de la traite des noirs à destination de l'Amérique espagnole). Londres supplante Amsterdam, la banque d'Angleterre prend de l'ampleur (hommes d'argent), avec développement artisanal, des manufactures (laine, papier, cuir, brasserie) et de l'agriculture avec grandes propriétés des *land lords*, qui fait disparaître les petites exploitations.

Sur le vieux continent, le déclin des royaumes ibériques (Espagne et Portugal) depuis le milieu du XVII^e siècle, se fait au profit de la France et du Royaume-Uni, mais aussi de l'Autriche, principale possession des Habsbourg (qui règnent également sur la Hongrie et une partie de l'Italie et des Pays-Bas aujourd'hui la Belgique) menacée malgré tout jusque dans Vienne par l'armée ottomane, tandis que l'Italie et l'Allemagne sont divisées en de multiples petites principautés dont l'unité reste à faire — même si à l'est de l'Europe la Prusse des Hohenzollern de Frédéric II devient une des grandes puissances de l'Europe (elle s'affirme en Allemagne du nord à qui elle enlève la Silésie en 1740 et, bat, dans la Guerre de Sept Ans ses armées alliées à celles de la France et de la Russie), comme s'affirme la Russie de Pierre le Grand puis de Catherine II (1762-1796), Prusse et Russie prétendant au despotisme éclairé. Si en effet la monarchie fondée sur le droit divin et la transmission héréditaire du trône au sein d'une même famille reste la seule forme de pouvoir en Europe (à l'exception des Provinces Unies et de la République de Venise), apparaît au XVIII^e siècle une variante de l'absolutisme : le despotisme éclairé dû à la prétention de certains souverains de vouloir s'inspirer des philosophes des Lumières. C'est le cas de Frédéric II de Prusse (règne, 1740-1786), au nord du Saint-Empire qui reçoit Voltaire à sa cour, ce dernier constatant que ce despote éclairé exerce un pouvoir tout aussi autoritaire que celui des monarques absolus.

Dans les guerres de conquête de la Russie qui mènent au partage de la Pologne, l'Autriche acquiert toute la Russie rouge et la Petite-Pologne, la Prusse acquiert la Grande-Pologne, la Prusse polonaise et la Mazovie avec Varsovie. En Italie, le royaume de Naples est déjà passé de l'Autriche à la Sardaigne et ensuite à une branche des Bourbon d'Espagne (1733); la Toscane, au contraire, a été donnée à la maison de Lorraine-Autriche (1735); les ducs de Savoie sont devenus des rois depuis 1713. La France, victorieuse dans la guerre que termine le traité d'Aix-la-Chapelle (1748), souvent malheureuse sur terre et plus malheureuse encore sur mer et aux colonies par la guerre de Sept ans (1756-1763), acquiert cependant, sous le règne de Louis XV, la Lorraine (traité de 1738; prise de possession, 1766) et la Corse (1768).

⁴⁴ Dans le domaine économique de l'Europe du XVIII^e siècle, les manufactures et l'artisanat de luxe se développent : les monarchies achètent porcelaines, miroirs, tapisseries, orfèvreries dans les différents pays d'Europe tels la France ou l'Italie et exportent par augmentation des différentes productions, et ce à l'échelle mondiale, le grand commerce atlantique en expansion depuis sa mise en place au XVII^e s, voyant le développement du commerce triangulaire (esclavage) très rentable mais peu moral répondant aux besoins de l'Europe et de main d'œuvre des colons américains qui commencent à exploiter, défricher ce pays neuf.

La révolution agricole commencée au XVII^e en France et en Angleterre se poursuit et entraîne une croissance démographique sensible dans toute l'Europe. En 70 ans, la population s'accroît de 65% entre 1730 et 1800. L'augmentation sans précédent des rendements agricoles grâce aux progrès de l'agronomie permet à la population de mieux se nourrir et de mieux résister face aux fléaux et aux épidémies qui restent tout de même présents, d'autant plus que la régulation des prix intervient pour réduire le paysan à de nombreuses difficultés (augmentation de la population = augmentation de la demande alimentaire = augmentation des prix). Cela dit, la disparition de la peste, l'amélioration du climat après le milieu du siècle rend moins fréquentes les mauvaises récoltes ; l'intervention plus efficace de l'administration en cas d'épidémie ou de disettes alliée à la généralisation des casernes à soldats qui véhiculaient beaucoup de maladies participe à cette croissance démographique.

⁴⁵ Dans les domaines intellectuels, le XVIII^e est le siècle de Leibniz, Newton, Swift, Defoe, Montesquieu (la *Grandeur et la Décadence des Romains* ; 1734 ; l'*Esprit des lois*), Buffon (*Histoire naturelle*), J.J. Rousseau (*le Contrat social*, symbole de foi en la démocratie révolutionnaire à réformer à la fois l'humain et l'État ; la *Nouvelle Héloïse* qui s'adresse au cœurs faibles et ardents; l'*Émile*, code hardi et impraticable d'éducation privée et de croyances déistes, qui lui vaut les persécutions) ; Voltaire (*Brutus, César, Mahomet* ; l'*Histoire de Charles XII*; les *Lettres philosophiques*; l'esquisse du *Siècle de Louis XIV*, l'*Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*) ; Diderot et d'Alambert (*l'Encyclopédie*) ; l'Écossais David Hume (historien et philosophe, affiche un nouveau scepticisme) ; Lessing crée la nouvelle littérature de l'Allemagne; par la critique et l'analyse, il pose les lois de l'art et de la poésie).

Dans le domaine des sciences exactes, les observations du XVIII^e se portent sur notre globe, sur la matière qui le compose, l'atmosphère qui l'entoure, les fluides mystérieux qui l'agitent, les êtres variés qui l'animent. A la fondation de l'astronomie du XVII^e succède celle de la physique, de la chimie, de l'histoire naturelle ; à Galilée, Kepler, Huygens, Newton, Leibniz succèdent Franklin, Priestley, Lavoisier, Berthollet, Laplace, Volta, Linné, Buffon et Cuvier.

Le mathématicien Euler expose avec clarté d'importants résultats en mécanique, astronomie, optique, acoustique ; Condorcet compose ses premiers ouvrages de mathématiques ; Franklin publie sa théorie de l'électricité, et apprend à éviter les effets terribles de la foudre ; Linné en Suède et Bernard de Jussieu en France forment une nouvelle classification botanique, et bientôt Lavoisier renouvelle la science de la chimie, Jenner découvre en Angleterre la vaccine.

⁴⁶ On considère que la Révolution commence le 5 mai 1789 par la réunion des Etats Généraux, et se termine le 9 novembre 1799 (18 brumaire an VIII) par le coup d'Etat de Napoléon Bonaparte, dix années de violentes luttes politiques et sociales nécessaires à la reconstruction d'une France nouvelle et à la stabilisation politique qui changent le monde et que l'on divise en quatre périodes : Constituante (1789-1791), Législative (1791-1792), Convention (1792-1795), Directoire (1795-1799) précédant le Consulat et l'Empire.

Pour faire face au discrédit de la monarchie après Louis XV, à la crise économique (mauvaises récoltes, concurrence commerciale avec l'Angleterre), à la crise financière, aux dépenses de la cour (Marie Antoinette, après le refus de toute réforme par les privilégiés et de contribuer à la hauteur de leurs moyens aux dépenses publiques,), après l'échec de quatre ministres des finances (Turgot, Necker, Calonne et Brienne) et la rébellion de toute la noblesse de robe qui plonge la France dans l'anarchie, le roi capitule, acculé à la banqueroute et incapable de rétablir l'ordre, convoque les Etats Généraux pour le 1^{er} mai 1789 avec représentants de chaque ordre (noblesse, clergé et tiers état) se rencontrent avec débat sur le nombre de députés accordés au tiers état majoritaire en nombre, et dépôt préalable des cahiers de

doléances où l'on critique le fait que seuls les membres du tiers état (bourgeois) privés d'accès aux emplois « nobles » paient des impôts, avec demande que les membres des deux autres ordres en paient également, et d'une constitution garantissant les libertés (individuelle, de presse ...) tout en limitant le pouvoir arbitraire du roi le plaçant sous le contrôle de la représentation nationale, la distinction des ordres étant « de nature », à l'inverse de l'Angleterre. Tout au long des États généraux, des émeutes et des manifestations éclatent un peu partout en France, la noblesse comme les bourgeois (tiers état) s'affrontant et espérant chacun réduire le pouvoir du roi à son profit. Le tiers état revendique une société plus juste, mais se voyant refuser ses demandes par la noblesse et le clergé qui refusent de perdre leurs privilèges, le roi, ne voulant pas de son côté renoncer à son autorité de droit divin, décide de tenir une réunion en dehors des États généraux, réunion qui a lieu le 17 juin 1789. Ils y concluent une entente : ils resteront ensemble tant qu'ils n'auront pas doté la France d'une nouvelle constitution qui supprimera les privilèges de la noblesse et du clergé (Serment du Jeu de Paume). C'est l'Assemblée Constituante qui ne veut d'abord que détruire les abus et donner une constitution à la France, portée par les valeurs humanistes des philosophes des Lumières. Les émeutes qui ont lieu depuis le début des États généraux et la décision du roi de les dissoudre aboutissent le 14 juillet 1789 à la prise de la prison de la Bastille, symbole du pouvoir absolu du roi qui peut enfermer qui il veut, sans procès (lettre de cachet). Le 4 août 1789 l'Assemblée abolit les privilèges et les droits féodaux et le 26 août de la même année, établit la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, un texte officiel protégeant les libertés de tous et de chacun. En octobre 1789, le peuple marche sur Versailles et oblige la famille royale à le suivre à Paris où elle l'installe aux Tuileries, prisonnière du peuple. En 1791 est votée la Constitution (Constituante) qui établit une monarchie constitutionnelle, et vote lois, budget et impôts, départements, Constitution Civile du clergé et mise en vente des *biens nationaux*, suivie par le clivage entre les « patriotes » modérés (Mirabeau, La Fayette) qui veulent se rapprocher du roi, et radicaux (Robespierre, Marat) confirmés dans leur position par la fuite du roi déguisé qui tente de gagner la frontière. L'Assemblée Législative (1791-1792) prévue par la Constitution (décision de déclaration de guerre à l'Autriche avec accord du roi qui souhaite la défaite et le retour vers lui du peuple pour qu'il intercède auprès de l'empereur son beau-frère, guerre que Robespierre conteste), avec prise d'assaut des Tuileries par le peuple, et roi suspendu de ses fonctions, prise d'assaut des prisons parisiennes, milliers d'exécutions, tandis que les Prussiens sont vaincus à Valmy. Une nouvelle Assemblée constituante est convoquée : la Convention (1792-1795) qui réunit tous les pouvoirs (avec Girondins conservateurs, Montagnards avec le peuple et Plaine), finit par être opprimée par son propre gouvernement tyrannique qui provoque la chute de la monarchie, adopte le calendrier républicain, établit la République, juge le roi et le condamne à mort en janvier 1793, ce qui conduit à une coalition générale des puissances monarchiques, à la mobilisation générale (insurrection en Vendée), à la domination par les Montagnards, et à seize mois de dictature et de terreur (mars 1793-juillet 1794) : en 1793, certains révolutionnaires, dont Maximilien de Robespierre et Saint Just, créent le Comité du salut public : les révolutionnaires n'hésitent pas à utiliser la violence pour condamner les personnes qui s'opposent ou qui sont soupçonnées de s'opposer à la République. C'est le début d'une période appelée la Grande Terreur. Les membres du Comité du salut public, ainsi que d'autres révolutionnaires, sont exécutés à leur tour (Girondins, dantonistes à droite, hébertistes à gauche) avec soutien des « sans culottes » plébiens. Une fois les ennemis repoussés à l'extérieur, la Convention bascule et Robespierre et ses amis sont envoyés à la guillotine, et les Girondins sont réhabilités. A l'extérieur les monarchies européennes déclarent que la cause de Louis XVI est commune à tous les souverains : l'Europe tout entière, secourue par les événements qui se produisent en France, réagit contre la République, ce qui donne lieu, entre 1792 et 1802, aux Guerres de la Révolution* où les révolutionnaires obtiennent nombre de victoires (voir plus loin), la Révolution gagnant la sympathie d'une partie des pays occupés, surtout francophones. La République commence à respirer sous le Directoire (1795-1799, pouvoir confié à un collège de 5 directeurs); mais la faiblesse de ce gouvernement la met à deux doigts de sa perte. La France se retrouve donc dans un état d'instabilité politique et financière : Napoléon Bonaparte et son armée prennent le pouvoir en 1799. Cet événement marque la fin de la République : la monarchie revient, très vite transformée en dictature : Napoléon, d'abord consul (1799), est proclamé empereur en 1804.

⁴⁷ *Première révolution anglaise* au XVII^e s où Charles I^{er} est condamné à mort par le Parlement comme « traître et tyran » en 1649, et Glorieuse révolution de 1688 où le Parlement s'adjuge le pouvoir de contrôler l'exécution des lois et de voter les impôts, premier exemple de « monarchie modérée » menant vers le régime actuel de monarchie parlementaire ; indépendance des Etats-Unis d'Amérique en 1776, première grande république démocratique moderne et événement précurseur de la Révolution

⁴⁸ *Guerres de la Révolution* : la Révolution française est associée non seulement à la guerre civile mais à des guerres de conquête. En s'immisçant dans les questions religieuses avec la Constitution civile du clergé en octobre 1790, et en déclarant la République en 1792, les Brissotins (Girondins) pensent que la guerre démasquera le roi et affaiblira les querelles sociales. De plus, ils souhaitent une guerre destinée à libérer les peuples d'Europe de leurs tyrans. Le 20 avril 1792, la France de la Convention déclare la guerre à l'Autriche qui reçoit l'appui de la Prusse. L'armée française, renforcée par des volontaires, bat les Austro-prussiens à Valmy le 20 septembre. Repoussant l'envahisseur, elle conquiert la Belgique et les États de la rive gauche du Rhin en Allemagne, également la Savoie. Ces pays sont rapidement annexés à la France. Face à ces conquêtes, toutes les monarchies européennes, en particulier le Royaume-Uni, s'unissent contre la République française ce qui donne lieu, entre 1792 et 1802 aux Guerres de la Révolution. La Prusse, l'Autriche, l'Angleterre forment une coalition, dans laquelle entrent, outre les souverains allemands, ceux, de l'Italie et de l'Espagne. La guerre éclate à la fois sur les frontières du Nord de la France, du Rhin, des Alpes et des Pyrénées, Une nouvelle coalition se forme en 1798, entre l'Angleterre, la Russie, l'Autriche, le Portugal et l'Empire Ottoman. La France repousse ses adversaires et la paix est signée aux traités de Lunéville en 1801, puis d'Amiens en 1802. Ces différentes guerres épuisent les puissances continentales sauf l'Angleterre qui en profite pour achever de ruiner les colonies françaises et étendre sa domination sur les possessions européennes en Amérique, en Asie et en Afrique.

⁴⁹ En Allemagne (Herder, puis Fichte, Jahn, Arndt), l'idée de nation est fondée sur la langue et les traditions populaires ; en Angleterre, la notion britannique de la *self-determination* est utilisée par les colons américains en 1776 pour réclamer leur indépendance ; en France, la nation est déterminée par la volonté collective des habitants selon les principes de la Révolution française. Ainsi l'Alsace, de dialecte germanique, est allemande pour le principe allemand -ou romantique-, elle est française selon le principe français, par la volonté des habitants d'être français. Dans les Balkans les chrétiens se révoltent contre le régime ottoman, les Serbes arrachent une autonomie partielle en 1817 (ils ne seront indépendants qu'en 1878 après quatre siècles d'oppression ottomane), la Grèce, grâce à l'aide des romantiques d'Europe occidentale, s'affranchit définitivement en 1829 ; à l'Ouest, la Belgique catholique se détache des Pays-Bas protestants en 1830 et établit une monarchie parlementaire. Cependant, en Europe centrale les mouvements nationaux avortent et l'absolutisme domine : en Allemagne, les étudiants de la Burschenschaft ne réussissent pas leur mouvement national et libéral, mais obtiennent néanmoins des constitutions de la part de leurs princes ; en Pologne, si en 1830, les nationalistes renversent le pouvoir vassal de la Russie et chassent les troupes russes, le tsar reprend Varsovie en 1831 et mate durement l'insurrection (100 000 personnes s'exilent dont le pianiste Chopin).

⁵⁰ Après la conquête de l'Italie et l'expédition d'Égypte par le général Bonaparte qui poursuit les conquêtes révolutionnaires par ambition de conquérant, après le coup d'Etat du 18 Brumaire, le Consulat et son œuvre législative et constitutionnelle (le Code Civil, Concordat avec le pape...1799-1804), son sacre comme Empereur en 1804, l'organisation de l'enseignement public, la guerre avec l'Angleterre et les

différents pays d'Europe qu'il domine puis qui l'écrasent, Napoléon abdique, rétablit l'empire pour 100 jours à son retour de l'île d'Elbe, puis est déporté à l'île de St Hélène après sa défaite à Waterloo (1815).

⁵¹ Louis XVIII est rétabli sur le trône par les puissances étrangères. Il octroie une Charte et la France connaît un régime représentatif où le roi, chef de l'exécutif, partage le pouvoir législatif avec deux assemblées : la Chambre des pairs, nommée par le roi, et la Chambre des députés, élue au suffrage censitaire. Les députés discutent et votent les lois dont le roi a l'initiative. Ils peuvent critiquer la politique du gouvernement. Cependant le régime n'est pas parlementaire et les droits politiques ne concernent que 100 000 électeurs. Alors qu'à droite, les ultras rêvent d'un retour de l'Ancien Régime, les oppositions libérales se renforcent ce qui mène à la Révolution de 1830 (Trois Glorieuses), à la fin de la Restauration, puis à la Monarchie de Juillet et à la révolution de 1848 (voir notes 5, 5bis, 6).

Au Congrès de Vienne entre 1814 et 1815 se réunissent les princes des puissances vainqueurs de Napoléon. Le tsar Alexandre Ier, le chancelier autrichien Metternich, l'Anglais Castlereagh et le Prussien Hardenberg ainsi que le Français Talleyrand veulent refaire l'Europe après tant de troubles. Ils établissent deux principes : la légitimité dynastique (le droit fondé sur l'hérédité de la couronne) et l'équilibre entre les grandes puissances. L'Angleterre et l'Autriche sont les gagnantes tandis que les petits peuples sont totalement ignorés. Les quatre puissances ennemies de Napoléon (Russie, Autriche, Angleterre, Prusse) signent la Quadruple Alliance -ou Sainte Alliance-, un pacte contre les bouleversements révolutionnaires et leur développement.

Il s'ensuit des modifications géographiques : la France revient à ses frontières de 1792 mais elle garde le Comtat Venaissin et quelques villes dans l'Est. Des Etats tampons sont créés (Piémont, Confédération helvétique, Prusse rhénane) chargés de la surveiller. Les Anglais restituent une partie des colonies occupées : Guadeloupe, Martinique, Guyane, île de la Réunion, cinq comptoirs de l'Inde, comptoirs de St Louis et de Gorée au Sénégal. La France doit verser une indemnité énorme et subir une armée d'occupation pendant 5 ans ; la Russie acquiert les deux tiers de la Pologne et la Finlande ; l'Autriche qui préside désormais la Confédération germanique (union de 39 Etats allemands qui remplacent le Saint Empire romain-germanique détruit par Napoléon en 1806) reprend le Tyrol, annexe les provinces illyriennes et s'empare de l'Italie du Nord ; la Prusse absorbe le reste de la Pologne et la plus grande partie des régions rhénanes. Elle devient l'Etat le plus important de la Confédération germanique ; l'Angleterre ne s'étend pas mais sort du conflit maîtresse incontestée des mers, assurant son hégémonie maritime et un commerce florissant en s'emparant de bases réparties tout autour du monde. En Espagne, Ferdinand VII est rétabli sur son trône mais ne peut rétablir son autorité dans ses colonies d'Amérique... (cf colonies 6*)

⁵² *Romantisme* : En opposition au classicisme, le romantisme est un vaste mouvement artistique qui s'impose face au conservatisme moral et social, au monde des affaires et à l'arrogance des dirigeants devenus nouveaux riches. C'est alors qu'apparaît « le mal du siècle », et la « vague des passions » (Chateaubriand) qui est fait d'une impuissance à imposer des valeurs authentiques, dans une société dominée par l'argent.

Alors que le mouvement est déjà bien installé en Europe, notamment en Allemagne, il apparaît en France après l'héroïsme de Napoléon, pendant la Restauration et dure toute la première moitié du XIX^{ème} siècle, entre 1800 et 1850. Chateaubriand, *René*, 1802 ; Lamartine, *Méditations Poétiques*, « Le lac », 1820 ; Musset, *Confessions d'un enfant du siècle*, 1836 ; Victor Hugo, (préface de *Cromwell* 1827 ; *Hernani* », 1830) soutenu par Gérard de Nerval, et Théophile Gautier tandis que ses adversaires plagient les pièces de Corneille et Racine.

Ici encore l'individu est mis en avant mais exalté cette fois dans le domaine des sentiments, de la sensibilité et de la recherche de la liberté : affirmation de la primauté de l'émotion sur l'intellectualité et de la profonde poésie de la vie, attrait pour l'exotisme, goût pour le social (intérêt pour le peuple que les auteurs mythifient) et le religieux (goût pour le mysticisme, pour le sacré qui offrent un refuge contre la médiocrité sociale).

⁵³ *Restauration ; les trois glorieuses* : Alors que ultra-droite soutenue par Charles X, roi depuis 1824, rêve d'un retour à l'Ancien régime, et supprime les libertés face aux libéraux qui remportent les élections de juin 1830, les Parisiens républicains en révolte durant Trois Glorieuses (27, 28 et 29 juillet 1830) mettent fin à la Restauration. C'est pourtant la bourgeoisie libérale avec Thiers et La Fayette qui remportent la mise en plaçant sur le trône le duc d'Orléans, Louis-Philippe I^{er} : c'est la Monarchie de Juillet. La Charte est révisée et le régime adopte une base électorale plus large. Le Parlement partage avec le Roi l'initiative des lois. Cependant, à partir de 1840 avec Guizot, le régime devient de plus en plus conservateur. La petite bourgeoisie réclame en vain le suffrage universel. Avec la crise économique qui interrompt la prospérité dès 1846, le régime perd ses derniers appuis bourgeois. L'opposition républicaine s'amplifie et réclame des réformes, ce qui mène à la révolution de 1848.

La révolution de 1848 : La crise économique de la fin des années 1840 et l'immobilisme du gouvernement de Louis-Philippe, malgré de grandes réussites comme l'instruction publique élémentaire (Loi Guizot, 1833) ou la réalisation de grands travaux, réveillent l'opposition inspirée par les grandes utopies et les courants précurseurs du socialisme et ouvrent la voie à la Révolution du 22 février 1848 qui oblige le roi à abdiquer sous la pression populaire, et pousse les députés à instaurer un gouvernement provisoire de 11 membres dont Lamartine, Arago et Blanc : la République est proclamée, les libertés accordées, le suffrage universel rétabli, l'esclavage aboli. Le droit du travail est reconnu et la journée limitée ; des ateliers nationaux sont ouverts pour donner du travail aux chômeurs. La Révolution se propage dans toute l'Europe en un Printemps des Peuples. L'Autriche, pilier de l'ordre tremble. Metternich s'enfuit devant le soulèvement tandis que l'empereur Ferdinand sauve son trône en octroyant une constitution. Les Tchèques et les Hongrois exigent des statuts particuliers. L'Empire des Habsbourg se fissure. En Prusse, les libéraux se rendent maîtres de Berlin et obligent Frédéric-Guillaume IV à accorder une Constitution. Un parlement élu au suffrage universel est réuni à Francfort. En Italie, une vague d'espoir embrase la péninsule. Tous les souverains sont contraints d'accorder des régimes constitutionnels. Les Autrichiens sont expulsés de Milan et de Venise et tous les regards se tournent vers le Piémont-Sardaigne qui accepte finalement de prendre la tête du Risorgimento. Bien que ces mouvements ne triomphent que bien plus tard, l'Europe de 1815 s'effondre.

En France, les bons sentiments de cette république démocratique et sociale sont pourtant à nouveau mis en échec par la bourgeoisie libérale. La dissolution des ateliers nationaux, jugés trop coûteux, entraîne des affrontements. Le 24 juin 1848, l'Assemblée nationale donne au Général Cavaignac les pleins pouvoirs pour réprimer le soulèvement. Ainsi le soulèvement est réprimé quatre mois après par la bourgeoisie libérale qui élit un président de la République : Louis Napoléon Bonaparte, neveu de l'empereur, les Bonapartistes se reconnaissent en lui. La contestation ouvrière est ainsi anéantie pour longtemps par cette répression sanglante ; l'espoir aussi et George Sand s'écrie : « Je ne crois pas à une République qui fait tirer sur ses prolétaires ». Finalement, tous les mouvements révolutionnaires du « Printemps des Peuples » de 1848 ayant imposé des constitutions libérales aux souverains sont écrasées par ces derniers. En Allemagne et en Italie, la revendication libérale et nationaliste va se faire hors du mouvement révolutionnaire.

54 L'Angleterre qui a participé aux coalitions contre la France napoléonienne et domine depuis le XVIII^e par sa prépondérance commerciale, maritime et financière, se renforce au XIX^e s par prépondérance industrielle, et connaît l'émigration vers les États Unis et les colonies (Canada, Australie -1788-, Nouvelle Zélande -1840- et Afrique du Sud -fin XIX^e siècle).

Devenue championne du libre-échange et la première puissance mondiale, la Grande Bretagne sacrifie par ailleurs son agriculture et devient tributaire de ses importations. Vivant depuis la fin du XVII^e sous un régime parlementaire nullement démocratique dominé par l'aristocratie terrienne qui contrôle la chambre des Lords et des Communes, le Régime parlementaire se renforce sous la reine Victoria. L'Angleterre connaît après 1830 une réforme électorale qui fait entrer la bourgeoisie industrielle, commerciale et financière au Parlement où se confrontent désormais les conservateurs -Tories- et les libéraux -Whigs – qui sous le règne de la reine Victoria (1837-1901) verront respectivement leurs champions, Disraëli prôner une politique impérialiste et Gladstone hostile à l'expansion coloniale, plaider pour une autonomie de l'Irlande.

Après quelques réformes (*Loi d'émancipation des catholiques* en 1829, *Charte du peuple* pour ouvriers exclus de la vie politique, *Acte d'Union* de l'Irlande à l'Angleterre avec suppression de son Parlement en 1800), le Régime parlementaire se renforce sous la reine Victoria avec introduction du scrutin secret, élargissement du corps électoral, et alternance des libéraux puis des conservateurs au pouvoir.

En Allemagne (Prusse), le chancelier Bismarck sous Guillaume I^{er}, établit l'unité « par le fer et le feu », en s'alliant à l'Autriche puis en la rejetant et annexant ses alliés allemands (royaumes de Hanovre, duché de Nassau, Hesse-Cassel, Francfort-sur-le Main, duchés de Schleswig et Holstein), annexion de l'Alsace-Lorraine enlevée à la France, et déclaration de son Empire à Versailles en 1871.

De son côté l'Autriche accorde à la Hongrie sa reconnaissance en tant qu'Etat et le souverain devient roi d'Autriche-Hongrie.

L'Italie achève son unité en 1870 avec occupation de Rome après retrait des troupes françaises, puis reconnaissance de l'Etat du Vatican en 1929.

Concernant les Pays scandinaves, la Suède qui a cédé la Finlande à la Russie en 1808, enlève la Norvège au Danemark en 1814. Charles XIII laisse le pouvoir à Charles XIV, un Bernadotte qui ouvre la dynastie toujours au pouvoir.

Le Danemark est annexé par la Prusse en 1866. La Norvège prend son indépendance en 1905 avec comme roi Haakon VII

La Suisse : la confédération helvétique, union des trois cantons initiaux, indépendante depuis 1318, reconnue par les Habsbourg établit sa constitution en 1848 toujours en vigueur : 20 cantons autonomes et quatre langues officielles (allemand en suisse alémanique, français en suisse romande, italien dans le Tessin, Romanche dans les Grisons).

Les montagnards suisses s'engagent souvent comme mercenaires au XV^e et XVI^e s (luttent contre Charles le Téméraire en 1476 qui met fin à l'Etat bourguignon. Battus à Marignan, ils concluent avec la France une paix perpétuelle à l'origine de la neutralité suisse. Au XVIII^e siècle, trois cantons d'origine démocratique, les autres de constitutions oligarchiques. Après l'Empire, la Suisse retrouve son statut en 1815 et annexe Genève ancienne république indépendante ; après 1830, institution du suffrage universel dans quelques cantons ; en 1845, sept cantons catholiques et conservateurs forment une alliance secrète (*sonderbund*) avec conflit avec les cantons libéraux qui gagnent en 1847.

55 Le premier Empire colonial allemand se constitue en Afrique avec le second Empire colonial français, et l'Empire britannique qui sort du conflit maître incontesté des mers, s'empare des bases réparties tout autour du monde alors que les vieux Empires espagnol et portugais s'effondrent (principalement en Amérique ; l'empire portugais reste intact dans le reste du monde), de sorte qu'à la fin du XIX^e siècle (1870-1900) les grandes puissances se partagent le monde (France, Allemagne, Pays Bas, Portugal, Belgique, Italie, Russie, USA, Japon), la conquête coloniale ne faisant que transposer au-delà des mers les rivalités européennes au lieu d'unir les Européens dans un effort commun, y compris pour former une coalition contre l'expansion des Turcs ottomans.

Pour la France, après l'ajout durant la Monarchie de Juillet de quelques comptoirs sur la côte de Guinée, des îles Mayotte et de Nossi Be près de Madagascar, d'un protectorat sur Tahiti et les îles Marquises en Océanie, c'est l'Algérie en 1830, héritage de Charles X, qui devient sous Napoléon III le champ d'action des militaires, d'immigrants ou d'aventuriers alors qu'Abd-el-Kader constitue un Etat dans l'arrière-pays et est finalement vaincu. Les colons qui désirent s'approprier le pouvoir tandis que les militaires cherchent à soustraire leurs administrés à l'avidité des colons qui finissent par triompher à la chute de Napoléon III. Au Moyen Orient, intervention en 1860 en Syrie pour la protection des chrétiens du Liban, et en Egypte avec la construction du canal de Suez (1859-1869). En Extrême Orient, association avec les Anglais pour conquérir le marché chinois, occupation du delta du Mékong (1858), acquisition de la Cochinchine (Sud Viet-Nam), et protectorat sur le Cambodge. En Océanie, acquisition de la Nouvelle Calédonie (en fait un bagne). Avec l'expédition du Mexique, la France exploite pendant qq temps les mines d'argent. En Amérique, Haïti, la plus prospère des colonies françaises en 1789, gagne son indépendance en 1804 après trois révolutions, des colons, des « gens de couleur » libres puis des esclaves noirs à partir de 1791 sous la direction de Toussaint-Louverture avec qui les représentants de la Convention font alliance et abolissent l'esclavage (1794). En 1802, Bonaparte veut y rétablir l'esclavage et fait prisonnier Toussaint-Louverture, tandis qu'Haïti gagne son indépendance.

L'Angleterre ajoute elle en 1815 l'île Maurice prise à la France et l'Afrique du Sud et Ceylan prises aux Hollandais à ses autres colonies que sont les Indes, le Canada qui accède à une structure fédérale et régime parlementaire, quelques îles des Antilles dont la Jamaïque, comptoirs sur la côte d'Afrique, colonies où l'esclavage est aboli dès 1833 (en 1807 dans la constitution). L'Inde administrée par la Compagnie des Indes depuis le XVIII^e s, et dont la route est assurée par la possession des îles de l'Atlantique (Sainte Hélène, Ascension), du Cap, de l'île Maurice, et de la côte Birmane, est le pôle d'entrée en Extrême Orient (Singapour, Malacca, Hong Kong après guerre de l'opium en Chine). Mais la seconde partie du XIX^e elle s'oriente vers l'impérialisme et le protectionnisme à cause de la concurrence des autres pays d'Europe (France dans le partage de l'Afrique, Allemagne et sa puissance industrielle), et les Indes deviennent colonie de la couronne dirigée par un gouverneur et non plus par la Compagnie des Indes (cf. Inde), tandis que l'Egypte est prise en mains après l'ouverture du canal de Suez. En Afrique, c'est principalement en Afrique Australe que se fait le déploiement de l'impérialisme britannique, avec guerre sans merci avec les Républiques *boers* (cf. Afrique) et annexion. Les colonies anglaises deviennent des *dominions* du Commonwealth, États indépendants avec régime parlementaire et le roi comme souverain.

Concernant les colonies espagnoles et portugaises, elles gagnent progressivement leur indépendance par les colons qui se révoltent. Le Brésil portugais gagne son indépendance en 1822. Pour l'Espagne, nombre d'émancipations se déroulent de 1809 à 1824 (Mexique en 1821 ; en Amérique du Sud, sous l'influence de Bolivar, l'Espagne ne conserve que Cuba et Porto Rico. Mais les Indiens demeurent soumis au servage et exclus de la vie sociale, au contraire d'Haïti française.

56 En Grande Bretagne se développent la mécanisation de l'industrie textile (métiers à tisser), la machine à vapeur, la production de fonte d'acier à partir de la houille, tandis que le puddlage et le laminage révolutionnent la sidérurgie et que se mettent en place les réseaux de canaux puis de voies ferrées, avec transformation du paysage (industrie du Nord et de l'Ouest), accélération de l'urbanisation. La machine à vapeur de James Watt donne une nouvelle source d'énergie. Les premières usines sont bâties pour regrouper les ouvriers. Avec le libéralisme,

les intérêts de la bourgeoisie industrielle, la revendication du libre-échange, les liens entre banques et industrie, la Grande Bretagne triomphe sur tous les marchés et les autres pays organisent le protectionnisme, comme les USA et la France agricole. Dominante dans le domaine financier au début du XX^e s (capitiaux, matières premières), mais limitée à cause de sa spécialisation dans les textiles et de sa dépendance en produits alimentaires et en matières premières (minerais métalliques et en pétrole), la Grande Bretagne sera dépassée par les cartels allemands de la sidérurgie et des industries nouvelles, chimiques, électriques.

En France les futurs grands sites industriels se développent : au Creusot, les frères Schneider en 1836, en Lorraine, les de Wendel. Avec la révolution industrielle, il y a création des grandes banques d'affaires et de dépôts, le percement de larges avenues à Paris par Haussmann ...

⁵⁷ Avec la Révolution industrielle, il y a développement de l'économie politique en Grande Bretagne, exploration de la pensée logique par Kant et Hegel, reprise de la dialectique de Hegel dans un sens matérialiste par Marx (1818-1883), tandis que le romantisme du début XIX^e rompt des lances avec le classicisme du XVII^e et XVIII^e s, et que le socialisme se théorise dans la première moitié du XIX^e avec Fourier et les utopiques non révolutionnaires puis prend un accent révolutionnaire avec Karl Marx et Engels (toutes idées qui s'affrontent au sein des I^{er}, II^e, III^e et IV^e internationale) alors que les anarchistes proposent la disparition de l'Etat.

Dans la seconde moitié du XIX^e, il y a essor du scientisme (Positivisme d'Auguste Comte), apparition de la notion d'évolution (chez Lamarck et Saint Hilaire puis Darwin 1859), et découverte d'une parenté entre les langues européennes et le sanskrit (famille linguistique indo-européenne), tandis que le catholicisme, lié aux régimes conservateurs, a de son côté une influence considérable tout au long du XIX^e puis connaît son *aggiornamento* au XX^e siècle sous Paul VI (cf. plus bas).

Dans les Arts et les Lettres, le naturalisme l'emporte avec Zola, Flaubert, Maupassant ; en poésie, Verlaine, Rimbaud, Mallarmé, Apollinaire ; en peinture le romantisme de Jéricho et Delacroix se prolonge par le réalisme de Daumier, Courbet, Manet, et par l'impressionnisme de Monet, Renoir, Whistler suivi d'un éclatement avec Cézanne, Gauguin, Van Gogh, idem dans la sculpture avec Rodin (impressionnisme). En Musique, après la domination de l'Italie aux XVII^e-XVIII^e (excepté J.S Bach), l'Allemagne domine fin XVIII^e-début XIX^e avec Haydn, Mozart, Beethoven, puis Schubert, Schumann, Brahms, et bouleversement par Wagner. Au XIX^e ce sont Berlioz, Debussy, et au XX^e Fauré, et la musique dodécaphonique (Schönberg, Webern)

Fin XIX, se produit la Seconde révolution industrielle avec production d'énergie électrique (du mécanique à l'électrique), puis thermique et hydraulique (qui se fera nucléaire au XX^e), utilisation du pétrole et développement du moteur à explosion (automobile ...), essor de l'industrie chimique (matières plastiques et synthèse ...), progrès de la médecine (aujourd'hui biologie moléculaire, génétique), rayons X et radioactivité (Becquerel), et Radium (Pierre et Marie Curie).

⁵⁸ En France, le Général de Gaulle établit en 1946 la IV^e République puis la V^e République en 1958 après la prise de pouvoir par les généraux d'Alger, avec pouvoirs étendus au président de la République.

En Grande Bretagne, entre 1945 et 1950, le parti travailliste accomplit des réformes sociales parallèles à celles de la France (nationalisation des charbonnages, sidérurgie, gaz et électricité ; sécurité sociale, médecine gratuite mais fonctionnarisée), puis les conservateurs sont au pouvoir ;

Aux USA, Kennedy est assassiné à Damas, en 1963 ; la population noire connaît un mouvement de déségrégation (églises, transports ...) et se manifeste un mouvement d'opposition à la guerre du Viet Nam ; se réalise un accroissement vertigineux de la dette de l'Etat.

⁵⁹ Les colonies demandent leur indépendance : Les guerres coloniales des Etats européens (France-Indochine 1946-1954 (relais pris par USA au Viet-Nam 1954-1975) et France-Algérie 1954-1962 ; Pays Bas en Indonésie 1945-1949 ; Britanniques en Inde 1947, en Malaisie 1948-1960, au Kenya 1952-1956 ; Portugal dans les colonies d'Afrique ...) sont suivies des mouvements d'indépendance et d'émancipation des colonies (Philippines en 1946 pour les Américains ; Inde en 1947 pour les Anglais ; pour la France Maroc et Tunisie en 1956, Guinée en 1958 puis toutes les colonies d'Afrique Equatoriale en 1960, Algérie en 1962 ; colonies britannique de l'Afrique (60-66) ; Congo belge pour la Belgique en 1960 (aujourd'hui Zaïre), en 1962 pour ses territoires du Rwanda, du Burundi ; colonies portugaises après la chute du régime fascisant de Salazar et de longues guerres coloniales 1960-1975 et colonies d'Afrique australe en 1994 (Zambie, Zimbabwe, Namibie, Afrique du Sud).

Au Moyen-Orient les anciens territoires sous mandat accèdent eux aussi à l'indépendance : Syrie, Liban en 1945, Irak en 1958, Egypte en 1952 ; partage de la Palestine entre les Juifs qui répondent à l'appel des mouvements sionistes et les Palestiniens arabes autochtones suivi de la déclaration d'indépendance de l'Etat juif en 1947 qui s'approprie la majeure partie du territoire avec expulsion des Palestiniens, ce qui entraîne une très longue période de terrorisme et d'agressions mutuelles, avec colonies israéliennes en territoire palestinien, tous problèmes non résolus aujourd'hui.

⁶⁰ Après le Congrès de l'Europe à La Haye et le pacte de Bruxelles groupant France, Royaume-Uni, pays du Benelux ..., le traité de Rome du 25 mars 1957 institue la Communauté économique européenne (C.E.E., ou Marché commun, union douanière entre les six pays signataires que sont la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la République fédérale allemande) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (Euratom), le Marché commun devenant avec le temps, un forum où les débats concernent plus les intérêts particuliers que la construction de l'unité européenne, tandis que l'étape suivante est l'Union Européenne. En 1992 en effet, après la chute du mur (1989), la chute de l'URSS et la réunification de l'Allemagne (1991), l'Europe élargie par les nouveaux pays européens auparavant dominés par les soviétiques, voit la mise sur pied du nouveau projet qu'est l'Union Européenne malgré le rejet du traité de Maastricht par les peuples : les barrières douanières sont supprimées pour favoriser le libre-échange, la commission et le parlement européen sont créés, et certains pouvoirs nationaux sont délégués à ces institutions européennes. En 1999 puis 2001, 17 États membres de l'UE décident de rentrer dans la Zone Euro, en adoptant une monnaie unique, l'Euro. Mais des doutes émergent, l'euroscépticisme grandit.

⁶¹ Les matières de synthèse se substituent aux métaux, puis l'informatique et l'électronique explosent, les usines délocalisent pour la main d'œuvre vers les pays du Sud qui souffrent de récession par « détérioration des termes de l'échange » (baisse des prix des matières premières par rapport aux produits manufacturés) et s'endettent, placés sous tutelle du FMI (fonds monétaire international) et de la Banque Mondiale qui leur imposent des politiques libérales ruineuses, avec explosion démographique à la clé.

⁶² Ainsi le *Syllabus* condamne les erreurs du monde moderne, l'encyclique *Quanta cura* de 1864 rejette la tolérance et la démocratie, et le concile du Vatican de 1870 proclame le dogme de l'infaillibilité pontificale. Après la courte ouverture de Léon XIII qui succède à Pie IX en 1878 et appelle les catholiques français au ralliement à la République tout en soulevant le problème ouvrier dans l'encyclique *Rerum varum* de 1891, Pie X (1903-1914) se montre intransigeant dans les relations avec la France -ce qui aboutit à la séparation de l'Eglise et de l'Etat -, condamne par l'encyclique *Paschendi* de 1907, le modernisme de certains catholiques qui acceptent certains résultats de la science et la critique biblique. Entre les deux guerres, la condamnation du bolchevisme et une certaine complaisance à l'égard des fascismes (franquisme

en Espagne, salazarisme au Portugal) se réclamant d'un catholicisme militant, se retourne contre Pie XII à qui l'on reproche de n'avoir pas agi contre le génocide des Juifs par Hitler. Le concile de Vatican II (1962-1965) inauguré sous Jean XXIII et se poursuit sous Paul VI, procède à un « *aggiornamento* » dans de nombreux domaines, celui de la liturgie notamment (inchangée depuis le concile de Trente -avec abandon du latin au bénéfice de la langue parlée), avec tolérance religieuse, dialogue avec les autres églises chrétiennes (œcuménisme) et les autres religions.

⁶³ L'islam abbasside des califes de Bagdad qui a pris pied à partir du VII^e s dans le Sind (Pakistan) rejoignant les colonies marchandes arabes des côtes du Dekkan établies là depuis l'Antiquité, remplacé au X^e siècle par l'islam destructeur des turcs récemment islamisés (massacres, trésors vidés, patrimoine artistique ravagé), puis au XII^e -XIII^e par d'autres tribus turques musulmanes (sultanat de Delhi), lui-même écrasé au XIV^e siècle par le turco-mongol Tamerlan, laissent l'Inde du Nord dans l'anarchie, le sultanat de Delhi retrouvant un regain passager d'importance sous la dynastie afghane des Lodi (1451-1526) avant de disparaître sous le pouvoir moghol.

⁶⁴ La supériorité navale des Portugais leur permet de détourner en quelques années, par le cap de Bonne-Espérance et Lisbonne, le vieux commerce musulman des épices entre l'Inde et la Méditerranée transitant par les ports de la mer Rouge et l'isthme de Suez. Albuquerque (1453-1515), militaire, navigateur, explorateur et homme politique portugais gouverneur de Indes portugaises de 1509 à 1515, une des grandes figures de l'expansion portugaise en Orient, donne rapidement à cette vaste entreprise les bases territoriales nécessaires, et acquiert dans tout l'Océan indien, et notamment sur les deux côtes du Dekkan, avec la sympathie active de Vijayanagar, comptoirs et points d'appui, la pièce maîtresse du système étant le port de Goa, arraché au sultanat de Bijapur en 1510.

⁶⁵ En 1669, le Moghol Aurangzeb adopte, en rupture avec ses prédécesseurs, une politique de prohibition de la religion hindoue et de destruction des temples hindous, rétablissant la *jizya* en 1679. Les révoltes dues à son intransigeance religieuse se succèdent sans fin : Jâts de Mathurâ, Bundelâ, Patiala, sikhs conduits par le gourou Gobind Singh, Marathes fédérés par Shivaji ... tous se consacrent à construire l'Empire marathe s'opposant au pouvoir moghol. Les armées d'Aurangzeb sont engagées successivement aux quatre coins de l'empire, en Afghanistan, en Assam, au Rajasthan et précisément dans le Dekkan. C'est là qu'elles s'enlisent à partir de 1682 et que la puissance moghole se délabre irrémédiablement. Son principal adversaire, à la fin du règne, est la rébellion marathe (peuple de langue indienne appartenant à la branche indo-iranienne de la famille des langues indo-européennes) qui se développe depuis le milieu du siècle dans le pays de plateaux accidentés du Dekkan du Nord-Ouest. L'âme du soulèvement est Sivaji Bhonsle (1627-1680), simple chef de bande au départ, passé maître dans l'art de la guérilla, et dont l'autorité grandit parce qu'il incarne à la fois l'ethnie marathe et l'irréductibilité hindoue face à la domination moghole. L'essor marathe se poursuit sous ses successeurs à travers le Dekkan, appuyé sur un semis de forêts que l'armée moghole s'épuise à assiéger et sur la tactique du harcèlement. Après vingt-cinq ans de campagnes incessantes, inutiles, et financièrement désastreuses, Aurangzeb meurt (1707) et avec lui l'unité impériale, minée par les forces centrifuges. L'Empire entame en effet un lent et continu déclin, tout en conservant un certain pouvoir pendant encore 150 ans. En 1739, il est défait par une armée venue de Perse sous la conduite de Nâdir Shâh. La principale formation politique du subcontinent est désormais la confédération marathe, qui vers 1750 occupe tout le centre de l'Inde du Gujarat à l'Orissa, et s'étend vers le nord jusqu'au voisinage de Delhi, une grande partie du subcontinent étant par ailleurs livrée à l'aventure et au brigandage. Les Marathes occupent Delhi en 1757 et prennent pied dans le Pañjab. Ils s'y heurtent aux ambitions du nouveau royaume d'Afghanistan, qui leur inflige une défaite écrasante à Panipat en 1761. Mais le jeune pouvoir afghan, insuffisamment assuré pour reconstituer l'empire indien à son profit, se maintient avec peine au Pañjab. La confédération marathe, de son côté, se dissout peu à peu en cinq royaumes autonomes.

⁶⁶ Les Portugais, acquièrent des comptoirs (Goa, Diu), et commencent à évangéliser les indigènes. La présence européenne sur les côtes du Dekkan se diversifie et se consolide. Au début du XVII^e siècle, le Portugal lâche prise sur son trop vaste empire, et abandonne à la Hollande la maîtrise des mers indiennes et l'île de Ceylan qu'ils conservent pendant près de deux siècles. Obtenant la faveur de Jahangir (le quatrième empereur moghol de l'Inde), la Compagnie hollandaise des Indes orientales construit trois factoreries sur la côte de l'Inde mais ne peut empêcher l'East India Company anglaise de la suivre dans cette voie. La victoire britannique dans la guerre anglo-hollandaise en 1652 laisse maîtresse du terrain l'East India Company qui s'établit à Madras, Bombay, et Calcutta. Mais la Compagnie française des Indes créée par Colbert en 1664, entre en scène à son tour et fonde en 1673 les établissements de Pondichéry et Chandernagor, puis de Mahé, Yanaon et Karikal qui s'enrichissent comme les autres Compagnies par le commerce des cotonnades, des soieries, du thé et des épices. Sous le règne troublé du grand moghol Aurang-Zeb, sixième empereur moghol, les factoreries européennes, déjà souvent fortifiées avec l'aval impérial, renforcent leurs garnisons, usent de la diplomatie ou même de la force pour garantir leur sécurité.

Au XVIII^e siècle, c'est sur les côtes, sur mer, voire sur les champs de bataille d'Europe que se joue le sort politique du subcontinent. Au milieu du siècle Dupleix devient gouverneur des établissements français de l'Inde et veut faire de cette Compagnie une puissance politique en vue d'établir un protectorat français, avec possession de territoires et perception d'impôts. Depuis la mort d'Aurangzeb, l'Inde est en pleine anarchie, et les gouverneurs des régions font appel aux Anglais ou aux Français. Avec quelques milliers de Français et de cipayes (soldats indigènes armés à l'européenne), Bussy fait campagne dans le Dekkan : en 1753, une grande partie de l'Inde péninsulaire reconnaît la suzeraineté de la France avec début de colonisation de l'Inde. Mais le soutien de la métropole lui est refusé, car on craint de s'aliéner l'Angleterre, avec qui la paix a été signée à Aix-la-Chapelle en 1748, et parce que la Compagnie juge les conquêtes plus nuisibles qu'avantageuses. Un échec dans le Carnatic, où Français et Anglais s'affrontent par prétendants indiens interposés, provoque son rappel en 1754. Alors qu'en 1755 la guerre recommence sur mer entre la France et l'Angleterre et s'étend à l'Inde, la Compagnie anglaise conquiert une partie de la province du Bengale et du Bihar et enlève le comptoir français de Chandernagor ; dans le Dekkan où Bussy se maintient, Lally-Tollendal, arrive de France avec 3000 hommes, mais sans appui du gouvernement français, les Français sont assiégés dans Pondichéry et se rendent, et Lally-Tollendal est exécuté en France comme responsable de la défaite. Après la victoire anglaise de Plassey en 1757, le traité de Paris de 1763 qui met fin à la guerre de Sept ans, la Compagnie française ne conserve que les 5 comptoirs qu'elle possédait en 1741 ; la Compagnie anglaise au contraire, étend son autorité dans la vallée du Gange et sur une partie du Dekkan, emporte en 1782 des victoires contre les Marathes (peuple de langue indienne appartenant à la branche indo-iranienne de la famille des langues indo-européennes qui se développe depuis le milieu du siècle dans le pays de plateaux accidentés du Dekkan du Nord-Ouest) et contre le puissant Maisur de Tipu Sultan, allié de la France (1784), l'un des principaux opposants à l'installation du pouvoir britannique en Inde, ce qui lui valut le surnom de « tigre de Mysore », au milieu d'un perpétuel imbroglio diplomatique : la Compagnie anglaise règne sur 40 millions d'indigènes après le traité de Versailles où le gouvernement français refuse des renforts, soucieux de ne pas froisser les Anglais. En 1784, le Parlement anglais laisse à la Compagnie toute liberté de gérer les affaires commerciales mais lui enlève la direction des affaires politiques qu'il donne à un Conseil : l'activité de la compagnie anglaise s'organise et se moralise, sous la pression de l'opinion britannique. On met sur pied un corps d'administrateurs, des tribunaux, l'embryon d'une police. On entreprend de maîtriser et de régulariser le système fiscal, et les chefs locaux concessionnaires de l'impôt dans l'Empire moghol (*zamindar*) qui régnaient sur le plat pays les armes à la main (*Permanent Settlement* de

1793) sont désignés comme propriétaires fonciers à l'occidentale – et du même coup en contribuables ordinaires –. On s'abstient durant ce temps d'intervenir dans les guerres que se livrent les héritiers divisés de l'empire marathe ce qui n'empêche pas la conquête de reprendre et de s'achever pour l'essentiel en 1819, une fois les principales maisons marathes définitivement abattues. Guerres et coups de force aboutissent à la constitution des trois « présidences » de Calcutta, Madras et Bombay, vastes zones d'administration directe. Par ailleurs, des traités sont signés avec des centaines de princes, laissés en place moyennant leur acceptation de la suzeraineté britannique. La carte de l'Inde princière, si fluctuante depuis toujours, est désormais figée au XIX^e siècle. L'East India Company, comme les empereurs du passé, règne en maîtresse sur le subcontinent, tantôt directement, tantôt par le truchement de princes locaux vassalisés. Le premier souci de la Couronne étant d'asseoir l'impôt foncier, fondement du budget de l'État colonial, le Parlement britannique réduit par étapes l'East India Company à un appareil d'administration. Tâtonnant à la recherche d'une solution qui assure des revenus réguliers sans bouleverser les coutumes – bouleversement et irrémédiables conséquences sociales, qu'avait provoqué le Permanent Settlement –, les colonisateurs aboutissent à une mosaïque de systèmes fiscaux régionaux qui axés sur l'idée moderne de propriété, privilégient l'individualisme économique de type occidental au détriment des solidarités traditionnelles, et dont les inconvénients imposeront ensuite une législation jamais achevée de protection des tenanciers. Un appareil judiciaire est peu à peu mis en place, qui administre la loi hindoue (en fait brahmanique), progressivement adaptée et complétée par un lent travail de codification. Prudemment abstentionniste jusqu'aux années 1820, la politique coloniale en matière sociale et culturelle devient ensuite résolument réformatrice. Certains « abus » de la société indigène sont interdits (esclavage, auto-immolation des veuves, infanticide), la diffusion de l'instruction anglaise est organisée. Ce mouvement reçoit l'adhésion de la nouvelle intelligentsia anglophone de haute caste, qui peuple les professions libérales et les rangs subalternes de l'administration. L'apogée du réformisme libéral prend place sous le proconsulat de lord Dalhousie (1848-1856), qui introduit le chemin de fer et le télégraphe, organise les travaux publics, la poste et l'instruction publique, et annexe sans ménagement les États princiers mal administrés ou tombés en déshérence. Une dernière poussée expansionniste donne à l'Angleterre le Sind (1843), le Kasmir (1846) – arraché au royaume sikh du Panjab après la mort de son grand souverain Ranjit Singh –, puis le Panjab (1849), et enfin la Basse-Birmanie (1852). Après la mutinerie des cipayes (soldats indigènes armés à l'europpéenne) en mai 1857, l'Inde passe directement sous l'administration britannique et devient un Empire directement rattaché à la Couronne.

⁶⁷ Après la révolte des cipayes en mai 1857, révolte traditionaliste vaincue en 14 mois, ponctuée d'atrocités des deux côtés, les relations entre Indiens et Britanniques sont marquées par une empreinte indélébile. C'en est fait du réformisme résolu : la couronne prend les choses en main par l'Act for the Better Government of India : l'Inde est désormais un Empire directement rattaché à la Couronne britannique avec développement de l'économie de marché. L'Empire indien, équipé d'une armée de 270 000 hommes (indienne à 80 p. 100) et d'un corps d'administrateurs coloniaux peu nombreux mais efficaces, la base de l'administration restant indigène. C'est le bon temps de l'exotisme sportif. Une législation coloniale renforce les traits modernes (propriété individuelle, principe du contrat, libre concurrence) au détriment de l'économie traditionnelle, fondée sur l'autosubsistance, les prestations, le recours limité à la monnaie et au marché, l'Inde bénéficiant et pâtissant tout à la fois de la révolution industrielle européenne : le pays se modernise, mais l'importation de biens manufacturés anglais ruine la production locale (textile, en particulier) car l'Inde constitue pour l'industrie anglaise, et notamment pour la production textile du Lancashire, un immense marché non protégé. Les plantations britanniques d'indigo, de thé, de café, qui se développent en grand nombre, sont créées pour la plupart avec des capitaux empruntés sur place, alors que les bénéfices vont en métropole. L'exportation de capital britannique vers l'Inde reste faible jusqu'au milieu du siècle et l'Inde souffre d'une hémorragie continue de richesses. En revanche l'opium indien trouve des débouchés en Chine... L'Angleterre victorienne devient la première nation industrielle de la planète.

Les Indes jouent ainsi un rôle important dans le système hégémonique de la Grande-Bretagne victorienne. La porte de l'administration est entr'ouverte aux Indiens. Une bourgeoisie locale voit le jour, où commence à fermenter l'idée nationale : pour marquer l'intérêt anglais, la reine Victoria est couronnée impératrice des Indes en 1876 et on se borne à faire respecter les hiérarchies sociales en place et le libre jeu des forces économiques, on stimule le développement par certains grands travaux d'infrastructure (chemin de fer, irrigation) avec la conviction affichée que le subcontinent, mosaïque hétéroclite de races, de cultures et de religions différentes n'est pas mûr pour se gouverner lui-même.

Inégalités sociales se creusent : Les inégalités sociales se creusent dans les villages, où l'âge d'or de l'usurier rural commence et où la terre devient marchandise. L'industrie textile indigène qui prend forme est freinée dans son essor par la domination du capital financier, industriel et commercial européen, qui travaille en fonction des besoins de l'économie de la métropole, dont il n'est qu'un prolongement, et par la concurrence des importations britanniques, qui bénéficient de la préférence douanière. Les industries de base sont inexistantes jusqu'au XX^e siècle. C'est alors que commence la marche vers l'indépendance.

⁶⁸ Le premier parti nationaliste indien, le parti du Congrès, voit le jour en 1885 et les décennies suivantes sont marquées par deux questions : le retrait anglais et les relations entre hindous et musulmans (qui eux ont créé leur propre organisation en 1906, la Ligue musulmane). Les Britanniques qui intègrent plus d'Indiens dans leurs cadres voient ces derniers grossir les rangs de la bourgeoisie nationaliste. Les choses commencent à changer vers la fin du XIX^e siècle, lorsque arrivent à maturité des courants de protestation radicaux à connotation religieuse, dont les leaders –notamment Tilak– se font entendre des masses en leur parlant le langage des réformateurs de la tradition. Malgré la fondation du Congrès national indien en 1885, le mouvement nationaliste ne trouve sa force qu'après la Première Guerre mondiale qui marque un temps d'arrêt pour les revendications nationales : un million de soldats de l'Empire soutiennent l'effort de guerre.

Mais ensuite, l'entrée en scène de Mohandas Gandhi (1869-1948) change la donne. Il n'est plus question d'autonomie octroyée par l'Angleterre, mais d'indépendance. Et cela concerne tous les Indiens. A la répression, Gandhi oppose le boycott et la désobéissance civile. La « marche du sel » de 1930 lui vaut une célébrité mondiale. Quant à Jawaharlal Nehru, il prend la tête du parti du Congrès.

Malheureusement, l'indépendance à portée de main avive les tensions entre hindous et musulmans. La minorité musulmane, jugeant alarmantes ses perspectives d'avenir dans une Inde indépendante à majorité hindoue, réclame à partir des années 1930 par la Ligue musulmane menée par Muhammad Ali Jinnah (1876-1948), la création d'un État musulman distinct, le Pakistan, démembrement auquel le Congrès refuse de souscrire, surtout après l'insurrection congressiste de 1942. En 1947, alors que la montée des violences religieuses éloigne toute perspective d'accommodement, le gouvernement travailliste de Londres, confié à lord Mountbatten la marche des opérations, et l'indépendance est proclamée le 15 août 1947, sous la forme de deux dominions séparés, l'Inde et le Pakistan. Mais l'exacerbation des passions religieuses liée à la « partition » et des déplacements de populations, accompagnés d'affrontements sanglants qui font des centaines de milliers de morts, notamment au Panjab, avec interventions armées, guerres et « opérations de police » aggravent les relations déjà difficiles entre hindous et musulmans : ce climat de méfiance provoque l'assassinat de Gandhi par un fanatique hindou en janvier 1948.

⁶⁹ Dans l'Inde indépendante se réalise alors la construction de l'État et la naissance d'une nation. Jawaharlal Nehru domine le Congrès avec Sardar Patel qui parvient en moins de trois mois à obtenir l'adhésion à la Fédération indienne de la très grande majorité des États princiers – sauf le Hyderabad, le Junagadh et le Kasmir qu'il faut convaincre – et que l'indépendance rend juridiquement souverains – tandis que le juriste

B. R. Ambedkar, leader intouchable, intervient dans la rédaction de la Constitution, œuvre gigantesque qui à peine entamée voit se déclencher l'invasion du Kasmir par des tribus de Pathans, soutenue par le Pakistan, ce qui transforme le conflit en une véritable guerre indo-pakistanaise (qui prend fin le 1^{er} janvier 1949).

Pendant que la nation émerge d'un bain de sang, l'édification de l'État prend corps : établissement d'une constitution unique pour l'ensemble de l'Union (achevée à la fin de 1949, et promulguée le 26 janvier 1950) qui établit un système fédéral avec contrepoids centralisateurs, parlementaire et bicaméraliste et, surtout, proclamation de la République tout en maintenant l'Inde dans le Commonwealth, tous les États étant désormais organisés selon le modèle démocratique prévalant au Centre, l'intouchabilité devenant désormais inconstitutionnelle.

L'Inde constate ensuite l'échec de sa politique d'amitié avec la Chine qui après un mois de guerre en 1962, occupe de larges portions du territoire indien, à l'ouest et surtout à l'est de l'Himalaya. En 1965, la Chine soutient deux nouveaux conflits armés avec le Pakistan, provoquant l'inquiétude de l'opinion mondiale, mais en 1974 l'Inde s'accroît du Sikkim himalayen avant de faire exploser un engin nucléaire (mai 1974)

Le parti du Congrès qui domine la scène politique au Centre et dans la plupart des États jusqu'en 1967 connaît une érosion de sa crédibilité, et des gouvernements d'opposition parviennent au pouvoir, à des moments divers de la législature entamée en 1967.

Le premier ministre Indira Gandhi, fille de Nehru, et sa nouvelle stratégie politique conduit en août 1969, à une scission du parti du Congrès puis à sa victoire électorale massive aux élections de janvier 1980 et à la désintégration quasi totale de l'alliance (Grande Alliance des partis de l'opposition non communiste opposés à Indira Gandhi et à son gouvernement minoritaire qui résulte d'une série de réalignements des forces politiques commencée en 1971)

Espéré comme un retour à l'ordre, le retour d'Indira Gandhi ne produit pas les effets escomptés. La crédibilité de la majorité est souvent entamée par des agitations sociales de toutes sortes, par une montée de la criminalité de droit commun, par une incapacité à s'attaquer à temps aux « vrais » problèmes nés de la hausse des prix à la consommation et de la corruption. Le phénomène le plus préoccupant demeure l'accroissement des heurts entre communautés religieuses et ethniques avec les réactions hindoues aux conversions d'Intouchables à l'Islam, l'enlèvement des mouvements particularistes des États du Nord-Est, Assam notamment, et la résurgence de séparatisme sikh au Panjab (qui entraînera son assassinat en 1984).

Sur le plan externe, Indira Gandhi reconnaît le Cambodge pro-vietnamien, en juin 1980. Mais l'intervention soviétique en Afghanistan, dans les derniers jours de 1979, met l'Inde dans une position délicate, dont elle essaie de sortir en resserrant ses relations avec l'Europe, notamment la France – qui lui assure des ouvertures sur la C.E.E. et l'Afrique – tout en adoptant l'interprétation soviétique des événements et en s'abstenant régulièrement dans les votes de l'O.N.U. condamnant la politique soviétique.

Le 29 juillet 1987, l'Inde garantit la paix intérieure de Sri Lanka mais le refus du Népal d'accepter certaines conditions indiennes débouche, en avril 1989, sur l'expiration pure et simple des accords antérieurs et un véritable blocus économique du Népal.

Malgré les difficultés, le système politique affirme progressivement sa solidité en survivant à tous les problèmes de succession : ceux causés par la mort de Nehru en 1964, puis ceux nés de la mort de Lal Bahadur Shastri à Tachkent en 1966, enfin celui causé par l'assassinat d'Indira Gandhi elle-même par ses gardes du corps sikhs le 31 octobre 1984, assassinat qui laisse l'Inde en état de choc et constitue le moment le plus dramatique de plusieurs vagues de traumatismes qui endeuillent toute la décennie, à la suite de quoi Rajiv Gandhi est nommé Premier ministre.

⁷⁰ Cette victoire sans partage du Vedanta tient sans doute au fait qu'il incarne ce qui est fondamental dans l'hindouisme, à savoir le sentiment intime que, dans l'ordre philosophique, il existe une hiérarchie des valeurs, comme il en existe une dans tous les aspects du *dharma* (loi naturelle ou juridique, norme, coutume, devoir : ensemble des normes et lois, sociales, politiques, familiales, personnelles, naturelles ou cosmiques), que ce soit dans l'ordre social (système des castes) ou dans l'ordre religieux (le panthéon, lui aussi, est hiérarchisé). Simultanément, on enseigne que l'individu peut, par la connaissance vraie, ou par la pratique du yoga, dépasser dans cette vie même la condition humaine. Cet idéal du suprahumain (l'expression appartient à Aurobindo) rejoint curieusement la nostalgie nietzschéenne du Surhomme, l'objectif étant de percevoir directement le brahman qui n'est autre que Visnu dont tous les êtres dépendent comme des esclaves dépendent d'un maître.

Depuis le début du XX^e siècle, c'est surtout par l'intermédiaire des œuvres des réformateurs hindous contemporains (tels Ramakrishna, Vivékânanda, Aurobindo) que le Vedanta est connu du grand public où l'on réaffirme l'unité fondamentale de l'univers (*advaita* : « non-dualité ») : le brahman, la nature, l'atman, le Seigneur ne sont qu'une seule et même chose, la *maya* ou illusion cosmique, étant le jeu des phénomènes, la « manière d'être » du brahman.

Des moyens pratiques existent pour accéder concrètement à la « connaissance vraie » (*jñana*), qui s'identifie avec la délivrance : la pratique de la dévotion (*bhakti*) permet de gagner le Paradis et d'y cohabiter avec son dieu préféré, mais seule la connaissance vraie (*jñana*), c'est-à-dire la réalisation intime de l'identité de l'atman et du brahman, permet d'accéder à la délivrance définitive (*moksa* ou *mukti*).

⁷¹ Porteuse d'une grande civilisation, forte de son nouveau statut de puissance nucléaire et en vertu d'une formidable dynamique culturelle dont la littérature et le cinéma sont les meilleurs symboles, l'Inde fait irruption sur la scène internationale à la faveur de la globalisation économique : fruit de ce qu'elle a semé au lendemain de l'indépendance de 1947 et de sa trajectoire singulière (non-alignement des années 1950 faisant place à un rapprochement avec l'URSS avant de céder le pas à la convergence indo-américaine des années 2000 ; intervention de l'État dans l'économie remise en cause dans les années 1990 suivie de la libéralisation donnant naissance à une nouvelle classe moyenne et creusant les écarts entre les régions ; rôle demeurant important des castes entrant dans la compétition pour le pouvoir et l'obtention d'une meilleure part du gâteau ...) et malgré l'existence des tensions religieuses qui opposent toujours les hindous aux musulmans, phénomène indissociable du contentieux indopakistanaise à l'origine de trois guerres en cinquante ans, l'Inde contemporaine se présente comme " la plus grande démocratie du monde " ; de fait, cet empire du milliard d'êtres qui organise des élections libres depuis plus d'un demi-siècle a pris l'habitude de l'alternance depuis 1977, jouit d'une presse libre et connaît une justice au moins aussi indépendante que sous nos latitudes. Longtemps cette démocratie a été conservatrice à cause notamment de la sociologie très élitiste des dirigeants du Congrès, le parti dominant au lendemain de l'indépendance. L'agencement vertical d'une société de caste qui permet depuis des siècles à une minorité d'hommes bien nés de gouverner sans partage, justifiée par une cosmogonie dans laquelle la métaphore du corps social est centrale, pose la question des inégalités qui semble fondatrice selon le double critère du rapport au pur et à l'impur, et de la division sociale du travail, hiérarchie verrouillée par l'endogamie. Or cette hiérarchie ébranlée dès l'époque coloniale, non seulement par la pénétration des idées d'égalité et de liberté, mais aussi par les politiques de discrimination positive mises en œuvre par les Britanniques en faveur des intouchables et des basses castes (pour lesquels des emplois publics et des places dans les assemblées électives ont été réservés), ont trouvé dans ces mesures -toutefois contenues par le Congrès après l'indépendance-, un objectif de mobilisation collective qui leur a finalement permis de former un front uni à partir de 1990 contre les inégalités statutaires doublées, à partir de 1991, d'inégalités générées par la libéralisation ayant provoqué

l'apparition de deux Indes : l'« Inde qui brille » (à l'Ouest et au Sud) et l'« autre Inde » au Nord-Est, distinguée par des taux d'analphabétisation et de pauvreté très élevés.

⁷² Chaque mariage entre un musulman et une femme hindoue devient suspect, comme chaque œuvre d'art qui parle de désir entre musulman et hindoue devient une cible. Des agitateurs entravent pendant des mois la sortie du film *Padmavat* où les hommes musulmans chassent les femmes hindoues pour les épouser et les forcer à se convertir. Un autre film, *Juda*, parlant d'un roi Moghol musulman qui a épousé une femme hindoue, amène l'extrême droite hindoue à protester. On a changé d'échelle dans la haine et la discrimination avec exactions par des groupes miliciens ultra militants... Des comités d'experts universitaires ont comme mission de prouver que les hindous descendent des habitants originels de l'Inde, les Dravidiens.

⁷³ Moins stérile que l'époque mongole en œuvres de langue écrite, la littérature des Ming n'invente rien dans les genres nobles ; il y règne une verbosité terne qui respire l'ennui. Les examens littéraires, rétablis par un gouvernement nationaliste et traditionaliste, favorisent un pédantisme scolaire dont les effets se font sentir dans toute la production littéraire. L'exégèse des classiques ne fait que rabâcher sous une forme affadie et platement moralisante la doctrine néo-confucianiste de Zhu Xi. À côté des grands romans et de courts romans moraux, d'un style plus relevé qui suffisent à réhabiliter littérairement l'époque des Ming, la fiction de moindre haleine, le conte, la nouvelle progressent également, tant en langue écrite qu'en langue parlée.

Alors que la peinture reste l'apanage des lettrés, se développent les émaux cloisonnés destinés aux cérémonies religieuses, laques sculptés d'une perfection sans égale ou en revêtement des meubles précieux, armoires, coffres au décor à la fois riche et d'une sobre élégance. La technique, mise au point sous les Yuan, de motifs en bleu de cobalt (« bleu et blanc ») peints sur le corps de la porcelaine revêtue d'une couverture. La clarté du décor, la somptuosité des couleurs s'allient à des formes robustes caractéristiques des Ming

⁷⁴ À partir du XVI^e siècle, l'économie Ming est stimulée par le commerce international avec les Portugais, les Espagnols et les Hollandais. La Chine est impliquée dans l'échange colombien qui voit d'importants transferts réciproques de biens, de plantes et d'animaux entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Le commerce avec les puissances européennes et le Japon entraîne un afflux massif d'argent qui devient le métal étalon de la monnaie en Chine. Durant le dernier siècle de la dynastie, les effets du petit âge glaciaire se font sentir sur l'agriculture, avec catastrophes naturelles et épidémies, tandis que la vie politique à la cour puis dans l'empire devient de plus en plus instable. L'effondrement de l'administration qui s'ensuit est un prélude à la chute définitive de la dynastie.

⁷⁵ Sans prêtres, et prise en charge par la collectivité, la religion demeure syncrétique et hétérogène dans ses combinaisons : l'imitation du bouddhisme par les taoïstes a fait se rapprocher les deux religions qui connaissent alors chacune une certaine désaffection aggravée par leurs luttes violentes, les moines étant obligés de changer de confession et d'intervir l'affectation de nombreux temples, le bouddhisme perdant alors une part non négligeable de son implantation territoriale.

La « liturgie » est basée sur une littérature didactique (les *shanshu* ou « livres pour exhorter au bien sont les plus importants) et d'imagination (le roman et le théâtre surtout, avec mise en scène des héros et des divinités du panthéon moderne où se mélangent gesticulations rituelles et le jeu des acteurs, les dieux représentés dans les temples étant souvent costumés et grimés à la façon de personnages de théâtre). Aux dieux humains divinisés par le Ciel soumis aux vicissitudes de la vie, dieux du sol et autres divinités chargés de protéger et de surveiller les hommes, s'associent des fêtes devant leurs temples (défilés costumés, dépenses ostentatoires et représentations théâtrales, substitut des joutes entre garçons et filles).

⁷⁶ *La révolte des Taiping* est un soulèvement majeur qui a lieu dans le Sud, puis le Centre de la Chine entre 1851 et 1864 ; cette révolte, dont la dynastie Qing met près de quinze ans à venir à bout, tire son nom du royaume *Taiping Tian Guo*, ou « royaume céleste de la Grande Paix » d'où provient le nom de *Tàipíng* (« Grande Paix »).

Le fondateur du mouvement, Hong Xiuquan (1814-1864), informé du christianisme par les missionnaires promulgue des réformes radicales que l'historiographie communiste chinoise considère comme la préfiguration de la révolution communiste par ses aspects sociaux et ses concepts égalitaires (rapprochement avec l'idéologie marxiste) : esclavage et polygamie abolis ; égalité des sexes ; abandon de la vieille coutume du bandage des pieds des femmes ; interdiction des mariages arrangés, des jeux d'argent, de la torture, de la prostitution, de l'opium, du tabac et de l'alcool ; la propriété foncière privée était abolie ; nourriture, vêtements et autres biens de consommation courants mis en commun dans des entrepôts publics, et distribués à la population selon leurs besoins par les chefs militaires ...

Cette guerre civile totale entre le Taiping et les Qing, généralement considérée comme l'un des conflits les plus meurtriers de toute l'Histoire, apparaît dans un contexte très difficile où les sociétés secrètes et les révoltes se multiplient pour plusieurs raisons : essor démographique, famines, sanctions financières très lourdes à la Chine par le Royaume-Uni après la première guerre de l'opium, situation économique totalement dégradée et impuissance de la dynastie mandchoue des Qing à faire face aux catastrophes naturelles, aux Occidentaux et à la situation économique totalement dégradée.

Les Occidentaux, neutres au départ dans ce conflit interne, car menant par ailleurs la seconde guerre de l'opium contre le gouvernement des Qing, et regardent avec sympathie les Taiping « chrétiens », se mobilisent contre les Taiping à partir de 1860 environ, et les armées taiping sont finalement écrasées par les Qing en 1871.

⁷⁷ L'action de cette Société secrète dont le symbole est un poing fermé, d'où le surnom de *Boxers* donné à ses membres en Occident, se déroule en Chine entre 1899 et 1901.

La multiplication des humiliations de la fin du XIX qui accélère la crise sociale et économique de la Chine (guerres de l'opium l'obligeant à céder des ports et des quartiers, défaite contre les Japonais en 1895 avec perte des îles Pescadores, Taïwan, octroi de concessions aux Russes (Port-Arthur aujourd'hui *Lüshun*, aux Français (Fort-Bayard aujourd'hui *Zhanjiang*) et aux Britanniques (Port-Edward aujourd'hui *Weihai*), perte de suzeraineté sur la Corée, ce à quoi s'ajoutent les lourds dommages de guerre à payer au Japon, voit se lever la secte des Boxers « Les Poings de la justice et de la concorde », mouvement, initialement opposé à la fois aux réformes, aux étrangers occidentaux et au pouvoir féodal de la dynastie mandchoue des Qing, mais très vite utilisé par l'impératrice douairière Cixi contre les seuls colons, conduisant à partir du 20 juin 1900 au siège des légations étrangères où se réfugient les catholiques convertis présentes à Pékin, l'épisode des « 55 jours de Pékin », s'achevant par la victoire des troupes des huit nations alliées contre la Chine (Autriche-Hongrie, France, Allemagne, Italie, Japon, Russie, Royaume-Uni et États-Unis).

Le 1^{er} février 1901, les autorités chinoises acceptent de dissoudre la Société des Boxers, et même à participer à leur répression sur ordre de l'impératrice Cixi pour apaiser les puissances étrangères.

⁷⁸ Dans les zones dites « des soviets » (libérées par les armées de Mao Zedong) la politique culturelle, amorcée dès l'arrivée de la Longue Marche, est de rallier les écrivains et de les unir au service du peuple. On met l'accent sur la « popularisation » et sur la nécessité de rejeter

les sujets complexes et les formes étrangères. Dès 1942, au moment où Mao Zedong pose les bases de la politique culturelle, la littérature chinoise qui s'est dégagée de ses cadres traditionnels et a pris la forme des littératures modernes de l'Occident après la révolution chinoise de 1911 et l'instauration de la République perd de l'influence. Les romans de cette époque retracent la vie des paysans durant la réforme agraire ou prennent pour sujet des thèmes militaires et politiques récents. Le II^e congrès des travailleurs de l'art et de la littérature, en 1953, définit le réalisme socialiste comme principe de création et de critique.

En mai 1956, Mao Zedong lance le mouvement dit « des Cents Fleurs » (« Que les cents fleurs s'épanouissent, que les cents écoles rivalisent »), qui répond à des nécessités politiques intérieures, mais reflète aussi la nouvelle ligne politique et culturelle du « dégel » en Union soviétique. La libéralisation accordée par ce mouvement permet une étude plus approfondie de la littérature occidentale d'une part, et de la littérature classique chinoise de l'autre. Mais ce mouvement de libéralisation ne dépasse pas juin 1957 : les attaques contre le régime qu'il a permises et la désolidarisation assez rapide du « dégel » soviétique provoquent un durcissement de la politique culturelle et la dénonciation du danger droitier comme du révisionnisme littéraire des jeunes écrivains soviétiques. Le réalisme socialiste est défini comme une combinaison du réalisme révolutionnaire et du romantisme révolutionnaire, lesquels associent la construction du présent à la prévision du futur. En réaction au mouvement de rectification qui suivit les Cent Fleurs en 1957, un autre courant important se fait jour sous le nom de « courant de la conscience » qui s'inspire ouvertement de la littérature et du cinéma occidentaux sous leurs formes les plus actuelles, et plusieurs romans expriment le thème des « mutations », de la recherche douloureuse de l'identité et de l'équilibre pour l'intellectuel chinois moderne pris entre l'Orient et l'Occident, la tradition et la modernité, après quoi la critique officielle soulève la question de la responsabilité de l'écrivain.

⁷⁹ Le « *Grand Bond en avant* », de mars 1958 à décembre 1959, marque, sur le plan de l'art et de la littérature, un appel à la création chez le peuple avec production extraordinaire de nouvelles. La politique culturelle cherche à abolir peu à peu la distance entre l'écrivain professionnel et le travailleur devenu écrivain et les résistances sont tour à tour éliminées par des critiques sévères. La rupture de 1961 entre la Chine et l'U.R.S.S se traduit, sur le plan littéraire, par des querelles très vives entre les partisans chinois du « dégel », qui critiquent le Grand Bond, et les partisans de la ligne de Mao, qui dénoncent la direction révisionniste prise par l'U.R.S.S. et ses partisans chinois. L'opposition, combattue et renaissante, se fait de plus en plus vive. À la fin de la même année, Mao lance une dénonciation à peine voilée des « hauts et puissants bureaucrates qui ont glissé peu à peu au révisionnisme et rompu leurs liens avec les ouvriers, les paysans et les soldats : leurs œuvres ont cessé de refléter la révolution et la construction socialistes ».

⁸⁰ À la fin de 1965 la *Révolution culturelle* est commencée avec bannissement d'écrivains et mise à l'honneur du roman de reportage et des opéras nouveaux, d'où sont exclus, selon la recommandation de Mao, « les empereurs, rois, généraux, ministres, damoiseaux et damoiselles et le fatras des idées féodales et bourgeoises » : un grand nombre de productions, personnelles ou collectives, romans et poèmes expriment avec enthousiasme la grandeur du socialisme et la nécessité de la vigilance dans la lutte des classes qui s'y poursuit.

Après la mort de Mao, il y a reprise et réévaluation des œuvres littéraires de toutes les périodes précédant la révolution culturelle. On réhabilite progressivement, vivants ou morts, tous leurs auteurs, ceux qui ont été écartés au cours de la révolution culturelle, ceux qui ont été impliqués dans le mouvement de rectification de 1957, juste après la période des « Cent Fleurs », et même ceux des années trente, critiqués avant ou après 1949. Dans le même sens, la production romanesque et dramatique de 1977 est une « littérature de dénonciation » des vices du régime qui vient de tomber. Elle va de pair avec la « littérature de cicatrices », dénonciation des misères endurées pendant dix ou vingt ans. Bon nombre d'écrivains femmes dénoncent le poids des archaïsmes sur des droits officiellement et légalement acquis, telles la liberté du choix dans le mariage et l'égalité de la femme dans tous les domaines.

⁸¹ En 1910, le Japon finit par annexer la Corée qui depuis 1876 a signé avec l'Empire un « traité inégal » du même type que celui qu'imposait les USA au Japon. A cette époque, la Corée appartient à la Chine de Qing et ce premier conflit est connu comme la première guerre Sino-Japonaise. Le Japon poursuit son expansion jusqu'à la Mandchourie entrant en guerre avec la Russie. Cette guerre que la Japon gagne en un an (1904-1905) est une surprise pour les puissances occidentales et représentera un tournant décisif pour le Japon sur la scène militaire internationale.

Suite à la restauration Meiji, le Japon entretient avec l'Angleterre de bons rapports (soutien à l'alliance Satcho) ainsi qu'une peur commune de la Russie. Cette alliance permettra au Japon, lorsque l'Angleterre entre en guerre avec l'Allemagne, d'en profiter pour se saisir des îles germaniques du Pacifique Sud, dont elle en gardera les droits grâce au traité de Versailles.

En Mandchourie il crée un sabotage qui sera connu sous le nom d'incident de Mudken en 1931 et suivie par un autre au pont de Marco Polo en 1937, pour déclarer la guerre à une Chine souffrant déjà de guerre civile. Commence alors la seconde guerre Sino-Japonaise. Cette terrible guerre est tristement connue pour être l'un des théâtres les plus atroces de crimes de guerre : le massacre de Nanjing. Ce massacre reste de nos jours une des causes principales de désaccords entre la Chine et le Japon.

⁸² Le Japon allié de l'Allemagne cette fois-ci, se trouve confronté aux USA qui décident de lui couper les apports en pétrole. Le Japon décide alors d'annexer les pays de l'Asie du Sud Est pour palier à la carence. Cette guerre est connue sous le nom de la guerre du Pacifique qui débute avec la Thaïlande en 1941 et s'étend jusqu'à Pearl Harbor. Au paroxysme de son expansion le Japon a annexé l'Indochine (France), Malaya (Angleterre), l'Indonésie (Hollande), Hong-Kong (Angleterre), les Philippines (USA) et les îles du Pacifique : Guam et Wake. Lors de la seconde partie de la seconde guerre mondiale, le Japon affaibli, entre autre par une attaque éclair de la Russie en Mandchourie, va aussi subir une terrible contre-attaque de la part des Alliés. Cette dernière culminera avec l'envoi de la plus terrible arme au monde : la bombe atomique. La première suit un raid de bombardement qui frappe Tokyo, et touche Hiroshima le 6 Août 1945. La seconde, dont l'usage est toujours très controversé (les Américains auraient semblé-il sommés le Japon de se rendre), touche Nagasaki le 9 Août 1945. Le Japon perd la seconde guerre mondiale et avec elle toute ses conquêtes territoriales. L'Empereur perd ses pouvoirs mais reste sur le trône, le shintoïsme perd son statut de religion d'état, et les USA, sous l'œil de McArthur qui combat le Japon aux Philippines entre autres, commence à occuper le Japon et à amorcer de nombreuses réformes.

⁸³ Occupé par les USA, le Japon passe d'Empire à Etat, et souffre de plus de mauvaises récoltes qui engendrent des famines, des millions de civils se retrouvent sans logement et sont déplacés, plusieurs villes sont en ruines, etc. En plus de destituer l'empereur de sa nature divine, la constitution est elle aussi réécrite. L'armée japonaise devient une armée de défense autorisée à ne prendre part dans les conflits internationaux que pour des missions de police et de reconstruction. Ces dernières années, le premier ministre Abe Shinzo a voulu modifier cette clause de la constitution soulevant d'extraordinaires mouvements de foule d'opposition. Les terres sont rachetées aux riches propriétaires et revendues à bas prix pour des fermiers relançant l'agriculture.

Des troupes Américaines sont ensuite laissées en service sur les îles d'Okinawa (toujours présentes à ce jour). Forts d'un respect de la hiérarchie et d'une main d'œuvre mixte, les USA ayant préparé le terrain avec des lois sur le travail encourageant l'emploi des femmes, les résultats sont rapidement au rendez-vous. Une grande partie de cette réussite est attribué à Ikeda Hayato le premier ministre de l'époque que certains nomment aussi *l'architecte du Miracle Economique Japonais*. Après s'être concentré sur la production des matières premières, le Japon se tourne vers les technologies de pointe à la suite de la première crise pétrolière de 1973. Cependant, en 1985 l'Accord de Plaza fait éclorre la bulle financière du Japon qui éclate en 1992 et entraîne avec elle la décennie perdue qui perdure en fait jusqu'aux années 2010

⁸⁴ *Les traités d'Utrecht* (entre les royaumes de France et de Grande-Bretagne, et entre les royaumes d'Espagne et de Grande-Bretagne) signés en 1713 mettent fin à la guerre de Succession d'Espagne (mort sans descendance de Charles II, dernier Habsbourg espagnol), guerre qui oppose plusieurs puissances européennes de 1700 à 1714. L'Espagne est la grande perdante. Pour la France de Louis XIV, le rapprochement des couronnes espagnole et française sera réduit à néant : il n'y aura jamais de monarchie commune aux deux pays ; les frontières européennes de la France sont restreintes (sur la rive droite du Rhin, à la frontière italienne, sur la frontière du nord) ; en Amérique, l'Acadie française est cédée à la Grande-Bretagne qui obtient le protectorat du territoire iroquois qui recoupe celui de la vallée de l'Ohio ; en ce qui concerne Terre-Neuve et la baie d'Hudson, Louis XIV confirme leur possession aux Anglais. Par ailleurs, les Habsbourg doivent renoncer à la couronne d'Espagne, qui appartenait à leur dynastie depuis Charles Quint, et ils doivent reconnaître comme définitives toutes les conquêtes de Louis XIV. Les Provinces Unies ne retirent presque rien de la guerre. L'influence néerlandaise est marginale durant la négociation du traité ; l'Italie et l'Allemagne vont chacune s'unifier au XIX^e siècle avec la Savoie et la Prusse. Ces traités consacrent l'ascension de l'Angleterre et une stagnation pour la France après le règne de Louis XIV. Toutefois, la France reste la première puissance militaire en Europe. Son potentiel démographique est immense puisqu'un Européen sur quatre reste français, et Louis XIV a durablement installé la dynastie française des Bourbons sur le trône espagnol. Enfin, le rayonnement culturel de la France, introduit sous Louis XIV, n'en est qu'à ses débuts. La Grande-Bretagne acquiert une relative prédominance sur les mers qui bordent l'archipel britannique aux dépens des Provinces-Unies. La prédominance maritime est encore renforcée en Méditerranée par les bases de Gibraltar et de Minorque (prises au nom du roi d'Espagne Charles II de Habsbourg en 1704). La Grande-Bretagne obtient également le monopole de *l'asiento* (traite des esclaves dans les colonies espagnoles) pour trente ans. Cette prédominance sur les espaces maritimes en Amérique sera un des facteurs qui permettront au Royaume-Uni de remporter la Guerre de Sept ans (1756-1763) entre colons anglais et français pour la conquête des territoires américains, les colons anglais vainqueurs, la France éliminée, les Anglais pouvant s'emparer du Canada, la Louisiane étant abandonnée à l'Espagne, tandis que les colons finiront par déclarer leur indépendance.

⁸⁵ Déjà le Sud au climat tropical (Maryland, Virginie, Géorgie) se distingue par le fait de l'esclavage sur les plantations de riz, tabac, indigo puis coton, et la population amérindienne déjà massacrée est refoulée dans les réserves. Toutes ces colonies de peuplement blanc sont soumises au régime de l'exclusif (le commerce avec les colonies d'Amérique du Nord est réservé aux Anglais, la métropole ayant le monopole de la fourrure, des produits manufacturés. Mais les colonies anglaises prennent des libertés avec ce fonctionnement et se fournissent chez les Hollandais par exemple. Après la victoire de 1763 sur la France et le traité de Paris (cf. Europe), l'Angleterre de George III veut imposer des impôts aux colonies et faire appliquer plus vigoureusement l'exclusif. Les colonies qui disposent d'une certaine autonomie sont armées, et les colons constitués en milices pour lutter contre les Indiens et les Canadiens français, protestent contre les contraintes imposées par l'Angleterre avec incidents et morts. En 1773, la Compagnie anglaise des Indes acquiert le monopole de l'importation du thé, et la taxation du thé américain fait que les colons jettent à la mer une énorme cargaison de thé venue des Indes. L'Angleterre réprime ces mouvements, le Congrès se réunit à Philadelphie en 1774 et décide le boycottage du commerce avec l'Angleterre et les colons insurgés qui connaissent le terrain et sont entraînés dans leurs combats avec les Indiens et les Canadiens français, harcèlent les soldats anglais. C'est le début de la Guerre d'Indépendance des USA qui dure jusqu'en 1783. Une armée continentale est placée sous le commandement de Georges Washington, homme du Sud, planteur en Virginie. L'Angleterre refuse toute concession et la colonie de Virginie proclame son indépendance. En 1776, le Congrès vote la déclaration d'Indépendance des Etats Unis d'Amérique en énonçant les principes de l'égalité entre les hommes et leur droits inaliénables de vie, de liberté, la recherche du bonheur. Les Anglais occupent les ports et s'emparent de Philadelphie, tandis que le roi de France Louis XVI qui voit là une occasion de revanche de l'humiliation de 1763, soutient le mouvement de révolte et des volontaires qui s'engagent comme le marquis de Lafayette qui rejoint les insurgés. L'Angleterre déclare la guerre à la France à laquelle s'allient l'Espagne et la Hollande. La France envoie ensuite un corps expéditionnaire en Amérique commandé par Rochambeau, et une escadre commandée par l'amiral De Grasse. Les Anglais sont chassés du Sud, les forces américaines et françaises reprennent Philadelphie et font capituler les forces anglaises à Yorktown (1781). Les Anglais se résignent à traiter, la paix est signée en 1783 à Versailles et les Etats Unis voient leur indépendance reconnue par la Grande Bretagne qui conserve le Canada, mais cède aux Américains l'arrière pays entre la chaîne des Appalaches et le Mississippi. La France n'obtient qu'un succès de prestige sans avantage matériel, sauf la restitution des ses comptoirs au Sénégal. L'Espagne obtient la restitution de la Floride et de Minorque, tandis que la Révolution américaine prépare la Révolution française ainsi que celles des autres colonies d'Amérique espagnole et portugaise pour obtenir à leur tour leur indépendance.

Un nouvel Etat (confédération de 13 Etats qui conservent une large autonomie) de population européenne est établi sur le continent américain. La Constitution de 1787, est toujours en vigueur aujourd'hui, avec division des pouvoirs entre le Président qui détient le pouvoir exécutif, le Congrès le pouvoir législatif (avec deux chambres : des Représentants en fonction de la population et le Sénat avec deux sénateurs), la Cour Suprême du pouvoir judiciaire qui chapeaute les tribunaux fédéraux, avec 9 juges nommés à vie par le Président. Washington est président des Etats Unis en 1789 et 1793 : le gouvernement fédéral rembourse toutes les dettes des Etats, crée une monnaie, le dollar (1793), et la capitale Washington dans le district de Columbia en 1800.

⁸⁶ D'abord, avec l'affaiblissement de l'Espagne, l'Amérique latine se libère. Entre 1811 et 1828, neuf pays d'Amérique du Sud et le Mexique proclament leur indépendance, soutenus par les Etats-Unis qui voient un intérêt à l'éviction de l'Espagne (doctrine Monroe). Simon Bolivar, héros de l'indépendance, échoue à confédérer les Etats pour faire contrepoids aux grandes puissances. Le Brésil se détache du Portugal et devient indépendant en 1822.

Au XIX^e s, les Etats Unis en expansion achètent la Louisiane à la France (1803), puis la Floride à l'Espagne (1819) ; en 1848, ils enlèvent au Mexique un tiers de son territoire (Texas, Nouveau Mexique, Californie) ; en 1867, ils achètent l'Alaska à la Russie. L'expansion attire de nombreux colons pauvres, de l'Europe du Nord d'abord, puis des pays slaves et d'Italie.

⁸⁷ L'expansion vers l'Ouest pose le problème de l'esclavage qui oppose les Etats du Nord industriels aux Etats du Sud de planteurs esclavagistes : s'en suit une guerre civile (de Sécession :1861-1865) avec victoire du Nord et interdiction de l'esclavage. Abraham Lincoln élu en 1860 est assassiné par un fanatique sudiste.

Pendant et après la Guerre de sécession, dans la seconde partie du XIX^e, dominent les questions douanière et monétaire. Les paysans du Middle West et planteurs de coton du Sud (dont le porte-parole est le parti démocrate) sont pour le libre-échange et une monnaie faible, les industriels et les financiers du Nord (parti républicain) veulent le protectionnisme et une monnaie forte, ce qui nourrit la question noire avec régime de la terreur dans le Sud (KKK avec lynchage de noirs qui sont interdits de vote).

⁸⁸ A la fin du siècle, les Etats Unis passent de la doctrine de Monroe (pas d'intervention européenne sur le continent américain) à une politique interventionniste impérialiste : guerre hispano-américaine 1898, prise de Cuba à l'Espagne (reçoivent Guantanamo), de Porto-Rico, des Philippines en Asie ; annexion des Iles Hawaï, 1898 et des îles Samoa en 1899. En Amérique latine, au début XX^e siècle Roosevelt mène la « politique du gros bâton » avec main mise sur zone du canal de Panama, envoi de troupes à St Domingue, et à Haïti (1905, 1916).

En 1917 les Etats Unis interviennent dans la Première Guerre Mondiale : l'Allemagne qui décide de mener une guerre sous-marine à outrance contre l'Angleterre, porte directement atteinte aux intérêts des Etats Unis qui lui déclarent la guerre. L'intervention des troupes américaines en Europe et l'utilisation des chars de combats (tanks), freine l'armée allemande qui s'effondre, avec armistice en 1918.

Les Etats Unis restent en dehors de la Seconde Guerre Mondiale, jusqu'en Aout 1941 où sur le cuirassé anglais Prince of Wales, Roosevelt et Churchill signent la charte de l'Atlantique qui programme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et prévoit après la guerre l'établissement d'une organisation internationale pour la faire respecter. Mais en décembre 1941, le Japon entre en guerre contre les Etats Unis sans déclaration de guerre préalable, et détruit la flotte américaine basée à Pearl Harbour (Hawaï). Les USA déclarent alors la guerre à l'Allemagne et à l'Italie, et la guerre devient mondiale (1941). Les Américains ripostent contre l'occupation de l'Asie du SE par le Japon. En été 1942, la bataille de la mer de Corail (Guadalcanal) brise l'offensive japonaise en direction de l'Australie et les USA reprennent l'offensive profitant de la dispersion des forces japonaises. En Juillet 1943, les Alliés anglo-américains débarquent en Sicile (destitution de Mussolini en Septembre, signature de l'armistice par l'Italie aussitôt envahie par les armées allemandes) et en Normandie le 6 Juin 1944, puis en Provence en Aout. Les Américains prennent pied dans le Pacifique après de durs combats dans les îles proches du Japon d'où ils peuvent bombarder les villes japonaises. Les 5 et 9 Aout 1945, les Américains lancent sur les villes d'Hiroshima et de Nagasaki les deux premières bombes atomiques, et l'URSS entre en guerre contre le Japon et occupe la Chine du NE et le N de la Corée.

⁸⁹ *La Guerre Froide* prend une dimension mondiale avec le triomphe du communisme dirigé par Mao Tsé Toung, avec refuge du « gouvernement nationaliste » à Taïwan sous la protection américaine pendant que la Chine continentale devient la République Populaire de Chine en 1949. De 1951 à 1953, la Guerre de Corée oppose la Corée du Nord communiste appuyée par les troupes chinoises aux troupes américaines intervenues sous la bannière de l'ONU en faveur de la Corée du Sud. En 1949 l'URSS se dote de l'arme nucléaire. En 1951 les Américains réalisent l'arme thermonucléaire (bombe H), et l'URSS en 1953.

⁹⁰ Après la guerre, les puissances européennes n'admettent pas le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes pour leurs colonies, et se livrent aux guerres coloniales, mais les colonies accèdent finalement à leur indépendance (les Etats Unis concèdent l'indépendance aux Philippines, en 1946, tout en conservant des bases militaires), tandis que les pays socialistes apportent leur appui aux mouvements de libération nationale : c'est au titre de l'anticommunisme que les puissances occidentales justifient leur action dans leurs colonies sans combattre ouvertement les mouvements d'indépendance, justification identique pour la guerre menée par les Etats Unis au Viet Nam prenant le relais de la France (1954-1975-), de même pour le conflit qui oppose Cuba -jadis placé dans la zone d'influence américaine- aux Etats Unis après la Révolution qui porte au pouvoir Fidel Castro. Après l'assassinat en 1963 à Dallas, du président Kennedy, les années 60 sont marquées par un puissant mouvement de déségrégation de la population noire dans les écoles, les transports, avec opposition des étudiants à la guerre du Viet Nam, tandis que la politique militaire des présidents Nixon et Reagan, républicains, contribuent à l'accroissement de la dette de l'Etat.

* *
*